

«L'Economie»: un contrat pour l'agriculture

Le Monde

15, rue Falguère, 75081 Paris Cedex 15



BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 14953 - 7 F

MARDI 23 FÉVRIER 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Le poisson de la discorde

L'EFFONDREMENT des cours du poisson et le mouvement des colères qui en résulte chez les pêcheurs vient aggraver un sentiment de crise généralisée. Une fois de plus, ces événements mettent en évidence les défis auxquels est confrontée la construction communautaire.

Le marasme actuel est dû à la combinaison de causes multiples, notamment la désordre monétaire au sein de la Communauté et l'entrée sur les marchés d'Europe occidentale des producteurs d'Europe de l'Est.

Les débarquements massifs par les navires russes, dans des ports de la CEE, de Norvège ou d'Islande, de cabillauds et de lieus noirs, vendus autour de 5 F le kilo, alors que le prix normal se situe entre 10 F et 15 F, ne peuvent être freinés par l'application d'un simple droit de douane de 15 %.

A ces attaques extérieures s'ajoutent celles qui ont leur origine dans la Communauté même. La dévaluation de la livre sterling de près de 20 % depuis septembre rend le poisson britannique beaucoup plus compétitif sur les marchés français. Celles de la peseta et de la lire menacent les exportations françaises vers l'Espagne et l'Italie.

La Communauté cherche à se mobiliser pour juguler une crise qui, si elle frappe plus durement la France, affecte l'ensemble des Etats membres. M. Jacques Delors, président de la Commission de Bruxelles, qui se trouvait lundi 22 février à Lorient, pourrait déjà annoncer un premier train de mesures.

Celles-ci, qui seront en principe décidées par un « comité de gestion » (où siègent des représentants de la Commission et des Etats membres) convoqué le 25 février, consisteront probablement à fixer des prix minima à l'importation en provenance des pays ou armements extérieurs à la Communauté. Les experts des Douanes, qui se sont déjà réunis dimanche à Bruxelles, s'efforcent de rassembler les données statistiques (concernant la progression des débarquements, le chute des cours...) qui leur permettront de justifier, aux yeux du GATT, de telles mesures de sauvegarde.

PROLONGEMENT de ces mesures défensives, la Communauté s'efforcera de convaincre ceux qui, tels les Russes, par leurs pratiques anarchiques, désorganisent le marché, d'agir avec elle de manière concertée. Que ce soit pour l'acier, les textiles, la viande ou le poisson, l'accès aux marchés des Douanes, revendiqué par les anciens pays communistes comme le moyen le plus sûr de les aider à redresser leur économie, doit avoir comme contrepartie le respect de disciplines, indispensables si l'on veut éviter la chaos.

Sur le plan interne, l'épisode actuel illustre la difficulté de vivre en marché unique sans stabilité monétaire. Pour indéniables qu'elles étaient, les évaluations auxiliaires se sont livrées en septembre les Britanniques et les Italiens ont atteint, surtout en ce qui concerne le livre, des niveaux injustifiés qui gênent le fonctionnement harmonieux du grand marché. La dégringolade des cours du poisson n'est malheureusement pas un exemple unique : ainsi la crise qui frappe les producteurs français de moutons, submergés par les importations en provenance d'Angleterre, est tout aussi grave.

Lire nos informations page 18

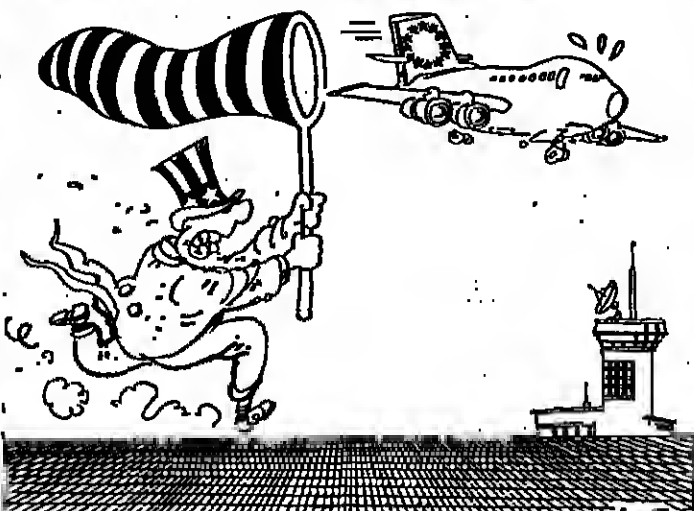
MO147 - 0223 0 - 7.00 F



Les difficultés de Boeing

M. Clinton accuse Airbus de « concurrence déloyale »

A Seattle (Etat de Washington), où se trouve le siège de Boeing et où il commence lundi 22 février sa tournée de soutien à son programme économique, le président des Etats-Unis a une nouvelle fois accusé Airbus de « concurrence déloyale ». En s'adressant aux employés de l'avionneur américain, M. Bill Clinton pourrait leur annoncer des mesures de représailles à l'encontre du consortium européen.



Lire page 18 l'article de ALAIN FRACHON

Souhaitant un congrès du PS en juin

M. Rocard veut accélérer la rénovation de la gauche

M. Rocard souhaite l'avancement au mois de juin prochain du congrès ordinaire du PS, destiné à assurer sa « rénovation ». S'exprimant dimanche 21 février sur TF1, l'ancien premier ministre a précisé qu'il envisage une forme « fédérale » pour le rassemblement qu'il avait appelé de ses vœux le 17 février. M. Fabius a indiqué, lundi matin, sur RTL, qu'il juge « intéressante » la proposition d'avancer la date du congrès.

Les habits neufs du candidat

par Jean-Marie Colombani

Michel Rocard veut donc aller vite, obtenir au plus tôt - il parle d'un congrès au mois de juin - que ses amis socialistes ratifient non pas une évolution souhaitable, mais une véritable mutation de leur propre parti. C'est aux yeux de leur « candidat naturel » la première condition de la réussite d'une campagne présidentielle. Il a raison. Car il y a eu, et il y a toujours, péril en la demeure. Michel Rocard devait donc sortir du bois pour montrer qu'il ne se laisserait pas, après la défaite législative, de compter sur la seule force du président, avec pour seul slogan

la défense des acquis sociaux ; mais qu'il faudrait aussi s'organiser, préparer une recomposition politique qui en soit une, et dont chacun sait - Raymond Barre le rappelle opportunément dans un entretien au Point - qu'elle n'a de chance de surgir qu'à la faveur d'une élection présidentielle. Le problème de Michel Rocard était donc de revendiquer et de s'assurer un leadership à gauche pour l'après-mars 1993.

Cette démarche a évidemment eu l'immense mérite de redonner à la gauche une perspective d'espoir.

Lire la suite page 10 et nos informations page 24

Jean Lecanuet est mort

Symbole de l'opposition de la droite modérée au gaullisme depuis sa candidature à l'élection présidentielle de 1965, Jean Lecanuet, qui vient de mourir à l'âge de soixante-deux ans, aura contribué, sous le surnom de « sapinnet » de M. Valéry Giscard d'Estaing, à unifier les deux grandes familles de la droite non gaulliste - libéraux et centristes - par la création de l'UDF, dont il fut le président pendant dix ans. La construction de l'Europe fut son principal combat politique.

Lire page 8 les articles d'ETIENNE BANZET et de PIERRE SERVENT

L'ECONOMIE

Un contrat pour l'agriculture

Disparition des exploitations, baisse des revenus, réforme de la politique agricole européenne, négociations du GATT accentuent la malaise paysan en France. Avant les élections, les partis politiques cherchent la réponse dans l'aménagement rural.

Lire aussi : l'affondrement du KIO en Espagne, les pages Actualité, Mode d'emploi, Conjoncture, Opinions, avec la chronique de Paul Fabra et l'interview de Lord Stalder, le biographe de Keynes.

Pages 25 à 34

La guerre du Rif

Le roi du Maroc entend employer les grands moyens pour éliminer la culture et le trafic du cannabis

CHEFCHAOUEN

de notre envoyé spécial

Voyageurs sans bagages, ils avaient pris le chemin de Chefchaouen et de Kétama au cœur du Rif, comme d'autres, avant eux, celui, plus périlleux et plus lointain, de Pokhara et de Katmandou, au pied de l'Himalaya. C'était autour de 1975. Les rudes montagnards du cru avaient observé, d'un œil à la fois moqueur et amusé, ces drôles

de touristes golter, parmi les produits du terroir, ce fameux kif - mélange de tabac et de cannabis - dont eux bournaient, depuis toujours, leur pipe de bois.

Le pittoresque de la chose, très vite, s'estompé. Accrochés à des bouts de terres pauvres et pentues, les paysans rifains comptaient le profit qu'ils pouvaient tirer de cette situation.

JACQUES DE BARRIN

Lire la suite page 5

Les cadres déçus par l'entreprise

Aucune catégorie n'échappant désormais au chômage, un divorce s'esquisse entre les gestionnaires et l'opinion

par Alain Lebaube

Il était jusqu'à présent de bon ton de créditer les socialistes d'un succès paradoxal. Dans les années 80, ils étaient parvenus, disait-on, à réconcilier les Français et l'entreprise. Ironie du sort ! Au moment même où ils s'approprièrent à quitter le pouvoir, voilà que tous les signes s'accumulent qui laissent à nouveau présager un divorce possible. Comme si une paren-

thèse devait être reformulée, et une boucle bouclée... Bien entendu, l'augmentation irrésistible du chômage serait la cause première de cette désaffection, voire de cette suspicion, aujourd'hui renforcée dans l'opinion publique. Vivre avec trois millions de chômeurs, et craindre d'en voir le nombre s'accroître sans limite, ne pouvait qu'aboutir à la menace d'une séparation qui plane désormais sur les esprits.

Lire la suite page 19

La vitrine du monde arabe

Cinq ans après sa création le rôle de l'IMA reste toujours aussi flou

par Michel Guerrin

« Eléphant blanc », « bel écrin vide », « coquille déserte », « Titania », « paquebot ensablé », « vaisseau fantôme ». L'Institut du monde arabe (IMA) vient de fêter son cinquième anniversaire et on ne compte plus les métaphores assassines - souvent navales - qui ont accompagné la croissance difficile du majestueux édifice situé en bordure de Seine, au bout du boulevard Saint-Germain. A se demander comment la façade de verre et d'acier, avec ses fameuses fenêtres en forme de minicharabieles, tient encore debout.

Rarement bâtiment aura été autant admiré. Rarement centre culturel aura été si critiqué. Le contraste est saisissant. En ce sens, l'IMA est bien une construction des années 80, la décennie qui a promu « le geste architectural » sans toujours maîtriser les programmes. Le restaurant qui « coiffe » le navire, au neuvième étage, est exemplaire :

le cadre a de l'allure, la vue est imprenable, la décoration raffinée, le service de qualité. Mais la cuisine n'est pas à la hauteur.

En d'autres termes, voilà un bâtiment de 26 900 mètres carrés, qui a coûté 500 millions de francs (financé pour un tiers par les Etats arabes) et qui soulève les mêmes questions que le jour de son ouverture : un institut du monde arabe est-il opportun quand l'« unité arabe » est une farinée aussi généreuse que creuse ? Quelle est sa place à côté des centres culturels des pays membres ? Quel projet doit-il porter ? Avec quels moyens financiers peut-on le faire fonctionner ?

M. Edgard Pisani vient, à l'âge de soixante-quinze ans, d'être prolongé pour trois ans à la présidence de l'Institut. D'aucun pensent que cet ancien ministre de l'Agriculture du général de Gaulle a su remettre sur les rails une machine qui faisait fausse route.

Lire la suite page 16

Le mythe de l'Etat

par

ERNST CASSIRER

Traduit de l'anglais par Bertrand Vergely

PHILOSOPHIE

GALLIMARD

DÉBATS

Un entretien avec Elie Cohen

« Mondialisation de l'économie et crispation identitaire vont de pair »

« En France, la réussite de grands groupes comme Alcatel ou Thomson doit beaucoup à la main de l'Etat. Cette spécificité va de pair avec un patriotisme industriel, que la mondialisation de l'économie bat de plus en plus souvent en brèche. Cette évolution est souvent perçue comme une atteinte inquiétante à la souveraineté nationale... »

Il y a effectivement un malaise dans la nation et une interrogation sur le pouvoir des gouvernants. Un bouc émissaire est désigné, l'Europe, dont le développement échappait à tout contrôle et dont la logique purement juridique amplifierait le rôle du marché, achevant ainsi de déposséder les gouvernements de la maîtrise de leurs économies nationales. Une confusion s'est ainsi progressivement installée entre intégration européenne, effets de la mondialisation et crise de l'Etat-nation. Or, comme l'ont montré Ernest Gellner, Alain Touraine ou Paul Thibaut, la nation comme entité unitaire réalisait l'adéquation entre un territoire, un espace public, une société, une économie, une culture, n'est plus. Les aires pertinentes d'action, de délibération et d'identification sont désaccréditées.

Cette évolution est parfaitement illustrée par l'épuisement du modèle français d'intervention dans l'industrie. La croissance industrielle française d'après-guerre (1954-1974) — on ne le répète jamais assez — n'est pas le produit du despotisme éclairé de l'Etat (le Plan, l'économie concertée, les nationalisations). Elle est le résultat d'un environnement international porteur (énergie bon marché, technologie cédée par les Etats-Unis) engendrant un développement extensif de l'industrie (production de masse, main-d'œuvre sous-qualifiée, mobilité externe, faible recherche et développement privés). Cette croissance est aussi le fruit d'un projet d'indépendance nationale partagé par les élites politico-administratives, source de développement du complexe stato-industriel. Elle est enfin le fait d'une double stratégie étatique, celle de l'économie de financement administré et du compromis social inflationniste dont la forme institutionnelle a été « l'Etat national-rationalisé-équitable ».

Le « colbertisme industriel » est la forme historique qu'a prise l'intervention de l'Etat-nation, armé du monopole de l'intérêt général dans sa relation aux industries dites de pointe, de l'après-guerre à nos jours. Les grands projets nucléaires, spatiaux, pétroliers, ferroviaires, de télécommunication, d'aéronautique civile et militaire illustrent cette modalité particulière d'intégration des politiques industrielles, technologiques, de la concurrence et de la commande publique. C'est ce caractère d'attribut de souveraineté de l'industrie nationale qui lui a permis de bénéficier du soutien constant de la droite étatiste (de de Gaulle à Chirac en passant par Debré, Barre et Giscard d'Estaing) ainsi que de celui de la gauche productiviste (de Mitterrand en passant par Chevènement et Fabius).

Le grand projet a été le modèle d'intervention étatique privilégié...

Précisément, et il est d'abord basé sur un pari technologique porté

Directeur de recherche au CNRS, économiste et sociologue, Elie Cohen, quarante-deux ans, réfléchit depuis plus d'une décennie aux résultats et à la signification des politiques industrielles. Auteur de plusieurs livres, dont l'Etat brancardier (Calmann-Lévy, 1989) et le Colbertisme « high tech » (Fayard, 1992), il est de ceux qui pensent que l'Etat doit réviser ses modes d'intervention si la France veut rester une grande puissance industrielle.

Mondialisation de l'économie et intégration européenne : une certaine forme de colbertisme a vécu, à laquelle ont longtemps sacrifié la droite et la gauche. Pour autant, explique Elie Cohen, la puissance publique a encore un rôle à jouer, ne serait-ce que pour inciter les entreprises créatrices de valeur ajoutée à choisir de s'installer en France ou à y rester.



par une agence (Centre national d'études des télécommunications, Commissariat à l'énergie atomique, Bureau de recherche pétrolière...). Sa réalisation n'est pleinement fructueuse que parce que l'Etat pratique le protectionnisme offensif, préférence le développement industriel, transfère les résultats de la recherche publique, assure les débouchés par la commande publique, permet l'amortissement des investissements par les longues séries, facilite le développement en mettant les moyens de l'Etat régaliens au service du champion national public ou privé.

« Les entreprises globales : une ère nouvelle »

Le grand projet ne réussit que lorsqu'une élite homogène (souvent les fonctions d'expertise, de contrôle et de direction) est capable de mobiliser un salaire pourvu d'un statut autour des valeurs du progrès, de l'Etat entrepreneur et de l'indépendance nationale. Ce modèle a fait son temps pour des raisons qui tiennent au succès et à l'épuisement du projet initial marqué par la fin des grands plans d'équipement, qui tiennent aussi à la croissance, à la mondialisation et à l'émancipation des champions nationaux comme Alcatel ou Thomson ainsi qu'aux

limites déjà évoquées de l'espace national comme champ privilégié des grandes aventures technologiques.

Le succès d'Alcatel, pour ne prendre qu'un exemple, incite à la réflexion : voilà une entreprise française nourrie de technologies, de financements et de commandes publiques qui, aujourd'hui, après avoir racheté l'ITT Telecom Europe, développe la technologie ITT en Allemagne (le central téléphonique S12), fabrique lesdits centraux dans l'ensemble des pays européens mais réserve à la France la technologie initiale en voie d'obsolescence...

Le colbertisme est-il praticable à l'échelle de l'Europe faite de l'Etat, desquels, en France? Les Français ne doivent-ils pas, plutôt, se faire à l'idée qu'une certaine forme d'interventionnisme industriel a vécu?

Le modèle à l'œuvre dans la construction européenne, dont l'acte majeur de la décennie qui vient de s'écouler est le marché unique, est libre-échangiste dans son inspiration. Il privilégie l'échange et la satisfaction du consommateur plutôt que la création d'une base industrielle européenne. Il est d'ailleurs fondé sur les catégories du droit que sur l'expression d'une volonté de la puissance publique. Il crée un espace formellement homogène mais où les particularismes réglementaires nationaux baignent la concurrence. Enfin, pour la Commission de Bruxelles, la politique industrielle, c'est le marché unique plus la recherche précompétitive, la politique des champions nationaux étant le contre-modèle absolu. Un exemple permet de voir ce dispositif à l'œuvre : le projet communautaire de télévision à haute définition.

La volonté de maîtriser des technologies duales dans les composants, les écrans plats, le traitement du signal, de résister à l'hégémonie industrielle japonaise, de préserver les chances de l'électronique grand public européenne et de promouvoir les industries culturelles ont conduit à mettre en place des dispositifs d'intervention permettant le contrôle de la chaîne de l'image du futur. L'Europe a réussi à défaire les Japonais dans la bataille des normes, est à même de faire coopérer les industriels dans le cadre du projet Euréka 95, elle a même décidé de rendre obligatoire une norme de diffusion et de prévoir des fonds pour la production de programmes.

Et pourtant, à l'arrivée, l'échec est patent, la Communauté a abandonné en catimini tous ses objectifs initiaux. Les raisons sont variées. Le Conseil européen n'est capable que d'une volonté politique épisodique, la fragmentation du processus décisionnel dans la Commission et notamment les querelles entre les directions chargées de l'industrie, de la concurrence, de la recherche, de l'information, des technologies et de l'information interdisent toute démarche intégrée, enfin la faible expertise de la Commission en fait la proie rêvée pour les lobbies de toute nature. Une conjonction d'intérêts hétéroclites entre Américains, allemands et Français. Plus à l'avant la télévision à haute définition européenne. Après avoir disparu de la scène nationale, les grands projets ne sont pas près d'émerger sur la scène européenne. Détail caricatural : la Commission a engagé, en vertu de l'article 85 du traité de Rome, une enquête sur la

construction d'une usine d'écrans plats comme à Philips, Sagem et Thomson, alors que les Japonais jouissent d'un quasi-monopole!

L'avenir de l'industrie française est-il en Europe ou bien la globalisation de l'économie va-t-elle faire éclater les ensembles régionaux - CEE, Amériques et Japon - en cours de structuration?

Dans sa version nippo-américaine je pense à Kenneth Ohmae et à Robert Reich, la globalisation signifie que l'ère du monde fini a commencé et que l'idée même d'économie nationale ou européenne n'a plus de sens car les flux mondiaux de connaissances, de capitaux, d'informations, de talents, de la firme transnationale globale, présente sur les trois grands marchés américain, européen et japonais, est capable d'intégrer les facteurs de production et d'une gestion optimale. Cette approche est contestable à un double titre, elle comporte tout d'abord une part de vérité. D'abord les Etats-nations n'ont pas disparu et l'expérience montre qu'aucun pays développé ne se désintéresse de l'évolution des activités sur son sol, ni de l'action des entreprises autochtones. La position de Susan Strange, qui parle d'entreprises et d'Etats en concurrence dans le système international des échanges, me semble plus juste.

Ensuite, il n'est pas prouvé que la stratégie de globalisation s'impose dans tous les secteurs. Elle est assurément indispensable dans l'électronique et l'aéronautique, certainement pas dans l'agro-alimentaire. Mais une ère nouvelle a bien commencé avec les entreprises globales.

Pour bien comprendre la nouveauté, il faut partir de l'exemple des firmes multinationales. Dans les années 60, le mouvement d'internationalisation de la firme obéissait au cycle du produit. Un objet nouveau apparaissait dans la métropole du savoir et le pouvoir d'achat. Il était dans un premier temps, exporté en Europe, puis, dans un deuxième temps, dans les pays de la périphérie. Entre ces deux phases, commençait un autre cycle, celui des investissements directs, d'abord en Europe puis dans la périphérie. La diffusion d'un bien nouveau pouvait prendre dix ans. Aujourd'hui, on assiste à un triple mouvement : d'une part le temps de passage du laboratoire au marché a été considérablement raccourci, d'autre part une innovation est commercialisée simultanément sur les trois grands marchés et enfin le processus de production est éclaté au niveau mondial.

L'Europe n'est donc pas nécessairement le cadre le plus adéquat pour le déploiement d'une stratégie de firme. Il reste que l'Europe est à la bonne taille pour la coordination des politiques macro-économiques et pour penser aux infrastructures, à l'effort de recherche, à la formation. L'Europe est irremplaçable pour les négociations commerciales internationales, elle peut constituer une zone de stabilité monétaire, elle est notre meilleure garantie contre une déréliction sociale brutale.

Ma conviction est que plus l'économie mondiale s'intégrera, plus les firmes se détacheront de leur espace national d'origine et plus on assistera à des réveils de souveraineté en même temps qu'à des crispations localistes. Pour limiter la dérive, il faut poursuivre trois

politiques apparemment contradictoires : réussir les négociations du GATT car le libre échange est nécessaire et fragile, développer les zones régionales type CEE ou NAFTA [North American Free Trade Agreement (accord de libre échange nord-américain)] car elles créent plus de commerce qu'elles n'en détruisent, et mener des politiques de consolidation de la base industrielle car elles préparent à une économie ouverte. Une Europe qui se dilaterait face à une Amérique affaiblie ferait resurgir les vieux démons du commerce administré et du protectionnisme.

« Les nationalisations ont été un échec idéologique et une réussite capitaliste »

S'il est trop tard pour défendre une industrie nationale, peut-on, au moins, miser sur l'industrialisation du territoire français?

Entendons-nous bien. Ce n'est pas l'industrie nationale qui est condamnée mais une forme d'intervention. La contrainte budgétaire grandissante, l'Europe qui interdirait les aides dissimulées par le biais des augmentations de capital d'entreprises publiques et les stratégies de firmes ont rendu obsolètes ces interventions. On pourrait donc passer d'une défense de l'industrie nationale à une défense de l'industrie sur le territoire national. La nationalité du capital, du management, des technologies ne serait plus décisive. Seule la localisation de la valeur ajoutée le serait. Une telle orientation passerait par la mise en valeur du tissu industriel, des politiques de diffusion technologique, une moindre concentration des aides sur les seuls secteurs de l'électronique et de l'aéronautique, un Etat moins interventionniste et plus catalyseur.

Mais si l'attractivité d'un territoire passe par la qualité des infrastructures et du capital humain, ce qui est le cas de la France, elle passe aussi par la performance comparée des administrations, des réglementations et des fiscalités.

Le choix de l'attractivité peut se justifier aisément dans le contexte européen, encore faut-il en tirer toutes les conséquences. En refusant l'implantation d'une usine automobile japonaise en France pour ne pas chagriner Renault et Peugeot, tout en autorisant l'importation de voitures nipponnes fabriquées au Royaume-Uni, nos gouvernants ont, en fait, importé du chômage. A l'inverse, les politiques de délocalisation des entreprises nationales n'ont pas à être encouragées par l'Etat actionnaire. Est-il indispensable que, pour ses téléviseurs, Thomson fasse ses recherches aux Etats-Unis, développe ses technologies en Allemagne, fabrique ses produits haut de gamme en Italie et bas de gamme en Asie du Sud-Est?

Peut-on, pour autant, renon-

cer totalement à l'idée d'une industrie nationale en faisant l'impasse sur la question des secteurs dits stratégiques?

Si l'Europe venait à se faire, il serait raisonnable de viser en commun la maîtrise des technologies de l'information (matériaux, réseaux bard et soft). Pour nos industries militaires, cela signifierait le dur apprentissage du choix, du partage et de la corresponsabilité. Maîtriser une technologie ne signifie pas nécessairement produire mais être capable de le faire. La production, au besoin à perte, ne s'impose que lorsqu'il y a un risque de monopole. Pour le reste, on peut établir des listes de technologies critiques ou génériques à maîtriser mais on ne peut atteindre partout la taille critique dans l'industrie civile, même en nouant des alliances. L'important, là aussi, est de favoriser la concurrence sur les marchés plutôt que de rechercher une chimérique autosuffisance.

Mais le débat ne se situe guère sur ce terrain, l'opinion publique est apparemment plus sensible au sort des Caves de Roquefort qu'aux impasses de nos industries de défense et à la crise des sociétés de services informatiques. J'y vois la manifestation du retour de la question de l'identité, de cette crispation localiste que j'évoquais et de l'incapacité de nos dirigeants à se forger une nouvelle doctrine stratégique et industrielle.

La perspective des élections législatives a accentué le débat sur les privatisations. Qu'y a-t-il à défendre des nationalisations et comment privatiser intelligemment?

La nationalisation a été un échec idéologique et une réussite capitaliste. Dans le capitalisme sans capitaux à la française, la nationalisation a permis de socialiser les pertes et les coûts de la reconversion, elle a offert une protection anti-OPA efficace, elle a préservé la France des effets ravageurs de la spéculation et elle a même favorisé une stratégie audacieuse d'investissements à l'étranger.

La privatisation est dans la logique de la modernisation capitaliste révisée par les socialistes. Elle s'impose car les groupes concurrentiels n'ont plus besoin de béquilles et que l'Etat est un très mauvais actionnaire par temps calme. Du reste, les engagements européens et la crise des finances publiques à venir ne nous laissent guère le choix. Comment donc réussir les privatisations, et éviter qu'on substitue à un capitalisme sans capitaux un capitalisme politiquement orienté (modèle Havas)? Il faut renoncer à la technique des noyaux durs friables, à la privatisation administrée, à la restauration des anciens dirigeants. Il faut tenir compte de la faible capacité d'absorption de la Bourse de Paris, se doter d'un cadre juridique adapté permettant la sanction des dirigeants et conférant des droits aux minoritaires, bref prohiber la filière inversée du capitalisme français où le dirigeant nomme le conseil d'administration qui, à son tour, choisit les actionnaires.

Tant que l'Europe sera ce qu'elle est encore, une mosaïque de réglementations et une collection d'arrangements spécifiques banque-industrie, patronat-syndicats, Etat-capital, il ne faut pas craindre d'affirmer que les holdings de tête du capitalisme français - l'UAP, les AGF, la BNP, Suez, etc. - doivent rester sous contrôle national. Une solution permet d'atteindre ces objectifs : le Fonds de garantie des retraites. Il permet d'échapper à la baisse de l'année 2005, de geler des participations publiques dans les holdings de tête, de faire des retraités potentiels, dûment représentés, des garants de l'indépendance et de la bonne gestion des entreprises. Michel Rocard a lancé l'idée du Fonds de garantie, Pierre Bédégovoy a prévu d'y affecter des actifs publics, Alain Madelin y est favorable, l'espoir est permis.

Propos recueillis par BERTRAND LE GENDRE

Le Monde EDITIONS

NIPPON
LE JAPON DEPUIS
1945
William Horsley,
Roger Buckley
EN VENTE EN LIBRAIRIE

LE MONDE
diplomatique

Dix-septième volume
de la collection
« Manière de voir »

UNE MENACE PLANE SUR L'EUROPE

Sarajevo, où ont coexisté harmonieusement durant des centaines d'années trois communautés - musulmane, serbe, croate, - est devenue malgré elle le symbole de l'intolérance et de la folie raciste dont la menace plane sur l'Europe en cette fin de siècle. Imposé par la terreur, le partage ethnique de la Bosnie-Herzégovine risque d'établir un funeste précédent qui sera invoqué dans d'autres poudrières (Kosovo, Macédoine, Vojvodine, Moldavie, pays baltes, Caucase...).

Comment comprendre cette résurgence du nationalisme dans l'ex-Yougoslavie ? Le démantèlement de la fédération était-il inéluctable ? L'ordre qui remplace en Europe la guerre froide sera-t-il fondé sur des Etats ethniques et sur des guerres civiles sans fin ?

« Manière de voir » aide à comprendre les raisons profondes de ce malaise général qui s'empare de l'Europe et se traduit par l'exaltation des « vertus identitaires ».

NATIONALISMES : LA TRAGÉDIE YOUGOSLAVE

EN VENTE DANS LES KIOSQUES - 42 F

Cohen

ÉTRANGER

La relance du processus de paix au Proche-Orient

Les premiers résultats de la tournée de M. Christopher sont encourageants

Lors de sa visite en Israël, où il était attendu lundi 22 février, le secrétaire d'Etat américain, M. Warren Christopher, qui doit aussi rencontrer les négociateurs palestiniens, devrait pouvoir se faire une idée définitive sur les chances de relancer assez rapidement le processus de paix. A ce stade, sa tournée lui a permis de constater que l'Egypte, la Jordanie et la Syrie ne faisaient pas du règlement de l'affaire des Palestiniens expulsés par Israël une condition sine qua non de la reprise de ces pourparlers.

DAMAS

de notre envoyée spéciale
A l'issue de ses étapes égyptienne, jordanienne et syrienne, le secrétaire d'Etat américain, M. Warren Christopher, a eu la réponse qu'il attendait, c'est-à-dire « le ferme engagement (des parties)

à reprendre les négociations de paix aussi tôt que possible ». « Le principal message que je retire de mes conversations, a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse commune avec son homologue syrien, dimanche à Damas, est l'opinion partagée par toutes les parties que le temps est venu de reprendre le processus de paix ».

M. Christopher, qui venait de s'entretenir pendant trois heures et demie avec le président Hafez El Assad, a déclaré « encouragé » par le « désir » de ce dernier « de voir le processus de paix avancer ». Selon M. Christopher, M. Assad n'a pas fait du règlement immédiat de l'affaire des déportés la condition de la reprise des négociations bilatérales de paix. « Le processus de paix a été dissocié des autres questions », a-t-il dit, ajoutant : « Le président Assad et moi-même sommes d'accord sur le fait que l'importance du processus de paix l'emporte sur les autres questions ».

Le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk Al Charah, a

pour sa part affirmé : « Nous ne voyons aucune contradiction » entre la reprise des conversations de paix et l'affaire des expulsés. « Nous voulons que tous les déportés rentrent chez eux et que les négociations de paix reprennent le plus tôt possible », a-t-il dit, ajoutant en substance que le processus de paix, « qui changera la face de toute la région », était beaucoup plus important que l'affaire des déportés. Sans en révéler les détails, le chef de la diplomatie syrienne a ajouté que la Syrie avait formulé des « propositions » pour le retour des déportés.

La situation des bannis

Lors de son étape à Amman, où il avait tenu une conférence de presse avec le roi Hussein, M. Christopher avait clairement laissé entendre que, dans le cadre de l'accord conclu le 1^{er} février entre Israël et les Etats-Unis, il était possible d'accélérer le retour d'un plus grand nombre de bannis

que les cent un déjà acceptés par l'Etat juif (le Monde du 3 février) et que d'autres pourraient revenir avant la période de bannissement qui expirait le 1^{er} décembre.

Mais si l'OLP a fait savoir qu'elle pourrait accepter un retour échelonné sur un maximum de six mois, il ne semble pas en être de même pour les déportés de tendance islamique, qui continuent d'exiger un retour en bloc et immédiat, à moins qu'Israël ne s'engage à cesser définitivement « sa politique de déportation ». Or, comme nous l'affirmait un proche de M. Yasser Arafat, « il ne nous servirait à rien de gagner sur la scène internationale en reprenant les négociations, si nous devons perdre (la confiance de) notre peuple à l'intérieur des territoires occupés ».

D'ores et déjà, toutefois, il paraît clair que les Jordaniens, les Syriens et les Libanais — que M. Christopher n'a pas encore rencontrés — sont satisfaits de se satisfaire du compromis en cours d'élaboration sur le problème des déportés pour reprendre les négociations de

Washington. Qualifiant d'« obstacle » la situation des bannis, le roi Hussein a mis en garde contre le danger d'une « trop longue suspension » des négociations, soulignant que « les conséquences d'un échec du processus seraient dévastatrices pour la région ».

On laisse entendre à Damas que l'affaire des bannis peut, au contraire, être utilisée dans les négociations comme une nouvelle preuve du refus d'Israël de faire la paix et qu'en tout état de cause les Arabes ne doivent pas donner à l'Etat juif le bénéfice d'une rupture des négociations.

Les Etats-Unis partenaires à part entière

Pour son premier voyage dans la région, M. Christopher semble avoir assuré ses interlocuteurs sur la détermination de la nouvelle administration américaine à poursuivre sur la voie tracée par M. Bush et Baker. Dès son arrivée à Damas, le secrétaire d'Etat a salué la Syrie en réaffirmant « la

détermination américaine à aider les parties à parvenir à un règlement pacifique juste et global basé sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU ». Ce rappel était attendu à Damas, où la Syrie voulait voir réaffirmée la validité de la « lettre d'assurance » requise du président Bush pour amorcer le processus de Madrid.

Autre satisfaction pour les Arabes : le désir de Washington, souligné par M. Christopher, « de jouer le rôle d'un partenaire à part entière dans le processus de paix », le secrétaire d'Etat ajoutant que « les Etats-Unis pourraient être plus actifs que par le passé ».

M. Christopher a exprimé sa satisfaction quant aux progrès réalisés par la Jordanie sur la voie de la démocratisation. A Damas, il s'est contenté de dire que le problème des droits de l'homme et celui du maintien de la Syrie sur la liste des pays soutenant le terrorisme avaient été abordés. Le secrétaire d'Etat s'est également rendu à Ryad et à Koweït.

FRANÇOISE CHIPAUX

Pendant son séjour en Israël

Le secrétaire d'Etat américain tentera de convaincre les Palestiniens de reprendre les négociations

JÉRUSALEM

de notre correspondant
Pour les Israéliens, on est bien loin du « voyage d'étude » destiné à « écouter », annoncé avant le départ de M. Warren Christopher de Washington le 17 février. Au fur et à mesure des étapes de la tournée du secrétaire d'Etat, on est de plus en plus convaincu que ce dernier est bel et bien venu « mettre de l'ordre » dans la région. En cinq jours, il a apparemment réussi à obtenir l'accord des pays arabes pour la reprise des négociations (voir l'article de Françoise Chipaux). Il aura, sans conteste, besoin des prochaines semaines-douze heures prévues pour son séjour en

Israël, pour informer les Israéliens du prix à payer et pour tenter de convaincre les Palestiniens de se joindre aux autres négociateurs.

Car les habitants de Cisjordanie et de Gaza restent, à ce jour, irréductibles. Aux prises avec une répression particulièrement dure, ils ont tenté, en deux mois, trois-vingt de leurs tentatives sous les balles israéliennes, trois fois plus que l'année dernière à la même période. Ils sont les derniers à marteler leur refus de reprendre les discussions aussi longtemps que tous les Palestiniens expulsés par l'Etat juif n'auront pas été rapatriés.

Le chef de la délégation palestinienne, M. Haidar Abdel Chafi, vient de donner le ton en rejetant « tout

compromis » dans cette affaire. Quelques heures avant l'arrivée du secrétaire d'Etat, M. Abdel Chafi, dont l'autorité est reconnue par les différentes factions des territoires occupés, a fait savoir qu'il ne prendrait part à aucune discussion tant qu'Israël n'appliquerait pas la résolution 799 du Conseil de sécurité des Nations unies qui ordonne le retour « immédiat » des déportés.

Aussi, les délégués palestiniens remettront-ils au secrétaire d'Etat un document enjoignant les Etats-Unis à faire pression sur Israël pour améliorer les conditions de vie dans les territoires, cesser la répression et surtout rapatrier les expulsés. Et c'est justement ce qui préoccupe les Israéliens.

Le premier ministre, M. Itzhak Rabin, qui considère que l'affaire des expulsés est « close », n'envisage pas, officiellement, de nouveaux gestes de « bonne volonté ». Officieusement, cependant, le ton est plus mesuré. Une source proche de la présidence du conseil laisse entendre que M. Rabin pourrait aller au-delà de son acceptation de laisser rentrer immédiatement cent un des bannis et d'échelonnement le retour des autres dans le courant de l'année. Il serait ainsi question d'autoriser le retour d'une seconde tranche d'une centaine d'expulsés, et de libérer parallèlement près d'un millier de détenus palestiniens à l'occasion du jour du pardon. — (AFP)

En ISRAËL : Jérusalem critique la Commission des droits de l'homme de l'ONU. — Israël a catégoriquement rejeté, samedi 20 février, la condamnation de sa politique dans les territoires occupés par la Commission des droits de l'homme de l'ONU (le Monde du 21-22 février). La Commission de l'ONU « encourage la violence » dans ces territoires en proclamant « le droit du peuple palestinien de résister par tous les moyens » à l'occupation, a déclaré un porte-parole du ministère des affaires étrangères. — (AFP)

Les deux grands rabbins d'Israël ont été élus. — Les deux grands rabbins des communautés juives ashkénazes (juifs d'Europe) et sépharades (orientaux) d'Israël ont été élus dimanche 21 février à Jérusalem. Les deux élus sont M. Israël Lau, cinquante-six ans, pour les ashkénazes, et M. Eliahou Bakshi Doron, cinquante-deux ans, pour les sépharades. — (AFP)

ÉGYPTE : après le vote de la nouvelle loi sur les syndicats

Epreuve de force entre le gouvernement et l'opposition

LE CAIRE

de notre correspondant
Désordre, retards et parfois même paralysie, ont frappé une bonne partie des tribunaux, dimanche 21 février, à la suite de l'appel à la grève lancé par l'ordre des avocats. De leur côté, beaucoup d'ingénieurs ont observé deux heures d'arrêt de travail en réponse à un appel similaire lancé par leur syndicat. Ces grèves font partie des divers mouvements de protestation lancés contre la nouvelle loi générale sur les syndicats qui, à l'image de ceux des anciens pays de l'Est, détiennent un monopole dans chaque profession. La loi votée mardi 16 février par le

Parlement vise « à empêcher la dictature de la minorité dans les syndicats ». En clair : faire en sorte que les islamistes ne contrôlent pas la direction des syndicats, comme cela était le cas pour les avocats, les ingénieurs et les médecins. Les islamistes mobilisés et motivés ont en effet remporté les élections lors du dernier scrutin, grâce à l'absentéisme des électeurs qui, selon le gouvernement, avait parfois dépassé les 90 %. La nouvelle loi stipule donc que 50 % au moins des électeurs inscrits doivent participer au vote pour que les élections soient valides. En cas d'échec, les élections reprennent avec cette fois une obligation minimale de tiers des inscrits. En cas d'échec répété, la

direction du syndicat est confiée aux magistrats. La nouvelle loi, qui concerne près de trois millions de professionnels, a provoqué une violente réaction de la part de la direction des syndicats, dominée par les islamistes, et de l'opposition en général. La polémique a pris une ampleur telle que le président Mubarak est personnellement intervenu. « Pas question de faire marche arrière sur la loi des syndicats, qui sert l'intérêt général », a affirmé dimanche le rais.

La nouvelle loi sera mise à l'épreuve des urnes vendredi 26 février, date à laquelle des élections partielles sont prévues au syndicat des ingénieurs.

ALEXANDRE BUCCIANTI

ASIE

CORÉE DU SUD : trois jours avant son entrée en fonctions

M. Kim Young-sam a choisi l'ex-général Hwang In-sung comme premier ministre

Le président élu sud-coréen Kim Young-sam, qui doit prendre ses fonctions le 25 février, a désigné, lundi 22 février, l'ancien général Hwang In-sung pour diriger son gouvernement. M. Hwang, âgé de soixante-sept ans, qui fut ministre des transports puis de l'agriculture du président Chun Doo-bwan dans les années 80, était le stratège du Parti démocratique libéral (PDL) depuis le début de l'année; il devra constituer son équipe avant le départ du président sortant Roh Tae-woo.

Il aura pour mission de mettre en œuvre le programme de M. Kim afin de faire redémarrer l'économie, a déclaré à la presse un porte-parole du nouveau chef de l'Etat. « M. Hwang a été choisi parce qu'il a une très bonne connaissance des affaires économiques. Il s'agit de mettre l'accent sur la tâche la plus urgente à laquelle est confronté le pays, à

multiplier l'économie », a ajouté le porte-parole. La principale formation d'opposition, le Parti démocratique (DP), a qualifié le premier ministre désigné d'« homme du passé », incapable de conduire le pays vers une nouvelle ère de prospérité et vers la démocratie. « (Nous) doutons que le président élu Kim ait la volonté de tenir ses promesses de construire une nouvelle Corée et de réformer la nation », a dit un porte-parole du DP. Par ailleurs, la seconde formation d'opposition, le Parti national pour l'unification, est en pleine déconfiture depuis la démission de son chef, M. Chung Ju-yung, fondateur du conglomérat industriel Hyundai, arrivé troisième à la présidentielle.

Avec le départ, samedi, de sept de ses députés, le parti ne compte plus que dix-sept élus à l'Assemblée alors qu'il en faut un minimum de vingt pour former un groupe parlementaire. — (Reuters.)

BIBLIOGRAPHIE

Un itinéraire fiévreux

PASSION D'ORIENT
de Jean-Pierre Thieck
(Michel Farrère).
Edition établie et présentée par Gilles Kepel.
Ed., Karthala, 240 pages, 150 F.

Les clichés ayant la vie dure, on oppose souvent la rigueur austère de l'universitaire à la hâte imprécise du journaliste. Il est pourtant, d'un métier à l'autre, des conversations réussies. On peut être agrégé d'histoire et regarder la monde avec l'acuité fiévreuse du reporter. Ainsi fut Jean-Pierre Thieck — alias Michel Farrère — mort en 1990 après avoir assuré pendant quatre ans la correspondance du Monde en Turquie.

Passion d'Orient : on ne pouvait trouver titre plus juste pour un livre regroupant les travaux de recherche et les articles d'un homme qui passa l'essentiel de sa trop brève vie d'adulte à découvrir et à aimer la monde arabe et musulman, du Caïre à Damas, de Beyrouth — où il fut l'ami de Michel Seurat — aux rives du Bosphore. Une étude sur un livre du Palestinien Edouard Said donne d'ailleurs à Jean-Pierre Thieck l'occasion de réhabiliter avec équité l'orientalisme, trop dénigré à son goût par ceux qu'il soupçonne de ne pas croire par principe à la possibilité pour une culture « d'appréhender une autre ».

Attiré par les minorités — des communistes d'Egypte, auxquelles il avait consacré son



mémoire de maîtrise, aux travers du quartier de Taksim, — Jean-Pierre Thieck s'intéressa beaucoup aux Kurdes de Turquie. Caux-ci, observait-il, entretenaient souvent des rapports ambigus avec un Etat national encore jeune et soucieux de renforcer son unité. Ils vivent une contradiction entre le désir d'affirmer leur identité — an développement notamment l'usage de leur langue — et l'aspiration à la modernité qu'a peut, seul, promouvoir un Etat fort et centralisé. Le « Laïcisme », comme on dit là-bas.

Jean-Pierre Thieck décrit avec bonheur la métamorphose d'Istanbul, terme et enjeu de cette « ruée vers l'Ouest » qui vide les campagnes d'Anatolie, et où voisinent — non sans heurts parfois — les élites anciennes et les nouveaux migrants. Pou enclins aux extrémismes, la majorité des Turcs restent attachés à la laïcité qui, loin d'organiser la séparation de l'Eglise et de l'Etat, essorait la première du second. Moins d'un sur dix souhaite voir instaurer la charia — la loi islamique — dans un pays où l'on est bon musulman tout en sirotant le raki, l'anisette nationale.

Qui a connu Jean-Pierre Thieck l'imaginait aisément dans ses arcanes nocturnes à travers une ville qui n'avait pas cessé de l'étonner et dont il fit partager quelques secrets aux lecteurs du Monde.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

MICHEL DELEBARRE

avec Pierre-Yves Le Priol



Michel Delebarre
avec Pierre-Yves Le Priol
LE TEMPS DES VILLES
Seuil

Clair, concret, bourré d'exemples précis et de petites histoires de coulisses, c'est un excellent panorama de la démesure urbaine et des moyens d'y remédier.
Robert Solé
Le Monde

Collection
L'Histoire immédiate
dirigée par
J.-C. Gillebaud.

Editions du Seuil

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : une décision contestée par l'ANC

Deux métis et un Indien vont faire leur entrée au gouvernement

Le président Frederik De Klerk a annoncé, samedi 20 février au Cap, l'entrée prochaine dans le gouvernement de trois ministres « non blancs », deux Métis et un Indien, qui devraient prendre leurs fonctions le 1^{er} avril. Cette décision a été dénoncée par le Congrès national africain (ANC), qui la juge « vide de sens ».

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Ce n'est pas la première fois que des ministres « non blancs » entrent au gouvernement puisque, dans le milieu des années 80, un Métis et un Indien avaient déjà fait partie de l'équipe gouvernementale de M. P. W. Botha. Mais ils étaient alors ministres sans portefeuille, ce qui n'est pas le cas de MM. Jee Rabe, Abe Williams et Bhadraraneb, nommés respectivement ministre de la population, du sport et du tourisme.

« Il s'agit de domaines de la plus haute importance, tant du point de vue économique que de la réconciliation nationale », a estimé M. De Klerk en présentant les nouveaux venus. Ce n'est pas l'avis de l'ANC, qui a jugé cette initiative « vide de sens ». Qualifiant les trois ministres d'« individus discrédités », elle a souligné que les trois hommes prendraient leurs fonctions le 1^{er} avril, « ce qui suffit à définir l'importance de l'événement ».

Cinq ministres quittent le gouvernement, parmi lesquels le général Magnus Malan, qui avait manifesté, fin janvier, son désir de retraite. Puissant ministre de la

défense dans les années 80, le général Malan s'était fait connaître comme le théoricien de la « guerre totale » contre l'ANC et le communisme. En 1991, alors que l'Afrique du Sud changeait de politique, le général Malan abandonna le portefeuille de la défense et devenait ministre des eaux et forêts.

Son départ définitif confirme la perte d'influence de l'armée, dont les affaires seront désormais réglées par le ministre de la justice, M. K. M. Coetsee, lequel devient également ministre de la défense. Significativement, M. De Klerk se réapproprie la responsabilité des services secrets, souvent accusés de vouloir torpiller le nouveau cours politique.

Par souci d'efficacité, la nouvelle équipe comptera sept ministres de moins que la précédente. Outre qu'il répond aux exigences de la réorganisation gouvernementale, consécutive à la disparition des structures héritées de l'apartheid, ce « dégraissage » permet à M. De Klerk de reverser dans l'appareil de sa formation, le Parti national (NP), plusieurs cadres qui dirigent sa prochaine campagne électorale.

En tout état de cause, le nouveau gouvernement n'aura qu'une durée de vie assez brève. Dans quelques mois, il devrait en effet être assisté d'un Conseil exécutif transitoire (TEC), où seront représentés tous les autres partis. Ce nouvel organisme aura son mot à dire, tant sur l'organisation des élections que sur la gestion du pays. Dès cet instant, le gouvernement de M. De Klerk ne sera plus seul à diriger l'Afrique du Sud.

GEORGES MARION

CAMEROUN

L'opposition dénonce la nomination de Français à la tête d'organismes d'Etat

Pour la première fois depuis l'élection présidentielle d'octobre 1992, l'opposant anglophone John Fru Ndi, président du Social Democratic Front (SDF), a pu s'adresser à la population de Yaoundé, lors d'un rassemblement public, samedi 20 février, sur l'esplanade du stade omnisport, de la capitale. Devant quelque cinq mille personnes, M. Fru Ndi, évoquant les nominations de ressortissants français à la tête d'organismes d'Etat, les a qualifiées d'« insulte au peuple camerounais » - qu'il a exhorté à « lutter pour la seconde décolonisation » du pays.

« Les Français, les Américains, les Allemands, les Britanniques et autres sont les bienvenus au Cameroun, mais pas comme nos maîtres », a-t-il souligné. Après la nomination, fin 1990, d'un Français au poste de directeur général de la Cameroon Airlines, un autre Français a été désigné, en janvier dernier, comme directeur du Trésor au ministère des finances, rappelle-t-on à Yaoundé. - (AFP).

SOMALIE

La prise de commandement des troupes de l'ONU est retardée

Le général turc Cevik Bir, futur commandant des troupes de l'ONU en Somalie, n'est pas arrivé, lundi 22 février, à Mogadiscio, comme cela était prévu. Ce retard n'a pas été commenté ni expliqué par les responsables des Nations unies, présents dans la capitale somalienne. En revanche, il a été vivement critiqué par l'ambassadeur américain à Mogadiscio, M. Robert Oakley, qui a dressé, devant la presse, un sévère réquisitoire de l'action de l'ONU en Somalie.

Ce contretemps survient alors que les Américains, qui forment le plus important contingent de la force multinationale, manifestent de plus en plus d'impatience devant les lenteurs de la procédure qui les autorisera à passer le relais aux Nations unies. Le général américain Robert Johnston, qui dirige l'opération « Restore the Hope », a estimé, samedi, que sa « mission » était « accomplie » et qu'il ne voyait plus de raison à ce que les « marines » demeurent plus longtemps en Somalie.

SÉNÉGAL : le premier tour de l'élection présidentielle

Des violences ont fait vingt-huit morts en Casamance

Le premier tour de l'élection présidentielle a été marqué, dimanche 21 février, par des violences en Casamance, faisant, au total, vingt-huit morts. Lundi matin, des résultats très fragmentaires indiquaient que le président sortant, M. Abdou Diouf, dirigeant du Parti socialiste, arrivait en tête au milieu rural, tandis que son principal adversaire, M. Abdoulaye Wade, dirigeant du Parti démocratique sénégalais, l'emportait à Dakar et à Thiès.

DAKAR

de notre envoyée spéciale

Une camionnette, transportant des sympathisants du Parti socialiste qui se rendaient aux urnes, a explosé sur une mine, dimanche 21 février dans l'après-midi, à une trentaine de kilomètres au sud-est de Ziguinchor, capitale régionale de la province de Casamance, dans le sud du pays. Vingt personnes ont été tuées et deux blessées lors de cet incident - qui n'est pas le premier du genre. Le 26 janvier déjà, un véhicule avait sauté sur une mine dans cette même région, quadrillée par l'armée en raison de la rébellion indépendantiste. Six passagers, des

secouristes de la Croix-Rouge, avaient trouvé la mort. Des sources sûres avaient alors indiqué qu'il s'agissait d'une « bavure » de l'armée.

D'autre part, huit personnes ont été tuées, samedi et dimanche, tous jours en Casamance, lors de deux attaques perpétrées par les indépendantistes contre un camion et un autobus. Toutes ces violences ont eu lieu à proximité de Ziguinchor, non loin de la Guinée-Bissau, où les séparatistes du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC), hostiles à l'élection, ont établi leur sanctuaire.

A Dakar, en revanche, le scrutin s'est déroulé dans le calme, après quelques heures de flottement. Les opérations de vote ont dû, en effet, être momentanément suspendues dans de nombreux bureaux, après que des électeurs se furent, lavés les mains : l'encre indélébile - qui évite les doubles votes - disparaît sous un filet d'eau. Il s'avéra, après moult polémiques, que les flacons devaient être agités avant emploi. Ces joutes verbales, anecdotiques en apparence, sont révélatrices de l'attention portée par l'opposition à la régularité du scrutin.

Bien que des défaillances aient été dénoncées par les partis d'opposition (absence d'isoloirs ou de bulletins de vote dans certains bureaux, etc.), les formations hostiles au président sortant, M. Abdou

Diouf, se sont gardées de hurler à la fraude, attendant prudemment qu'une tendance se dégage. Les différents dirigeants politiques s'accrochent d'ailleurs à reconnaître que la mise en place d'un code électoral, élaboré par l'ensemble des partis, a garanti une transparence jusqu'alors inconnue au Sénégal.

« Mettre au travail tous les fils du pays »

« Il serait incompréhensible qu'il y ait des troubles après le scrutin, puisque le code électoral a réglé tout ce qui pouvait nuire à un contentieux électoral », a prévenu le ministre des affaires étrangères, M. Djibo Ka. Évoquant d'éventuelles réactions violentes, le ministre de l'Intérieur, M. Madiang Khary Dieng, avait déjà lancé un avertissement, une semaine avant le scrutin. « Nous frapperons vite et fort, très fort même », avait-il averti, promettant de faire face « de la manière la plus vigoureuse ». Ces propos avaient été, évidemment, très mal perçus par l'opposition.

C'est avec une certaine anxiété que les Sénégalais attendent, en tout cas, les résultats de l'élection. A Dakar, beaucoup ont fait des provisions pour plusieurs jours et seraient immobilisés. Echaudés par les pillages de 1988 (consécutifs à la précédente élection présidentielle) et de 1989 (à l'occasion des affron-

tements entre Mauriniens et Sénégalais), les commerçants ont remplacé leurs rideaux de fer par des portes métalliques et ont évité, ces derniers temps, de renouveler leurs stocks.

Si les tendances se révèlent les premiers résultats se confirmer, M. Abdou Diouf devrait l'emporter, dès le premier tour. Selon le Parti socialiste, le président sortant arrive largement en tête dans les zones rurales et en Casamance. Il obtiendrait, sur la base du résultat de sept des dix régions, environ 57 % des suffrages. Lundi matin, au siège du Parti démocratique sénégalais, on jugeait néanmoins « impossible » qu'Abdou Diouf soit réélu au premier tour. La tension risque donc d'être vive dans les villes qui, visiblement, se sont prononcées pour l'alternance.

« Je souhaiterais élargir le débat, car il faut mettre au travail tous les fils du pays », a déclaré M. Diouf, dimanche, après avoir voté. Le président laissait-il entendre que, en cas de victoire, il serait prêt à faire à nouveau appel à M. Wade au sein d'un gouvernement d'union nationale, comme en 1991 ? Et si tel était le cas, celui-ci accepterait-il la proposition ? Bien que M. Wade se soit, pour l'instant, refusé à répondre à cette question, l'hypothèse ne peut cependant être exclue.

MARIE-PIERRE SUBTIL

Après le bornage de leur frontière commune

Tunis et Alger vont coopérer pour « combattre le phénomène terroriste »

TUNIS

de notre correspondant

Le bornage de la frontière tuniso-algérienne de l'extrême Sud à la côte méditerranéenne, dont le dossier était ouvert depuis l'indépendance de l'Algérie en 1962, est terminé. Il a été officialisé par un échange de lettres signées par les deux ministres des affaires étrangères, lors de la visite « de fraternité et de travail » que M. Ali Kafi, président du Haut Comité d'Etat algérien, a effectuée samedi 20 et dimanche 21 février à Tunis.

Le problème de la délimitation de la frontière a souvent pesé sur les relations entre Tunis et Alger jusqu'à la signature, en 1983, d'une convention délimitant sur le papier le tracé complet. Plus tard, une commission technique mixte a été chargée de la matérialiser sur le terrain : un long travail, émaillé de quelques frictions dues davantage à des difficultés techniques - nées de la nécessité de garantir les droits des ressortissants des deux pays déjà installés dans ces zones -, qu'à des revendications d'ordre territorial.

Le règlement qui vient d'intervenir a été qualifié d'« historique » par MM. Ben Ali et Kafi, qui ont exprimé leur « vœux de faire des zones frontalières des points de fraternité et des espaces favorisant l'avancement de l'interaction, de coopération et de co-développement ».

TOGO : tentative de médiation d'une délégation pontificale.

Une délégation pontificale de médiation, conduite par le cardinal Roger Etchegaray, poursuivait, lundi 22 février, une série d'entretiens avec les principales personnalités politiques du Togo pour tenter de trouver une solution à la violente crise actuelle. Le cardinal Etchegaray, président du Conseil pontifical pour la justice et la paix, avait célébré, la veille, la messe à Lomé avant de rencontrer les responsables de la Commission togolaise des droits de l'homme. Il est porteur d'un message du pape à la classe politique togolaise. - (AFP).

ALGERIE : tandis que le couvre-feu est allégé

Les cours spéciales ont commencé à siéger

ALGER

de notre correspondant

Le premier procès antiterroriste devant une cour spéciale s'est ouvert, dimanche 21 février, à Oran. Les douze prévenus sont accusés de « crimes, assassinats, complicité contre la sûreté de l'Etat et constitution de bandes de malfaiteurs ».

Parmi eux figurent les assassins présumés d'un gendarme, d'un soldat et d'un policier. Ce groupe d'islamistes, démantelé dans la région oranaise (Ouest algérienne), aurait, selon des sources policières, des ramifications dans l'Algérie. Les inculpés risquent la peine capitale.

Trois cours spéciales ont été créées dans le cadre de la loi antiterroriste promulguée le 30 septembre 1992. Ces juridictions d'exception qui siègent à Alger, Constantine et Oran prennent le relais de la cour de sûreté de l'Etat de Média, supprimée en 1989. En un an, les tribunaux algériens, notamment militaires, ont prononcé quarante-sept condamnations à mort, dont six ont été exécutées.

« Actes subversifs »

Les cours spéciales ont à traiter des « actes subversifs et terroristes » au sens le plus large du terme. Les juges et leurs assesseurs sont nommés par décret présidentiel ou par arrêté ministériel non publié. La divulgation de leur identité expose ses auteurs à des peines de deux à cinq ans de prison.

Par ailleurs, le couvre-feu, qui a été instauré le 3 décembre 1992 sur l'Algérois et les six départements limitrophes, a été repoussé d'une demi-heure en raison du mois de ramadan, qui doit commencer mardi en Algérie.

Ce léger aménagement du couvre-feu risque d'être fraîchement accueilli par une population qui espérait sinon sa suppression, du moins son report à une heure plus avancée de la nuit. Le mois de jeûne rituel est en effet traditionnellement l'occasion de longues veillées nocturnes et de visites familiales. - (Interim).

Kenya : vingt-sept personnes tuées par des voleurs de bétail. - Vingt-sept personnes, dont douze enfants, ont été tuées par des voleurs de bétail, samedi 20 février, dans le district de Pokot (ouest du Kenya). Deux voleurs ont été abattus par un gardien, mais le reste du groupe a pris la fuite avec mille têtes. D'autre part, un organisme humanitaire français, Action Nord-Sud, a suspendu ses opérations en faveur des victimes de la famine à Garissa (nord-est) après l'agression et le vol dont ont été victimes ses représentants dans cette région. - (AFP, Reuters).

ALFA 155 TROFEO
SÉRIE LIMITÉE,
300 EXEMPLAIRES
DE SPORTIVITÉ.

300 exemplaires c'est peu et c'est beaucoup à la fois. Peu parce qu'il n'y aura que 300 privilégiés. Beaucoup parce que les Alfa 155 Trofeo sont suréquipées. Moteur Twin Spark 1.8 de 129 ch. Jantes alliage. Bacquet. Phares antibrouillard. Fermeture centralisée des portes. Volant réglable en hauteur. Vitres électriques avant. Direction assistée. Et ce qui est rare n'est pas forcément cher : 111 500 Francs.

Modèle présenté : Alfa 155 Trofeo. Année modèle 92. Consommations :
URAC : 6,6 à 9,0 km/l ; 5,5 à 12,0 km/l ; 9,4 l en cycle urbain. Prix
clé en main en 08/02/93. Alfa Romeo présente. 80000

VOTRE CONCESSIONNAIRE AU 36 T 5 ALFA ROMEO.

مكادمان الناصر

مكتبة الناصر

AFRIQUE

RWANDA

La France a envoyé deux compagnies militaires supplémentaires

Deux compagnies supplémentaires de soldats français ont été envoyées « d'urgence » au Rwanda, « pour assurer la sécurité des ressortissants français et des autres étrangers », a annoncé, samedi 20 février, le ministre des affaires étrangères.

Ces quelque deux cent quarante militaires (une compagnie du 6^e bataillon d'infanterie de marine, basée à Libreville, au Gabon; une compagnie des Éléments français d'assistance opérationnelle, installée à Bangui, en République centrafricaine) ont rejoint, dès samedi, les deux compagnies déjà présentes dans ce petit pays de l'Afrique des grands lacs, où les ressortissants français sont environ quatre cents.

Rumeurs alarmistes

Cette décision est survenue alors que les combats se poursuivaient, vendredi, dans le nord du pays, opposant les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) et les troupes gouvernementales. La récente offensive du FPR, lancée le 8 février contre plusieurs villes du Nord, a poussé des milliers de paysans à fuir leurs villages pour trouver refuge autour de Kigali ou hors de leur pays. Ces déplacements de population, qui ont commencé dès novembre 1990, au lendemain du début de la guerre civile, affecteraient, au total, près de trois cent cinquante mille personnes.

Si elles ont été prises au sérieux par la France, les rumeurs alarmistes selon lesquelles les troupes du FPR étaient, vendredi soir, sur le point d'attaquer la capitale rwandaise n'ont pas été confirmées, à ce jour, par le gouvernement rwandais. Le FPR a même, pour la deuxième fois en moins de quinze jours, « cessé-le-feu immédiat » et demandé aux « forces du gouvernement rwandais » de hâter la reprise des négociations de paix. (Reuters)

Maroc : la nouvelle guerre du Rif

Suite de la première page

Il se comprend d'autant mieux qu'à l'époque la sécheresse mettait à mal les cultures traditionnelles. Les trafiquants entrèrent alors dans la danse pour organiser par tous les moyens - de la bête de somme à l'avion-taxi - la collecte du cannabis (nutriment dit, du chanvre indien), « valoriser » cette herbe sous forme de pâte, le *chira*, et accessoirement d'huile, puis commercialiser le produit fini sur les marchés extérieurs, notamment européens. « À partir de 1980, les gens ne nous ont plus écoutés », avoue M. Ahmed Chibicheb, directeur du Développement économique rural du Rif occidental (DERRO), qui avait reçu mission, dès 1961, de s'intéresser au sort de ces provinces du Nord trop longtemps oubliées.

Politique de Gribouille : pendant que M. Chibicheb et les siens s'employaient à reboiser la région, à y planter des arbres fruitiers, à y ouvrir des pistes, à y réintroduire le petit élevage, d'autres esprits moins avisés s'activaient à mettre en place, autour du cannabis, les structures d'un « développement sale » à tel point que les surfaces consacrées à la culture du chanvre indien sautèrent de 5 000 à 30 000 hectares, souvent pris sur la forêt. Pourtant mal rémunérés par ses clients, les paysans rifains trouvaient son compte dans ce « business » - comme on dit du côté de Kétama - puisque cette spéculation agricole lui rapportait, sans grand effort, au bas mot, dix fois plus de dirhams que le blé et l'orge, l'amandier et l'olivier.

Le seul commerce du cannabis co gerbe, avant toute transformation, avait fini par représenter un chiffre d'affaires de quelque 18 milliards de dirhams par an, soit environ 11 milliards de francs. L'équivalent des transferts des travailleurs marocains à l'étranger ou le tiers des recettes d'exportation du pays ! L'importance du défi lancé par les seigneurs de la drogue et leurs acolytes n'était plus à la mesure des maigres moyens dont disposait le DERRO et des quelques « projets bonne conscience » comme celui d'assaguer, près de Kétama, imaginés pour gommer, du paysage rifain, les champs de

cannabis. D'un pays qui négocie son amarrage à l'Europe, ce commerce clandestin lié au cannabis donnait une image très négative.

Et, pour l'effacer, Hassan II comprit l'urgence d'y mettre bon ordre, d'autant plus vite que le Maroc était en train de devenir une plaque tournante pour la drogue dure - la cocaïne - qui, entre l'Amérique du Sud et l'Europe, transitait via Casablanca et Tanger.

Cette situation « précoloniale » commençait, en outre, à avoir des effets dévastateurs sur les structures de la société et, d'ailleurs, sur celles du pouvoir. La jeunesse dorée en venait à prendre goût aux stupéfiants. Des riches propriétaires commencent à opposer des bandes rivales de trafiquants. « Les voleurs avaient changé dans le mauvais sens, raconte un Tangérois. Les barons de la drogue avaient réussi à se faire admirer et envier de certains. Ils avaient su donner le beau rôle, jouer les bienfaiteurs, par exemple parrainer des équipes de football, construire des mosquées, offrir à leurs obligés des pèlerinages à La Mecque... »

« C'est bien beau de nous montrer du doigt »

Aux élections communales du 16 octobre 1992, l'argent de la drogue avait coulé à flots, notamment dans les provinces « contaminées » du Nord. Quatre cent quarante candidats au comportement douteux, pour l'essentiel membres de partis de la majorité gouvernementale, avaient dû être recalés par l'administration. Ce qui n'avait pas empêché une dizaine d'entre eux de se présenter et... d'être élus.

Hassan II ordonna alors qu'une « lutte sans merci » soit menée contre le trafic de la drogue, « ne prenant en considération que l'intérêt général ». Trois mille hommes, assistés par quatorze vedettes, deux avions monomoteurs, deux hélicoptères, et un dispositif radar « abou », élurent la côte, de Larache à Al Hoceima. Un permis de sortie en mer fut mis en place et le vol heb-

domadaire Rio-de-Janeiro-Casablanca, suspendu. Facilité par le limogement de plusieurs hauts fonctionnaires, cette première offensive aboutit à des saisies-records de *chira* : 8,8 tonnes en un seul mois (47,6 tonnes en 1991) et à l'arrestation de quelques dizaines de dealers.

« L'action répressive doit avoir un accompagnement économique », souligne M. Ahmed Midaoui, gouverneur de Tanger. Le souverain chérifien vient ainsi de dévoiler les grandes lignes d'un programme quinquennal de développement du Rif, qui compensera le manque à gagner du cannabis et de ses dérivés. Terres d'émigration et de contrebande, à quelques encablures des côtes espagnoles, les provinces du Nord devraient donc se voir offrir les moyens de vivre honnêtement, l'objectif étant de les désenclaver, de les reboiser, d'y construire des barrages, d'y relancer les cultures traditionnelles et l'élevage, d'y tisser un réseau de petites et moyennes entreprises. Coût de l'opération, aux dires de Hassan II : « Au minimum 2 milliards de dollars. »

« C'est bien beau de nous montrer du doigt, mais cette bataille, nous ne pouvons pas la gagner seuls. La balle est maintenant dans votre camp », lancent les responsables marocains à l'adresse de la communauté internationale, singulièrement des pays européens, dont ils sollicitent le concours financier. Pour ce faire, ils n'hésitent pas - c'est de bonne guerre - à se présenter en victimes innocentes d'un drame dont ils ne sont pas les auteurs. Ils ont en effet, en Europe, consommateurs et trafiquants sont quasiment tous de nationalité étrangère.

« La bataille ne se gagnera pas au lance-flammes »

Sans nier le sérieux de ces arguments - plus du quart du cannabis marocain est consommé en Europe - et des mesures répressives déjà prises, les bailleurs de fonds, au nombre desquels la Communauté économique européenne, entendent discuter la facture four-toit qui leur est présentée, et s'assurer le contrôle du suivi. Hassan II a besoin de ce partenariat international pour convaincre les siens que cette opération spectaculaire relève non pas d'un simple caprice de sa

part mais d'une volonté d'aller au bout de ses ambitions.

De tempérament frondeur, les Rifains, qui ont toujours entretenu avec le pouvoir central, sous l'occupation espagnole comme après l'indépendance, des relations peu amènes - ils n'ont pas oublié la féroce répression que Hassan II, alors prince héritier, coadjuvât, en 1959, chez eux, en compagnie de son frère le général félon Mohamed Oufkir, - ne sont pas prêts à relâcher leur méfiance. « Les gens d'ici en ont assez des discours, n'vont un responsable local. Ils veulent du concret. Ce programme de développement économique n'a de chance de réussir que si les ordres ne tombent pas d'en haut, que si l'on sait gagner la confiance des intéressés et les associer très étroitement à la mise en valeur de leur terroir. La bataille ne se gagnera pas au lance-flammes. »

Pour l'heure, au pays d'Abd el-Krim, on ne voit encore que le mauvais côté des choses. Les paysans vivent sur l'argent du cannabis, mais leur bas de laine se rétrécit. Déjà, dans les souks villageois, entourés de Chefchaouen, les transactions se font plus rares et les marchandises plus chères. Des crises ont été faites sur les marchés et des réunions de sensibilisation organisées à l'intention des élus locaux pour annoncer à tous que les temps avaient changé. Mais les planteurs de chanvre indien se laisseront-ils convaincre d'abandonner si vite la culture de cette herbe miraculeuse alors qu'ils approchent la saison des semailles ?

Dans les provinces du Nord, l'activité économique pâtit du coup d'arrêt qui a été porté au trafic de la drogue. N'estime-t-on pas qu'au moins un quart des farmineuses récoltes tirées de ce commerce illégal demeurent au Maroc ? A Tétouan comme à Tanger, les banques souffrent d'un manque de liquidités, les dealers ayant prudemment vidé leurs comptes. Le secteur de l'immobilier dans lequel se blanchissent cet argent sale, connaît des jours difficiles et, du coup, le carnet de commandes des artisans se dégonfle. Le marché de l'occasion des voitures de luxe bat de l'aile. Même les agences de voyages se plaignent d'une conjoncture maussade. « Nos fournisseurs de kif pour l'Europe ont sorti beaucoup de gens de la misère et je suis obligé de les applaudir, osait récemment écrire un lecteur à l'hebdomadaire tangerois, les Nouvelles du Nord. L'État n'a jamais pu faire ce que ces gens ont fait... »

« Ils vont se lasser », ricane snus enpe les trafiquants qui, aujourd'hui, font le dos rond. « Nous les avons mal », se vantent les autorités locales. A les en croire, dans les provinces du Nord, il n'y a pas eu de saisies importantes de stupéfiants depuis le début de l'année, et il n'y aurait même plus de stocks à évaluer. Certains colporteurs de cannabis se seraient-ils reconvertis dans la banale contrebande ? Parole de douanier : « Mieux vaut un trafic de fromages et de petite électronique que de drogue. »

Cette partie de bras de fer sera-t-elle aussi facile à gagner qu'on le prétend en haut lieu ? En désespoir de cause, certains trafiquants tentent, peut-être avec la complicité d'agents d'autorité échichement payés, d'écouler les plaquettes de *chira*, à travers la montagne et à dos de mulet, vers les enclaves espagnoles de Ceuta et de Melilla. D'autres, comme l'ont montré les importantes saisies faites, au début du mois de février, dans le port de Casablanca, tentent des sorties, moins éclairées que celles du Nord par les projecteurs de l'actualité.

Où est passé le « roi du chocolat » ?

Les « gros bonnets » de la drogue marocaine se tirent-ils d'affaire ? C'est un secret de Polichinelle : cette mafia dispose de protecteurs hauts placés dans les structures du pouvoir. « Pas de pitié pour les actes répréhensibles », affirme M. Midaoui, mais pas question d'agir sur la base de rumeurs. Pourtaot, de Taoger à Tétouan, tout le monde connaît l'identité des gros trafiquants - de Dib, « le loup », à Abdelouh Meziane, « le roi du chocolat » - et feint de s'étonner qu'ils soient passés à travers les mailles de la justice.

Des trafiquants - et leurs complices - arrêtés, inculpés et durablement condamnés, il y en a eu, bien sûr. Mais beaucoup de Marocains demandent à un pouvoir qui, selon eux, « ne peut rien ignorer du monde de la drogue, de ce qu'il faut choisir ses victimes ». Afin que soient brouillées, à jamais, les pistes qui mènent à Chefchaouen et à Kétama.

JACQUES DE BARRIN

A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN

Menaces sur la trêve à Kaboul

La trêve appliquée depuis le 16 février à Kaboul par les forces du président Rahbani et deux groupements rebellés a été rompue, dimanche 21. Des affrontements ont eu lieu dans les quartiers ouest de la capitale, contrôlés par la Wahdat, une alliance de factions chiites. Au sud de la ville, les combats ont aussi repris entre gouvernementaux et Hezb-e-Islami, la parti fondamentaliste de M. Hekmatyar. Un soldat a été blessé, selon la ministre de la défense. Le chef des miliciens ouzbeks négus pro-musulmans, le général Rashid Dostom, a annoncé qu'il tentait de négocier un cessez-le-feu durable. Les Nations unies, de leur côté, ont demandé aux factions d'interrompre les hostilités pendant quarante-huit heures consécutives au moins, afin de permettre une évacuation des quelque mille blessés actuellement soignés dans les hôpitaux civils, ainsi que celle des derniers étrangers se trouvant encore à Kaboul. Les combats commenceront le 19 janvier suivant fait de 3 000 à 5 000 morts. (AFP, AP)

CANADA

M. Joe Clark va se retirer de la vie politique

L'ancien premier ministre canadien et ancien ministre des affaires étrangères Joe Clark a annoncé samedi 20 février qu'il se retirait de la vie politique à partir des prochaines élections législatives, qui doivent se dérouler d'ici novembre prochain. M. Clark, leader du Parti conservateur, était devenu en 1979 le plus jeune premier ministre de l'histoire du Canada, à l'âge de quarante ans, après la défaite surprise des libéraux de M. Pierre Trudeau. Il ne devait toutefois conserver ce poste que neuf mois.

Sa rivalité ancienne avec le premier ministre actuel, M. Brian Mul-

rooney, qui lui a ravi la direction du Parti conservateur en 1983, a été ravivée quand son nom a été cité il y a quelques semaines comme candidat possible à la succession de celui-ci. Le premier ministre a cependant affirmé son intention de rester en place et de tenter de mener les conservateurs à la victoire pour un troisième mandat consécutif. Depuis l'échec retentissant du référendum constitutionnel du 28 octobre dernier, le départ de M. Clark, qui avait consacré toute son énergie pendant dix-huit mois à la réforme de la Constitution canadienne, était attendu. M. Clark est âgé aujourd'hui de cinquante-trois ans. (AFP, Reuters)

INDE

Arrestations massives avant une manifestation du Parti nationaliste hindou

Des centaines de personnes ont été arrêtées en Inde, dimanche 21 février, annonce l'agence UPI. Le gouvernement de M. Raju, qui a annoncé en janvier la tenue d'une manifestation annoncée pour le 25 février par le parti nationaliste hindou BJP. Cette formation, la plus importante de l'opposition, entend obtenir des élections anticipées après les graves événements consécutifs à la destruction de la mosquée d'Ayodhya, début décembre, par des éléments hindouistes fanatisés. M. Raju, qui est le chef du Parti du Congrès, a interdit cette manifestation, et des ordres stricts, incluant la possibilité d'ouvrir le feu, ont été donnés aux policiers. La semaine pourrait être très agitée dans la capitale de l'Inde, où un discours du chef de l'Etat devait ouvrir, lundi, la session budgétaire. Le BJP a annoncé non intention de boycotter la séance. La politique d'ouverture sur le marché à laquelle M. Raju a attaché son nom est menacée par la convergence de l'opposition du BJP, des partis de gauche et du Front national (centre-gauche), ces derniers contestant la remise en cause de l'économie dirigée pratiquée durant près d'un demi-siècle.

ARTE SUR LA 5^e CHAÎNE

Février - February - Februar - Febrero - Februar

22 Lundi - Monday - Montag - Lunes - Maandag

8 *Lyon retour*

9 *dis*

10 *dis*

11 *dis*

12 *dis*

23 Mardi - Tuesday - Dienstag - Martes - Dinsdag

8 *dis*

9 *dis*

10 *dis*

11 *dis*

12 *dis*

24 Mercredi - Wednesday - Mittwoch - Miércoles - Woensdag

8 *dis*

9 *dis*

10 *dis*

11 *dis*

12 *dis*

93-02

Donderdag - Jueves - Donnerstag - Thursday - Jeudi 25

8 *dis*

9 *dis*

10 *dis*

11 *dis*

12 *dis*

Vrijdag - Viernes - Freitag - Friday - Vendredi 26

8 *dis*

9 *dis*

10 *dis*

11 *dis*

12 *dis*

Zaterdag - Sábado - Samstag - Saturday - Samedi 27

8 *dis*

9 *dis*

10 *dis*

11 *dis*

12 *dis*

Zondag - Domingo - Sonntag - Sunday - Dimanche 28

8 *dis*

9 *dis*

10 *dis*

11 *dis*

12 *dis*

LAISSEZ VOUS DISTRAIRE PAR ARTE.



EUROPE

DANEMARK : selon un sondage

59 % des électeurs pour le « oui » à Maastricht

59 % des Danois voteront en faveur du traité modifié de Maastricht sur l'Union européenne lors du prochain référendum prévu le 18 mai. C'est le résultat d'un sondage Vistup publié dimanche 21 février par le quotidien libéral Politiken (il a été réalisé du 14 au 16 février auprès de 983 personnes). 27 % des Danois voteront contre, 11 % se montrent encore indécis et 3 % penchent pour l'abstention. Au dernier sommet européen d'Edimbourg, le Danemark avait obtenu d'importantes dérogations, notamment sur la monnaie et la défense.

D'autre part, le secrétaire au Foreign office, M. Douglas Hurd, a mis en garde, samedi 20 février, les « eurobelles » britanniques tenues par un rejet du traité de Maastricht. Il a dressé la liste des conséquences d'un tel « sabotage ». Cela « saperait irrémédiablement l'influence de la Grande-Bretagne au sein de la CEE », a-t-il déclaré au cours d'une réunion tenue par le Parti conservateur. Il a également estimé qu'un tel rejet « serait interprété par les investisseurs internationaux comme une marginalisation de la Grande-Bretagne au sein de l'Europe ». (AFP, Reuters)

GRANDE-BRETAGNE : Salmaan Rushdie demande à rencontrer M. John Major. L'écrivain britannique Salmaan Rushdie a dénoncé, dimanche 21 février, le « terrorisme international financé par l'Iran » dont il est victime, en ajoutant : « Ce que je voudrais vraiment, maintenant, c'est une rencontre officielle avec le premier ministre britannique John Major pour montrer à l'Iran que la Grande-Bretagne ne plait pas et protège ses ressortissants ». Par ailleurs, selon l'agence officielle IRNA, le président iranien, M. Akbar Asfhami Rafsanjani, a réaffirmé, dans une lettre adressée à la CEE, que l'arrêt de mort contre l'auteur des Versets sataniques ne peut pas être levé. (AFP, Reuters)

ITALIE : pour renforcer l'autorité de son gouvernement

M. Giuliano Amato a procédé à un remaniement ministériel limité

ROME

de notre correspondante

Après la démission, vendredi 19 février, de deux ministres, tout était possible : crise de gouvernement, ouverture, changement radical. L'affaire s'est soldée en un temps record pour que tout soit prêt lundi, à l'ouverture du marché boursier, et éviter à la lire de nouveaux avatars par un simple replâtrage. Un rimpasto, un remaniement très limité, qui a permis, dimanche en fin de matinée, au gouvernement Amato d'accoucher, non sans douleur, d'un gouvernement « Amato bis ». L'essentiel des ministres reste en place. Le socialiste Franco Reviglio, jusqu'ici ministre du budget, passe aux finances, retrouvant au passage un poste qu'il a déjà occupé précédemment durant trois gouvernements. Il remplace le ministre démissionnaire Giovanni Goria. De même, à la santé, portefeuille laissé vacant vendredi par le libéral Francesco De Lorenzo, est nommé un autre libéral, avocat spécialisé dans les questions de jurisprudence, Raffaele Costa, qui, jusqu'à présent, était ministre sans portefeuille, traitant le dossier des politiques communautaires et des régions.

Un ministère des privatisations

Trois nouveaux visages font leur apparition dans l'équipe gouvernementale : le démocrate-chrétien Beniamino Andreatta, qui fut le conseiller économique d'Aldo Moro avant d'être celui de l'actuel président de la démocratie-chrétienne, M. Martinazzoli. Brillant économiste, M. Andreatta veillera sur le budget - poste qu'il occupa déjà il y a pratiquement quatorze ans - ainsi que sur le dossier du Mezzogiorno.

Deuxième nouveau venu : un autre libéral, spécialiste de droit constitutionnel, le professeur Gian-

franco Ciaurro, qui reprend le poste de ministre sans portefeuille des politiques communautaires et des régions. Enfin, grande et seule nouveauté, est créé de toutes pièces un dossier spécial consacré aux privatisations et confié à Paolo Baratta, un technicien des banques et de la finance, proche des milieux socialistes, qui devient ainsi ministre sans portefeuille, chargé des privatisations. Spécialisé de surcroît dans les problèmes du Mezzogiorno, M. Baratta fut, entre autres, le président du consortium de crédit pour les travaux publics, le CREDIOPE.

A l'origine, au cours des discussions qui ont duré une bonne partie de la nuit de samedi à dimanche, M. Amato s'était décidé à profiter de l'occasion pour renforcer et donner plus de cohésion à son équipe, en tentant d'écarter notamment le ministre de l'Industrie, le démocrate-chrétien Giuseppe Guarino, ouvertement hostile au programme de privatisations qu'il a tout fait pour retarder, mais M. Guarino, refusant obstinément le portefeuille de l'éducation qu'on lui offrait « en compensation », pour se cramponner à son fauteuil, le président du conseil n'a eu d'autre ressource pour contourner l'obstacle que de lui enlever le dossier privatisations, un des plus brûlants, et de nommer à la tête un ministre pour s'en occuper.

Pour le reste, aucun changement de ligne politique, seulement un changement d'hommes. A cela près que les « techniciens » proprement dits l'emportent sur les nominations politiques parmi les derniers arrivés, redonnant un peu plus de crédibilité à un gouvernement affaibli, lui aussi, par les scandales liés à la corruption, qui ont déjà eu raison de trois ministres. Pour faire bonne mesure et « nettoyer » encore davantage, M. Amato a déjà fait part de son intention de discuter du sort des cinq sous-secrétaires

d'Etat objets d'enquêtes judiciaires, lundi après-midi, lorsqu'il devra rencontrer une nouvelle fois le chef de l'Etat.

Le problème reste entier : même un peu plus crédible, le gouvernement ne bénéficie toujours pas d'une vraie majorité, et la peur du vide politique ne pourra peut-être pas toujours tout justifier. Nombreux sont ceux qui déplorent cette simple opération de survie et regrettent que M. Amato n'ait pas réussi à ouvrir, une fois encore, la porte au PDS (ex-PCI) ou aux Républicains, voire à la Ligue, qui s'est prononcée pour un gouvernement de « techniciens à durée limitée » pour faire la transition avant de nouvelles élections. Parmi les commentaires les plus acérés, on remarquera celui de l'ex-président de la République, M. Francesco Cossiga : « En dépit de la présence de personnalités éminentes, a-t-il déclaré, nous nous affaiblirons à un petit gouvernement d'hypocrisie nationale, aux objectifs de plus en plus confus, si ce n'est celui de défendre à tout prix le statu quo. »

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Arrestation du directeur général des autoroutes. Le directeur général de la société des autoroutes italiennes (ANAS), Mariano Del Papa, a été arrêté, samedi 20 février à Milan, dans le cadre de la vaste enquête sur la corruption en Italie, a-t-on appris de source judiciaire. M. Del Papa est accusé de concussion aggravée et continue, a-t-on précisé de même source. Il aurait perçu d'importants dessous-de-table en échange de faveurs dans l'exercice de ses fonctions. Les magistrats le soupçonnent d'avoir voulu quitter clandestinement l'Italie pour se soustraire à l'enquête, après que son épouse eut retiré vendredi une importante somme d'argent dans une banque milanaise. (AFP)

La situation en Bosnie-Herzégovine

Le HCR annonce la reprise de ses opérations humanitaires

GENÈVE

de notre correspondante

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a annoncé, dimanche 21 février, la reprise totale de ses opérations en Bosnie, après avoir reçu des trois belligérants l'assurance qu'ils n'entraveraient plus l'acheminement et la distribution de l'aide humanitaire. Exécédée par les barrières serbes qui empêchaient les secours destinés aux enclaves musulmanes de l'est de la Bosnie de passer, aussi bien que par l'entêtement des autorités de Sarajevo à bloquer, par mesure de représailles, les vivres destinés à la population de la ville, la présidente du HCR, M^{me} Sadako Ogata, avait décidé de renoncer, la semaine dernière, à presque toute activité humanitaire dans la région (le Monde du 19 février).

Mais les belligérants ont finalement cédé. Les Serbes ont assuré le HCR et la présidence de la CEE qu'il n'y aurait plus de blocage de leur part pour la livraison d'aide humanitaire vers l'est de la Bosnie. Les Croates ont donné de leur côté, par écrit, leur soutien total au libre passage des convois humanitaires et demandé la reprise du

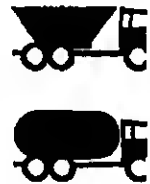
ravitaillement. Enfin, le gouvernement bosniaque a recommandé la fin du boycottage des livraisons à Sarajevo et demandé la reprise du pont aérien aussitôt que possible, rappelle le HCR.

La décision unilatérale du HCR de suspendre l'aide humanitaire avait été fortement contestée au siège de l'ONU à New-York, mais cette querelle et les rumeurs de démission de M^{me} Ogata ne semblent plus être qu'un mauvais souvenir. Dimanche, le haut-commissaire pour les réfugiés s'est entretenu par téléphone avec le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali. Le dialogue aurait été, dit-on, des plus amicaux, et le HCR a publié un communiqué pour annoncer qu'un convoi de dix camions transportant 72 tonnes de secours était parvenu dans l'enclave de Zepa, ville de 35 000 habitants située dans l'est de la Bosnie et assiégée depuis le 17 janvier. « Je suis soulagé », a déclaré M^{me} Ogata, « que nous n'ayons pu reprendre nos activités après moins de quatre jours. Il semblerait que notre décision de suspendre temporairement ait déjà produit les résultats souhaités. »

I. V.

RUSSIE : un Tupoïev détourné vers la Suède. Parce qu'il n'aurait pas les « 50 à 100 mois de séjours » exigés par les lois suédoises, un Aero-Baltique de vingt-sept ans, armé de deux grenades et accompagné de son épouse Marina et de leur bébé de huit mois, a détourné, samedi 20 février, un Tupoïev-134 qui effectuait le vol Tioumen (Sibérie)-Saint-Petersbourg avec 80 passagers à bord. Après une escale à Tallinn, en Estonie, où la plupart des passagers ont été libérés, le pirate de l'air s'est rendu aux autorités à Stockholm, où il a été inculpé. Des passagers, de retour dimanche à Saint-Petersbourg, ont déclaré que le pirate « avait l'air malade et très malheureux » et qu'il « comprenait » les mobiles de son action. (AFP)

GÉORGIE : raid aérien sur Soukhumi. Un avion militaire russe a bombardé, samedi 20 février, un quartier de Soukhumi (capitale de l'Abkhazie, aux mains des forces géorgiennes qui affrontent les autonomistes abkhazes), faisant un mort et huit blessés, dont le journaliste Tengiz Pachkoria, travaillant notamment pour l'AFP. M. Chevardnadze s'est rendu, dimanche, sur place et a déclaré que la Géorgie ripostera « de façon appropriée ». Le ministère de la défense russe a indiqué que son aviation avait « neutralisé des points de tir contre une zone de stationnement de parachutistes russes à Eikheri », une localité voisine où sont aussi déployés des forces abkhazes. (AFP)



Chaque jour ces quelques convois transportent
4000 tonnes de fret à travers l'Europe.



COMPTON COMPACT

هكمان النجل

Le réseau fluvial européen
de mise en œuvre
à l'échelle européenne
de marché unique
un dossier de travail

EUROPE

et la tournée du président de la Turquie dans les Balkans

M. Turgut Ozal a offert une coopération économique à quatre pays de la région

Le président de la Turquie, M. Turgut Ozal, a achevé, dimanche 21 février, à Zagreb, une tournée d'une semaine dans quatre pays des Balkans (Bulgarie, Macédoine, Albanie et Croatie). Il a tenté de dissiper les malentendus sur le rôle de la Turquie dans la région et souligné qu'Ankara n'avait pas l'intention de contrôler les Balkans. « La Turquie, a-t-il déclaré, n'est pas à la poursuite d'une mégalo-idée ottomane. »

ISTANBUL

de notre correspondant

Les propos rassurants tenus par M. Ozal s'adressaient en particulier à la Bulgarie. Les relations entre Sofia et Ankara se sont réchauffées au cours des deux dernières années, mais les Bulgares craignent l'influence grandissante des Turcs, d'autant que la position des deux pays sur le conflit de Bosnie-Herzégovine diffère. Contrairement à la Turquie, la Bulgarie est hostile à toute intervention militaire en Bosnie. Ses dirigeants estiment que, si une telle action s'avérait nécessaire, les pays balkaniques devraient s'abstenir d'y participer, alors que les Turcs ont à plusieurs reprises indiqué qu'ils étaient prêts à envoyer des troupes - si l'ONU le souhaitait.

La visite de M. Ozal en Macédoine, qui ne pouvait que compliquer les relations déjà difficiles avec la Grèce, était naturellement controversée. M. Ozal, accompagné par de nombreux hommes d'affaires, a lancé un appel à la communauté internationale pour la reconnaissance de la Macédoine et promis aux dirigeants macédoniens l'aide de son pays en matière de formation militaire ainsi qu'une assistance économique.

A Tirana, M. Ozal a promis de soutenir l'Albanie « quelle que soit sa situation ». Il a évoqué un plan

de coopération économique, prévu sur une période de quinze ans, qui ferait de l'Albanie un « paradis fiscal ». Le président turc a également exhorté les dirigeants albanais à normaliser leurs relations avec la Macédoine. « La stabilité en Macédoine est très importante pour nous comme pour nous », a-t-il déclaré.

En Croatie, dernière étape de sa tournée, M. Ozal a visité un camp de réfugiés musulmans de Bosnie et rencontré son homologue croate, M. Franjo Tudjman. Affirmant que les Croates chrétiens et les Bosniaques musulmans sont des alliés naturels, le président turc a répété que le conflit de Bosnie-Herzégovine n'était pas une guerre de religion.

La guerre en Bosnie a évidemment dominé les entretiens du président Ozal au cours de sa visite. « J'espère que le monde trouvera un moyen d'arrêter cette tragédie et punira les coupables », a-t-il déclaré. Cependant cette tournée avait également des buts économiques. M. Ozal a mentionné un projet d'autoroute qui relierait la Turquie, la Bulgarie, la Macédoine et l'Albanie, dans le cadre d'une coopération économique et politique à long terme avec les pays des Balkans.

NICOLE POPE

■ **MACÉDOINE** : manifestations contre l'installation d'un camp de réfugiés à Skopje. - De nouveaux affrontements se sont produits, dimanche 21 février, entre la police et quelque trois mille habitants du quartier Djorje, situé à l'ouest de Skopje, qui manifestaient pour la deuxième journée consécutive contre la construction dans leur zone d'un camp destiné à des réfugiés de Bosnie-Herzégovine. Sept policiers ont été blessés, dont trois assez grièvement, ainsi que deux pompiers. Du côté des manifestants, six personnes ont été légèrement blessées. Un cameraman de la télévision de Skopje a également été blessé et sa caméra détruite.

AMÉRIQUES

NICARAGUA : un entretien avec le lieutenant-colonel Frank Ibarra

Le chef des « escadrons de la mort » sandinistes annonce que des dirigeants politiques vont être « exécutés »

Les escadrons de la mort sandinistes, qui avaient revendiqué l'assassinat du principal animateur de la lutte pour la récupération des biens confisqués entre 1979 et 1990, Arge Sequeira, le 23 novembre, ont opté pour l'escalade de la violence en annonçant, dimanche 21 février, qu'ils « exécuteraient » les dirigeants politiques favorables à la restauration des « privilèges » en vigueur à l'époque de la dictature de la famille Somoza. C'est du moins ce que leur chef, Frank Ibarra, a affirmé au cours d'un entretien au Monde.

SANTA-CARMELA
(Nord du Nicaragua)

de notre envoyé spécial

On savait qu'ils existaient sous le nom inquiétant de Forces punitives de gauche (FPG), selon le sigle espagnol, mais ils n'avaient encore jamais montré leurs visages. C'est désormais chose faite à l'issue d'une rencontre inattendue dans les montagnes du département de Jinotega, à 150 kilomètres au nord de la capitale Managua.

L'homme officiellement le plus recherché du Nicaragua, le lieutenant-colonel Frank Ibarra, accusé d'avoir assassiné Arge Sequeira, nous attend à quelques kilomètres à peine de la route reliant les villes de Matagalpa et de Jinotega. Une vingtaine d'hommes en treillis, équipés de kalachnikovs, de mitrailleuses et d'un lance-roquettes russe RPG-7, assurent sa sécurité sur la colline boisée, entre les champs de maïs et de haricots noirs. Tous portent un foulard noir couvrant le visage. Seul Frank Ibarra se déconvoile, mais il garde sa casquette noire décorée d'un portrait du chanteur jamaïcain Bob

Marley. Cet ancien commandant de la Sécurité de l'Etat, âgé d'une quarantaine d'années, barbu, sûr de lui et s'exprimant avec détermination, se présente comme le « chef d'état-major des FPG ».

« Nous ne sommes pas des terroristes, dit-il, mais nous voulons en finir avec les bourgeois du peuple qui cherchent à lui enlever les terres, les usines et les maisons que la révolution lui a données. Le peuple n'est un gouvernement bourgeois (les sandinistes ont été battus aux élections du 25 février 1990), mais nous ne permettrons pas que les acquis de la révolution soient remis en question. » Frank Ibarra se veut le défenseur des lois 85 et 86, qui ont permis aux sandinistes, avant de remettre le pouvoir à la présidente Violeta Chamorro, de se répartir les biens confisqués au secteur privé à partir de 1979. En préconisant le retour de ces biens à plus de cinq mille anciens propriétaires, Arge Sequeira était devenu un ennemi mortel, d'autant qu'il avait obtenu quelques succès dans ses démarches.

« Contrairement à ce que dit la police, ce n'est pas moi qui ai tué Sequeira », affirme le chef d'état-major des FPG, sans faire grand cas des nombreux témoignages et des preuves apportées par l'enquête, menée en collaboration avec des inspecteurs espagnols. Il dément que le capitaine Javier Espinoza, qui se tient derrière lui, soit également impliqué. Il reconnaît, en revanche, avoir ordonné « l'enlèvement de Sequeira pour l'obliger à dire publiquement qu'il travaillait pour l'ambassade des États-Unis ». « Malheureusement, il a réagi violemment au moment de son interception, et il a été tué », ajoute-t-il sans grand regret.

« Nous ne sommes pas des assassins mais les justiciers du peuple », dit-il pour justifier les autres « condamnations à mort », que ses « commandos urbains » devront

mettre à exécution dès que possible. Le premier sur la liste est un député démocrate-chrétien, Humberto Castilla, accusé d'avoir fait des déclarations en faveur des anciens rebelles de la Contra qui ont contribué à la défaite électorale des sandinistes et ont commencé à reprendre les armes pour assurer eux-mêmes leur protection (selon l'Organisation des États américains, qui vérifie l'application des accords de paix, 175 ex-contras, y compris leur principal dirigeant, Enrique Bermúdez, ont été assassinés depuis juillet 1990, en toute impunité, puisque la police et la justice, comme l'armée, sont toujours contrôlées par les sandinistes).

Des liens
avec l'armée ?

Sans aller, « pour l'instant », jusqu'à les menacer de la peine de mort, Frank Ibarra met en garde le maire de Managua, Arnoldo Alemán, le vice-président de la République, Virgilio Godoy, et les « autres dirigeants de droite comme Alfredo Cesar », l'ancien président de l'Assemblée nationale. « Ils veulent retourner à l'époque de Somoza en appliquant une politique néolibérale qui rend les pauvres de plus en plus pauvres et les riches de plus en plus riches. »

Ces « gardiens de la révolution », qui ressemblent beaucoup aux sinistres escadrons de la mort du Salvador et du Guatemala, ont-ils un lien avec l'armée et son chef, le général Humberto Ortega, maintenu dans ses fonctions par la présidente Chamorro au nom de la « réconciliation nationale » ? Le lieutenant-colonel Ibarra s'en défend, affirmant qu'il a quitté l'armée en juin 1992 et qu'il est en désaccord avec « l'attitude molle des hauts dirigeants militaires, disposés à appuyer la politique néolibérale du gouvernement ». Il reconnaît pourtant qu'il a commencé à met-

tre en place, avec d'autres militaires, les structures des FPG « il y a deux ans », alors qu'il était encore dans l'armée.

Comment expliquer qu'il se déplace avec tant de facilité à l'intérieur du pays, mais aussi à l'étranger ? Trois semaines après l'assassinat de Sequeira, il a voyagé au Mexique, où il a passé près d'un mois, jusqu'au 9 janvier. C'est à cet endroit qu'il est sorti du Nicaragua et y est-il entré de nouveau ? « Par l'aéroport de Managua, comme tout le monde », dit-il avec un sourire entendu.

BERTRAND DE LA GRANGE

■ Nouveaux combats dans le nord du pays. - Quatre anciens contras ont été tués et quatre autres blessés à la fin de la semaine dernière dans le village d'El Guabo, à 160 km au nord de Managua, a-t-on appris, samedi 20 février, de source officielle. Des combats entre l'armée nicaraguayenne et des bandes armées d'anciens contras et d'anciens sandinistes, reprochant chacun au gouvernement d'être les laissés-pour-compte de sa politique de « réconciliation nationale », ont fait soixante-dix morts depuis la fin décembre dans le nord du Nicaragua, a-t-on ajouté au ministère de l'Intérieur. - (Reuters)

■ **ÉTATS-UNIS** : le juge Gerhard Gesell est mort. - Le juge Gerhard Gesell, qui s'était rendu célèbre lors des affaires du Watergate et de l'Irangement, est mort vendredi 19 février d'un cancer du foie, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Durant ses vingt-cinq ans d'activité, le juge Gesell a eu à traiter plusieurs dossiers très sensibles, comme celui des papiers du Pentagone pendant la guerre du Vietnam, l'affaire du « Watergate », et le procès du colonel Oliver North à propos du scandale de l'Irangement. - (AP)

Chaque jour celui-ci transporte la page de gauche, en toute sécurité.



Le réseau fluvial européen existe. Aujourd'hui les voies navigables irriguent naturellement le cœur de l'Europe économique. Ainsi la part de marché du transport fluvial atteint déjà 25% en Allemagne et 55% aux Pays-Bas. Les voies navigables permettent des acheminements de grande capacité, à faible coût, en toute sécurité et dans le respect de l'environnement. Elles constituent un mode moderne et complémentaire des autres moyens de transport de marchandises. Merci à ceux qui nous confient chaque année plus de soixante millions de tonnes de fret et bienvenue aux autres. Pour embarquer, demandez un dossier d'information - Voies Navigables de France - 2 boulevard de Latour Maubourg - 75343 Paris Cedex 07.

ENR
COMPAGNIE NATIONALE DU RHONE
Quand le fleuve relie les Hommes

PORT AUTONOME DE PARIS

VNF
Voies Navigables de France

Bienvenue à bord

ÉTIENNE RANZET

L'élection présidentielle de 1974, consécutive au décès du président Pompidou, va faire basculer M. Lecanuet dans le camp de

100

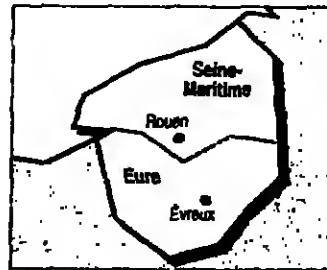
POLITIQUE

La préparation des élections législatives

D'UNE RÉGION A L'AUTRE

Haute-Normandie : retour annoncé à l'équilibre gauche-droite

Après l'étonnante razzia de 1988 — treize sièges sur dix-sept — les socialistes espèrent conserver la moitié des circonscriptions



ROUEN

de notre envoyé spécial

Pour la première fois depuis plus de quarante ans, le maire de Rouen, M. Jean Lecanuet, a décidé lundi 22 février (lire page 8) — n'aura pas assisté à la campagne des élections législatives. Le 28 mars prochain, au soir du second tour, le retour à l'équilibre politique entre la droite et la gauche, en Seine-Maritime et dans l'ensemble de la Haute-Normandie, sera, de beaucoup, sa propre victoire. Dès l'été dernier, avant sa maladie, « le roi Jean », comme on appelle parfois M. Lecanuet à Rouen, s'était entendu avec le nouveau président du conseil régional, M. Antoine Rufenacht (RPR), pour aboutir à une candidature unique et à un partage

parfait des douze circonscriptions de Seine-Maritime entre les deux grandes familles de l'actuelle opposition. Et, en dépit des velléités des appareils parisiens du RPR et du Parti républicain pour le remettre en question, l'accord a résisté.

Dans sa ville même, le maire de Rouen a dû tenir bon face à la véritable pré-campagne lancée, dès avant les élections régionales, par le président du groupe immobilier Auguste-Thouard, M. Claude Heurteaux, membre du bureau politique du Parti républicain et proche de M. Alain Madelin. « Vous n'êtes guère connus », aurait dit, dans un premier temps, M. Lecanuet au prétendant. Le chef d'entreprise en tira spontanément la conclusion qu'il lui fallait donc se faire connaître. Mais lorsqu'il découvrit, peu après, les affiches de l'im-

portant M. Heurteaux sur les murs de Rouen, l'ancien président de l'UDF, qui avait fait lui-même une entrée fracassante sur la scène politico-médiatique lors de l'élection présidentielle de 1985, se dit que l'heure de sa succession n'avait pas encore sonné. Il commanda un sondage, réunit ses proches et fit promettre à chacun d'eux d'en respecter les enseignements.

C'est ainsi qu'aujourd'hui le roi de l'immobilier de Rouen a dû céder le pas à une ancienne secrétaire des papeteries de la Chapelle-Darblay. Présidente de l'important office d'HLM de Rouen — « une fonction qui vous éprouve un bonhomme », dit-elle — puis premier adjoint au maire, M^{me} Jeanne Bonvoisin a été investie par l'UDF, dans la première circonscription de Seine-Maritime, face au

député sortant, M. Michel Bérégovoy, qu'elle a toujours battu depuis dix ans aux élections cantonales.

De tous les députés socialistes sortants, le frère du premier ministre est considéré, dans le département, comme le plus menacé. Élu pour la première fois en 1981, il avait été réélu en 1988 avec 51,25 % des suffrages seulement face à M. Jean Allard, le président-directeur général de Paris-Normandie, dont M^{me} Bonvoisin était alors la suppléante. Comme deux autres députés sortants, MM. Jean-Claude Bateux dans la cinquième circonscription (Maromme) et Paul Dhaille dans la sixième (Lillebonne) — élus l'un et l'autre, en 1988, avec près des deux tiers des suffrages — M. Bérégovoy a été battu en 1992 aux élections cantonales. À l'occasion, il est vrai, d'une triangulaire où le candidat des Verts s'était mélangé. Ce n'est généralement pas de bon augure.

À Dieppe, dans la onzième circonscription, M. Rufenacht ne désespère pas que, discrètement, le tandem formé par les deux maires communistes de Dieppe et du Treport vienne finalement donner « un petit coup de main » à son candidat, M. Edouard Leveau (RPR), contre le socialiste sortant, M. Jean Beaufils, dans l'espoir de mieux se prémunir pour les prochaines élections municipales. Lui-même désireux d'entrer, un jour, par la grande porte à la mairie du Havre, l'ancien secrétaire d'État de M. Raymond Barre attend calmement, avec intérêt, les conséquences de la candidature de trois adjoints de M. Duronema, M. Collard pour le PC, M. Joseph Mengé, ancien député, pour le PS, et M. Bernard Despiere, conseiller régional, pour Génération Ecologie, face à M^{me} Agathe Cahier (UDF-CD), qui lui a succédé dans son propre canton.

Confiant dans la bonne étoile de l'opposition, le président de la région, M. Rufenacht, se rappelle qu'il y a cinq ans, avec de meilleurs candidats, la droite n'aurait d'ailleurs jamais dû perdre des circonscriptions qu'elle avait su conserver en 1981 au plus fort de la marée rose : la dixième, celle d'Yvetot, où M. Jean-Marie Leduc, maire de Totes, avait battu le président du conseil régional de l'époque, M. Roger Fossé (RPR), et la douzième, où, parachuté du Petit-Quevilly, M. Alain Le Vern, aujourd'hui maire de Saint-Saëns, avait éliminé un autre député sortant RPR, qui se refusait presque à faire campagne.

A Dieppe, dans la onzième circonscription, M. Rufenacht ne désespère pas que, discrètement, le tandem formé par les deux maires communistes de Dieppe et du Treport vienne finalement donner « un petit coup de main » à son candidat, M. Edouard Leveau (RPR), contre le socialiste sortant, M. Jean Beaufils, dans l'espoir de mieux se prémunir pour les prochaines élections municipales. Lui-même désireux d'entrer, un jour, par la grande porte à la mairie du Havre, l'ancien secrétaire d'État de M. Raymond Barre attend calmement, avec intérêt, les conséquences de la candidature de trois adjoints de M. Duronema, M. Collard pour le PC, M. Joseph Mengé, ancien député, pour le PS, et M. Bernard Despiere, conseiller régional, pour Génération Ecologie, face à M^{me} Agathe Cahier (UDF-CD), qui lui a succédé dans son propre canton.

Bureau, a pu glisser d'une circonscription à l'autre, grâce au retrait de M. Alfred Recours, il compte surtout sur l'imbroglio qui règne ici à droite. La deuxième circonscription de l'Eure est, en effet, la seule de la région à devoir arbitrer une primaire entre deux conseillers généraux de l'opposition : M. Bernard Blois (UDF-PR) et M^{me} Catherine Nicolas (RPR).

A ces deux candidatures, s'ajoutent encore celle de M^{me} Anne Mansoureh, qui avait déjà conduit une liste aux dernières élections régionales, et surtout celle de M. Victor-François de Broglie, conseiller général de Rugles — et « le quatrième fils » de l'Eure, après MM. Debré, Poniatowski et Bernard Tomassini, candidat suppléant de M. Asphe à Vernon —, dont le nom conserve tout son prestige, notamment dans les zones rurales.

Dans la quatrième circonscription enfin, celle de Louviers, la plus à gauche du département, M. François Loncle a longtemps hésité, après son échec aux élections cantonales de 1992 à Pont-de-l'Arche. Il pouvait espérer, lui aussi, une division au sein de l'opposition, mais son concurrent de 1988, M^{me} Odile Proust, maire (RPR) de Louviers, a préféré s'effacer au profit d'un chef d'entreprise du Vaudreuil, M. Bernard Leroy, premier vice-président (UDF) du conseil régional de Haute-Normandie.

Dans les dix-sept circonscriptions de la région, l'élection devrait ainsi se résumer à un très classique affrontement droite-gauche. Le Front national ne paraît en mesure de troubler le jeu que dans la cinquième circonscription de l'Eure, celle de Vernon, où il a devancé le PS aux dernières élections régionales. Quant aux écologistes, à moins d'une surprise à Rouen (1^{re}) et au Havre (8), les élus-majors des Verts et de Génération Ecologie n'ont recensé aucune circonscription de Haute-Normandie parmi la centaine de secteurs électoraux, dits « cent cibles », où leurs représentants seraient susceptibles de peser sur les résultats du second tour.

JEAN-LOUIS SAUX

► Nous avons déjà analysé la préparation des élections législatives dans le Limouzin, en Alsace, en Languedoc-Roussillon, en Bourgogne, en Auvergne, en Bretagne, dans le Centre, en Champagne-Ardenne et en Corse (le Monde des 3, 4, 5, 6, 10, 13, 16, 18 et 19 février).

Cette semaine, dialoguez avec
Alain Juppé
3617 POLITIQUE

Un « eurocrate » dans la campagne

VERNON (EURE)

de notre envoyé spécial

« Chut ! » Le candidat s'impatiente. Le directeur de cabinet du président de la Commission des Communautés européennes, M. Pascal Lamy, ne comprend plus comment on peut passer autant de temps sur le projet de la déviation voisine, tant attendue par cet ouvrier de Renault-Fin, qui ne cesse de l'interrompre. « De toute façon, le problème de la vitesse des poids lourds dans la descente du village, ce n'est pas moi qui vais le régler », dit-il. On l'interrompt sur l'emploi ? Il répond par le « télé-travail », cette méthode d'évaluation peut-être encore un peu trop subtile, qui permettrait, un jour, à bien des habitants du Vaudreuil normand — et à d'autres — de travailler, sans être contraints de perdre leur temps de vivre dans les transports.

Le député sortant, M. Freddy Deschaux-Beaume, a pourtant fait les choses comme il faut, pour une réunion d'appartement. Sûr, passé, sur le magnétoscope familial, la vidéo qui présente actuellement son successeur potentiel, « Freddy », le pied-noir, offre l'opérette, à la bonne franquette, façon Roger Hanin : « Tu l'as vu, Jacqueline ? C'est une grosse tête, mais qui n'a pas la grosse tête. Mes amis, vous allez vérifier maintenant que l'original est bien conforme au film. Sophie, tu veux pas aller nous chercher des verres, pour Jacqueline ? »

Après douze ans de mandat, M. Deschaux-Beaume a préféré raccrocher, pour voir enfin grandir sa petite dernière. Mais jusqu'au 28 mars au moins, il fera tout ce qu'il faut pour transmettre le témoin à la « grosse tête » venue de Bruxelles, cet ancien camarade de la section socialiste de Gisors, devenu depuis lors le « sherpa » de M. Jacques Delors

pour les sommets mondiaux. « Après la campagne pour Maastricht, je me suis rendu compte que l'on avait peut-être perdu le contact », reconnaît M. Lamy. Et puis, devant la chronique de la défaite annoncée, je me suis dit qu'il faudrait un dernier carré, pour tenir. Ma candidature repose sur des raisons beaucoup plus passionnelles que rationnelles. Elle s'explique un peu par un principe moral.

Après un temps de réflexion, à la fin du mois d'octobre dernier, c'est décidé : Pascal Lamy sera le candidat socialiste de la cinquième circonscription de l'Eure. Et la tranquille mécanique de ce brillant fonctionnaire, à l'allure militaire, capitaine de corvette en réserve mais marathonien d'active, que, partout, l'entreprise privée s'efforçait à prix d'or, se met en marche, pour le service public : campagne de notoriété par voie d'affiches, lancement d'un questionnaire, réunions, chaque dimanche, dans la propriété familiale, du comité de pilotage pour établir le programme des jours à venir, accueil de neuf ministres de sa génération — « pas un seul éléphant », précise-t-il —, une seule compteur M. Delors lui-même, finalement empêché de venir, à la mi-février, par une manifestation d'agriculteurs.

Soirée crêpes, soirée potée et bal

« Ils représentent moins de 5 % des actifs dans la circonscription. Mais ils occupent encore plus de la moitié des sièges. La France a le cul plombé par le découpage communal et sa tradition rurale », note le candidat, un rien rageur. Ecrasée entre Rouen et l'île-de-France, la circonscription a voté à 65 % pour le « non » à Maastricht : une manière d'avouer sa peur de l'Euro. « Le seul atout d'un député

normal, ce sont ses relations politiques. Dans un régime plus libéral, Pascal, lui, aura en plus les relations économiques. Notre circonscription sera connue à Washington, à Tokyo, à Berlin. » C'est Freddy Deschaux-Beaume qui l'assure, devant les électeurs.

Mais en attendant de devenir le député « efficace » qu'il promet d'être M. Lamy doit d'abord emprunter l'itinéraire obligé d'un quelconque candidat : soirée crêpes à Hequeville, soirée potée à Châteaufort-Epte, puis bal du 517^e régiment du train à Vernon, dans le propre fief de son adversaire RPR, M. Jean-Claude Asphe, ardent défenseur de « non à Maastricht ». Celui-ci revient justement, ce soir-là, du bal de la Saint-Valentin, aux Andelys, la commune de M. Deschaux-Beaume.

« Face à un grand personnage de l'Etat socialiste, je me considère comme l'outsider », dit cet ancien boxeur, reconverti dans le commerce. Lui reproche-t-on de ratisser, en compagnie de son suppléant, M. Bernard Tomassini, le plus à droite possible ? « J'ai été le premier maire à prendre des sanctions — contre l'un de mes adjoints, beau-père de Carl Lang, quand il est passé du RPR au Front national », se défend-il. Puis, tout aussitôt après, M. Asphe ajoute cet autre titre de gloire : « J'ai été condamné bien avant M. Baudis, le maire de Toulouse, à marier une Algérienne en situation irrégulière. » A Evreux, pendant ce temps, dans le petit local de la fédération du PS, on se dit ravi des audaces du nouveau candidat de la cinquième. Le lendemain, on se ravise : n'en ferait-il pas trop ? On espère surtout qu'entre la droite musclée et « l'eurocrate parfait » il y aura, fin mars, suffisamment de « déchets au centre », pour profiter à « l'ami Pascal ».

J.-L. S.

Les tribunes

de M^{me} Bredin

Parmi les élus de 1988, deux autres socialistes sont engagés dans des combats à l'issue incertaine. Ministre de la Jeunesse et des Sports et maire de Fécamp, M^{me} Frédérique Bredin fait l'admiration de ses voisins du Havre, aussi bien M. Rufenacht que M. Daniel Collard, premier adjoint au maire et candidat à la succession de M. André Duronema, le seul député communiste sortant du département, qui, âgé de soixante-cinq ans, a décidé de ne pas se représenter. Le jeune ministre a entraîné pour sa campagne nombre de sportifs et de membres du gouvernement. Elle distribue médailles et ballons et, bien sûr, l'autre jour, elle assistait, dans les tribunes, au match de football Le Havre-Marseille. « On peut dire qu'elle se démène », commente M. Collard, « mais elle en fait peut-être un peu trop pour les choix », ajoute un proche de M. Laurent Fabius. Élu en 1988 avec moins de neuf cents voix d'avance sur M. Charles Revet, alors député (UDF-PR) sortant, M^{me} Bredin va retrouver le même adversaire, mais dans un contexte électoral moins favorable à la gauche.

Ancien président de l'université de Rouen, M. Dominique Gambier se trouve également dans une situation rendue plus difficile par le reflux socialiste. Après un échec aux élections municipales à Déville-lès-Rouen, il retrouve son adversaire de 1988, M. Pierre Albertini, maire (UDF) de Mont-Saint-Aignan, qu'il n'avait battu que de 154 voix. Son atout principal réside dans les dégâts que pourrait causer la candidature « sauvage » de M. Gérard Simon, ancien secrétaire départemental du RPR et conseiller général de Mont-Saint-Aignan.

Les autres députés socialistes sortants ne sont pas pour autant à l'abri d'une mauvaise surprise. Selon les plus précises de certains responsables de la fédération de Seine-Maritime du PS, le nombre de réélus pourrait se limiter à quatre : le premier secrétaire, M. Laurent Fabius, pour lequel la seule incertitude serait

Moi, je veux **de l'espace** et une ville moins encombrée !
PLUS de transports en commun, c'est PLUS de trottoirs pour marcher.



SOCIÉTÉ

JUSTICE

Cité dans le rapport parlementaire sur la Mafia

M. Giacomo Pagano a été remis à la police italienne

M. Giacomo Pagano, mis en cause par la commission d'enquête parlementaire sur les activités de la Mafia en France, a été remis samedi 20 février à Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes) sur ordre du ministre de l'Intérieur. Il a été aussitôt reconduit à la frontière pour être remis aux autorités italiennes. Depuis plusieurs mois, celles-ci souhaitent l'entendre afin de le confronter à deux mafieux siciliens «repentis», Leonardo Messina et Antonio Calderone, qui l'ont accusé d'être le représentant de Cosa Nostra à Grenoble.

GRENOBLE

de notre correspondant

M. Giacomo Pagano avait souhaité, il y a quelques jours, prendre quelques distances avec le «milieu» grenoblois qui l'incommodait. Toujours étroitement surveillé par la police malgré les affirmations du procureur général de Grenoble,

M. Michel Albarède, qui avait déclaré le 2 février (1) avoir fait stopper les enquêtes dès la publication du nom de ce résident italien dans la presse, et très sollicité par les journalistes qui souhaitaient le rencontrer, M. Pagano s'était donc réfugié chez des amis installés sur la Côte d'Azur.

C'est là que les policiers l'ont interpellé, samedi 20 février, avant de le reconduire à la frontière franco-italienne. Depuis une condamnation pour proxénétisme et une autre pour recel de bijoux datant de 1981, M. Pagano faisait l'objet d'un arrêté d'expulsion qui fut à l'époque exécuté. Il avait alors abandonné le bar qu'il possédait à Grenoble et regagné sa ville natale de Sommatino en Sicile. Mais il était revenu vivre en France en 1991 auprès de son épouse française, sans alors éveiller les soupçons de la police.

L'homme, âgé de cinquante-cinq ans, qui semble vivre très modestement, disait avoir été employé, jusqu'à ces derniers mois, dans une entreprise de déménagement. Aujourd'hui au chômage, il prétendait vivre grâce à la pension d'invalidité versée à son épouse, d'un montant de 3 400 francs, et des revenus issus

d'un des deux modestes appartements qu'il possède à Grenoble et dont le loyer s'élève à 2 100 francs.

«Plaque tournante»

Lors des rares entretiens qu'il a accordés, M. Pagano, qui parle avec de grandes difficultés le français, a vigoureusement écarté les accusations portées contre lui. Il n'a, affirme-t-il, aucun lien avec la Mafia, même s'il reconnaît avoir fréquenté le chef présumé d'une des grandes familles mafieuses de son village, Calogero Pulci. «Sommatino est une petite ville jelle compte 8 000 habitants», il est donc naturel que tant le monde se connaisse. Mais je suis convaincu que mon ami n'a rien à voir avec la Mafia. Les policiers italiens en doute comme ils s'interrogent sur le rôle précis joué par M. Pagano qui figure sur une liste de 267 personnes soupçonnées d'appartenir à cette organisation et dont 263 ont déjà été arrêtées.

M. Bertrand Galley, député PS, rapporteur de la commission parlementaire sur la Mafia en France que préside M. François d'Aubert (UDF),

se fonde sur des informations fournies par la police italienne mettant en évidence le rôle joué par M. Giacomo Pagano, pour avancer plusieurs hypothèses. Ce dernier outre «un travail mafieux notamment à base de racket sur le département de l'Isère» serait également «la plaque tournante entre l'Allemagne et l'Italie d'un trafic où il pourrait être question de vente d'armes, de circulation d'argent sale et d'utilisation de la zone grenobloise comme base arrière logistique pour la Mafia italienne et notamment sicilienne», déclare M. Galley.

Cette dernière hypothèse avait été récemment avancée par certains magistrats du parquet de Grenoble. L'un d'eux affirme, «Des sociétés comme la Cosa Nostra fonctionnent comme des bases arrière où l'on se montre relativement discret. Grenoble, grâce à sa forte et très soudée communauté italienne, peut parfaitement exercer ce rôle. Des correspondants de l'honorable société ont pu investir certains milieux. Depuis quelques jours, les policiers du SRP Rhône-Alpes ont accru le nombre de leurs investigations dans la ville et son agglomération. Elles portent notamment sur les secteurs de l'immobilier et la restauration dans lesquels l'influence des représentants de la communauté italienne est forte.

M. Bertrand Galley s'est pour sa part étonné, dimanche 21 février, du peu d'empressement mis par la police et la justice grenobloise pour traiter les affaires relatives à la Mafia. «La véritable enquête confiée à la police judiciaire a commencé à la suite de notre rapport. On est en droit de s'interroger sur cette espèce de semi-impunité dont jouissent, depuis un certain temps, Pagano, l'ami de son frère, et d'autres. L'ami de son frère, très sérieux sur le travail fait par la police et la justice du département de l'Isère. Les déclarations tout à fait ahurissantes du procureur général montrent que cette affaire n'est pas claire. Il prétend qu'il y a des années que l'on fait des enquêtes. C'est faux. Si nous n'avions pas notre rapport, Pagano continuerait à se promener à Grenoble».

CLAUDE FRANCHILLON

(1) Le Monde du 3 février.

A la suite de plusieurs faits divers violents en Grande-Bretagne

M. Major appelle à une «croisade» contre la criminalité

Une succession de faits divers odieux impliquant des adolescents a provoqué une mobilisation des hommes politiques contre la violence. Le gouvernement britannique envisage l'ouverture d'établissements de rééducation pour jeunes adolescents, et le premier ministre appelle à une «croisade» contre le crime.

LONDRES

de notre correspondant

Le climat de violence engendré par une succession d'affaires particulièrement odieuses et la psychose d'insécurité dans les grandes villes sont responsables d'une mobilisation médiatique et politique en Grande-Bretagne. Le meurtre du petit James Bugler, âgé de deux ans, à Liverpool, (le Monde date 21-22 février), sert de prétexte pour justifier une action plus ferme de la justice et davantage de répression. Deux enfants de dix ans devaient comparaître, lundi 22 février, devant un tribunal de Liverpool, sous l'accusation d'enlèvement et de meurtre perpétrés sur la personne du petit James.

Que fera-t-on des jeunes inculpés s'ils sont condamnés ? C'est cette question, avant même que la justice se soit prononcée, qui est au centre de la controverse actuelle sur la criminalité. M. Major a fait dimanche des déclarations très fermes sur le sujet : «Je voudrais que le public lance une croisade contre le crime et change son attitude, passant de l'indulgence pour le crime à la considération pour la victime. Je pense fortement que la société doit condamner un peu plus et comprendre un peu moins», a ajouté le premier ministre. Le ministre de l'Intérieur, M. Kenneth Clarke, a estimé souhaitable que les tribunaux aillent à l'avant des pouvoirs «pour envoyer des petits délinquants juvéniles réellement mauvais et récidivistes, quelque part où ils seront mieux surveillés et où ils seront éduqués».

Actuellement, a-t-il indiqué, il

existe un vide juridique, puisque les tribunaux pour enfants ne peuvent condamner à une quelconque forme d'incarcération les enfants de moins de quinze ans. Le gouvernement envisage donc la création de nouveaux établissements de rééducation pouvant accueillir pendant une période de six mois à deux ans, des enfants âgés de douze à quinze ans. Le Parti travailliste est également partisan de renforcer la législation dans ce domaine, tout en étant hostile aux établissements spécialisés. Dix ans est l'âge minimum auquel un enfant peut être condamné pour un délit en Grande-Bretagne. Avant cet âge, la loi considère qu'il n'est pas responsable de ses actes. Entre dix et quinze ans, on estime que l'enfant ne peut faire la différence entre le bien et le mal et, en cas de jugement, c'est à l'accusation de prouver que le jeune accusé a agi en pleine connaissance de cause.

Record européen de jeunes délinquants

A partir de quinze ans, en revanche, la loi est applicable dans toute sa rigueur : un adolescent de quinze ans, coupable de viol (avec circonstances aggravantes), a été condamné, lundi 15 février, à une peine d'emprisonnement à vie. La Grande-Bretagne est le pays de la Communauté européenne qui incarcère le plus de jeunes délinquants : selon une récente étude, 20,7 % des prisonniers en Angleterre et au pays de Galles ont moins de vingt et un ans, contre 10,8 % en France, 7,8 % au Portugal et 5,6 % en Espagne. La plupart des experts dressent cependant un bilan critique des établissements de rééducation pour enfants, estimant que leurs peccadilles ont conduit deux fois plus de risques de commettre un nouveau délit ou crime que les enfants placés en garde dans un cadre municipal. 65 % des adolescents qui ont fréquenté un tel établissement ont été de nouveau condamnés dans les cinq années suivant leur libération.

LAURENT ZECCHINI

Plus de cinq ans après l'attentat meurtrier du supermarché Hipercor

Arrestation à Toulouse d'un membre présumé du commando Barcelone d'ETA

Les enquêteurs de la police judiciaire ont arrêté samedi 20 février, dans un café du centre de Toulouse, M. Rafael Caride-Simon, quarante-sept ans, présenté comme un responsable de l'organisation clandestine basque ETA. Recherché depuis dix ans, tant en Espagne qu'en France, il aurait dirigé plusieurs mois durant à la fin des années 80 un commando en Catalogne qui aurait l'autour d'un des plus sanglants attentats perpétrés outre-Pyrénées.

BAYONNE

de notre correspondant

Vingt et un morts et quarante-deux blessés : l'engloie qui expose le 19 juin 1987 dans le supermarché Hipercor de Barcelone secoue par sa gravité toute l'Espagne alors en pleine campagne pour les élections municipales. Cet attentat est rapidement attribué par les autorités à l'organisation clandestine basque ETA, et, plus précisément, à son commando Barcelone. Ce groupe avait pris pour cible des objectifs susceptibles, selon ses responsables, d'ameener le gouvernement de Madrid à négocier avec l'ETA sur ses revendications.

En agissant notamment en Catalogne, région alors en pleine préparation des Jeux olympiques de 1992.

Vivement condamné de toutes parts, cet attentat avait même suscité la réprobation de la coalition indépendantiste basque Herri Batasuna (Unité populaire), habituellement identifiée comme le bras politique d'ETA. Celle-ci avait soutenu avoir prévenu la police suffisamment tôt avant l'explosion pour que le magasin pût être évacué. Toujours est-il qu'à la suite de cette opération le groupe armé était revenu à des actions dirigées presque uniquement contre la police, la guardia civil ou l'armée espagnole.

Ainsi, ce même commando Barcelone de ETA aurait signé, en décembre 1990, dans la ville catalane de Sabadell un attentat contre une fourgonnette de la guardia civil où six fonctionnaires avaient trouvé la mort. Puis, en mars 1991, une voiture piégée explosait contre une caserne de la même guardia civil à Vie, à 80 kilomètres au nord de Barcelone : neuf personnes avaient péri, dont quatre enfants. Finalement, les unités spéciales de la police avaient réussi à localiser le commando et, après un assaut meurtrier, à le démanteler.

M. Rafael Caride Simon avait jusqu'à présent échappé aux recherches.

Les Jeux olympiques se sont déroulés dans le calme l'an passé en Catalogne, mais l'ombre de cet attentat est demeurée présente dans l'esprit de bien des responsables espagnols. Avec sa capture, c'est donc tout un pan de l'actualité récente de l'action d'ETA qui revient en pleine lumière avec l'un de ses épisodes les plus sanglants : l'explosion d'une bombe au supermarché Hipercor.

Survenant après la découverte, le dimanche 14 février 1993, de la cache-attache de Bidart, en Pays basque français (le Monde des 17 et 18 février), l'arrestation de M. Rafael Caride Simon est saluée dans les médias espagnols comme un coup très dur porté à ETA. C'est que certains d'entre eux qualifient de «mercenaire naïf de Galice» ne serait pas une figure de proue de l'organisation mais au moins le responsable d'un de ses commandos les plus déterminés.

MICHEL GARICOIX

La découverte d'un déficit de 35 millions de francs

La directrice du centre héliomarin de Berck-sur-Mer est inculpée d'escroquerie

LILLE

de notre correspondant

M. José Thorel, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Boulogne-sur-Mer, a inculpé, mercredi 17 février, d'escroquerie et abus de confiance, la directrice du centre héliomarin de Berck-sur-Mer, M^{me} Miebèle Sadoulet. Celle-ci a été placée sous mandat de dépôt et écrouée à la maison d'arrêt de Valenciennes.

Cette inculpation est l'aboutissement d'une instruction déclenchée en juillet dernier par le dépôt d'une plainte contre X, à l'initiative du préfet du Pas-de-Calais, M. Jean-Claude Marzin. Cette plainte faisait suite à une enquête administrative menée par les direc-

tions régionales et départementales de l'action sanitaire et sociale, qui avaient mis en lumière une évacuation de fonds au centre héliomarin pour un montant estimé alors à quelque 35 millions de francs.

Etablissement privé géré par une association, l'Union des établissements héliomarins de Berck, dont le siège est à Bordeaux, le centre a dû déposer son bilan. En déficit depuis plusieurs années, il était régulièrement en désaccord avec son autorité de tutelle, la DDASS, sur le montant de son budget annuel. Il faisait d'ailleurs régulièrement appel depuis 1989 devant la commission interrégionale de tarifications sanitaires et sociales de Nancy et avait, explique-t-on au centre, obtenu satisfaction : 8 mil-

lions supplémentaires en 1989, onze en 1990. 16 millions étaient espérés pour 1991. Pour 1992, le préfet a, une nouvelle fois, refusé d'augmenter le budget, reconduisant purement et simplement celui de l'année précédente, arguant des conclusions de l'enquête administrative et de son dépôt de plainte.

Notamment spécialisé dans l'accueil et la rééducation des polytraumatisés de la route, le centre héliomarin de Berck dispose de quatre cent quarante lits et emploie sept cent cinquante salariés. Un administrateur judiciaire devrait très rapidement être nommé par le tribunal de grande instance d'Arras.

JEAN-RENÉ LORE

Le juge Thierry Jean-Pierre continuera à instruire le dossier Henlin

La cour d'appel d'Angers a rejeté, vendredi 19 février, la requête du juge Thierry Jean-Pierre qui souhaitait être dessaisi du dossier des fausses factures qui l'a récemment conduit à s'interroger au prêt sans intérêt consenti par l'homme d'affaires Roger-Patrice Pelat à M. Pierre Bérégovoy (le Monde date 4-5 février).

Le magistrat manœuvre continuera donc à instruire, contre son gré, l'affaire des fausses factures de l'entreprise de travaux publics Henlin. Une affaire dont les ramifications politico-financières l'avaient successivement conduit à s'interroger à l'entreprise de

travaux publics Campenon-Bernard, ou promoteur Christian Pellerin, à Roger-Patrice Pelat et au prêt sans intérêt que cet ami intime de M. François Mitterrand avait consenti, en 1985, à M. Pierre Bérégovoy. Ce dernier aspect du dossier échappe désormais à la curiosité du magistrat manœuvre. Sur ordre du garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, qui estimait que Thierry Jean-Pierre était sorti des limites de sa saisine, le juge a été pré-récomposé de ne plus s'interroger à la poursuite du dossier concernant les modalités du prêt consenti à M. Bérégovoy.

l'inculpation des agresseurs du délégué de France Plus en Corse. — Deux frères, Philippe et André Canas, âgés respectivement de vingt-cinq et vingt-quatre ans, ont été inculpés et écroués samedi 20 février à Ajaccio (Corse-du-Sud) à la suite de l'agression commise le 15 février contre le délégué régional de France Plus en Corse, M. Mohamed Zoufir.

Le chef d'inculpation n'a pas été précisé. Selon les enquêteurs de la gendarmerie, il ne s'agit pas d'une agression raciste, mais d'une expédition punitive liée à une dette que le responsable de France Plus refusait de payer. Sur son lit d'hôpital, M. Mohamed Zoufir avait expliqué aux enquêteurs avoir été pris en auto-stop par deux jeunes gens qui l'avaient déposé sur une route déserte avant de tirer plusieurs coups de feu dans sa direction. Blessé au cou le jeune homme était parvenu à prendre la fuite. Il resta hospitalisé à Ajaccio mais on indique de source médicale que ses jours ne sont pas en danger.

Codamnation confirmée pour les parents du petit Yoann. — La cour d'appel de Rennes a confirmé, jeudi 18 février, un jugement du tribunal correctionnel de Rennes, en date du 16 juillet 1992, qui avait condamné les parents du petit Yoann, adeptes de la secte Sahaya yoga, à trois mois de prison avec sursis. Les parents mariés dans la secte avaient éboisé, en avril 1990, d'envoyer leur fils dans une école internationale de la Mère divine (Shri Mataji, une Indienne de soixante-neuf ans, vénérée dans son pays), construite à Dharmasala. Il avait fallu l'intervention des grands-parents pour mettre fin à cette éducation dont l'enfant se plaignait. Retenant, comme les premiers juges, les griefs de manque de direction nécessaire et d'abandon du devoir éducatif, la cour d'appel a considéré que les parents avaient gravement compromis la santé et la sécurité de l'enfant. — (Corresp.)

L'affaire de Bruay-en-Artois

La plainte de la famille Dewèvre déclarée recevable

La plainte déposée le 4 février dernier par la famille de Brigitte Dewèvre, assassinée en avril 1972 à Bruay-en-Artois (Pas-de-Calais), a été déclarée recevable par M^{me} Marie-Hélène Valensi, doyen des juges d'instruction de Béthune. Un arrêt de la Cour de cassation du 20 mars 1981 ayant interdit aux époux Dewèvre d'agir seuls, une nouvelle plainte ne pouvait émaner que du ministère public. M^{me} Gonzalez de Caspard, l'avocat de la famille, a porté plainte contre X, en écartant le notaire de Bruay et Jean-Pierre F., qui avaient bénéficié de non-lieu.

M. et M^{me} Dewèvre avaient décidé de déposer une nouvelle plainte à la suite d'un courrier envoyé par un détenu de la maison d'arrêt d'Evreux. Ce dernier aurait enregistré des confidences recueillies à l'époque du meurtre. La santé mentale du détenu ayant été mise en cause, une expertise psychiatrique a été demandée.

Votre emploi et vos droits

Consultez, 24 h sur 24, par MINITEL, code d'accès direct :

3629 1968

• Les CONVENTIONS COLLECTIVES en texte intégral
• Le code du travail
• La jurisprudence

Les Presses de la République

Le Comité, c'est 150 villes en France, 150 réseaux, des institutions, des industriels du transport qui agissent ensemble pour développer et moderniser les transports en commun.

Groupement des Autorités Responsables de Transport, Union des Transports Publics, Syndicat des Transports Parisiens, AFT-IFIM, CGA, Engieff, GEC Alsthom, Gréau, Heuliez Bus, J.C. Decaux, Kässbohrer France, Matra transport, Renault Vehicules Industriels, Sofreco, Sunk, UAP Prévention. Avec le soutien du Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie.

ENVIRONNEMENT

Après la publication d'un rapport parlementaire

M^{me} Royal lance un ultimatum aux professionnels de la santé pour l'élimination des déchets hospitaliers

A l'occasion de la publication du rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques sur les déchets hospitaliers et médicaux, présenté le 19 février à Grenoble par M. Michel Dastot, député (PS) de l'Isère, le ministre de l'environnement, M^{me} Ségolène Royal, a lancé un ultimatum aux professionnels de la santé et aux élus locaux pour qu'ils prennent mieux en compte le collecte et l'élimination de déchets qui peuvent être dangereux.

GRENOBLE

de notre correspondant

L'élimination des déchets produits par les hôpitaux, les laboratoires et les cabinets médicaux commence à mobiliser l'opinion et les pouvoirs publics, notamment depuis la découverte de l'importation illégale de

déchets hospitaliers allemands durant l'été 1992. Le problème a fait l'objet d'un rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques qui vient d'être rendu public.

Les auteurs de ce document estiment à 700 000 tonnes la production annuelle des établissements hospitaliers ou pharmaceutiques français, dont la moitié est directement liée aux activités de soins ou de recherche médicale. Sur cette moitié, 70 000 tonnes environ sont jugées « à risques », en raison de la présence de sang et de ses dérivés, de résidus des soins opératoires, de seringues et de tubes à essai.

Le volume des déchets médicaux et hospitaliers apparaît faible si on le compare aux ordures ménagères (20 millions de tonnes) et aux résidus industriels (150 millions de tonnes dont 18 millions de déchets spéciaux). Les dangers que présentent les déchets issus des activités de soins sont difficiles à évaluer, mais ils évoquent pour le public le risque

du sida ou de l'hépatite, ce qui a un impact psychologique certain, affirme le signataire du rapport, M. Michel Dastot.

Celui-ci met en évidence l'insuffisance des recherches sur le comportement de ces déchets dans l'environnement et sur la capacité de résistance des germes pathogènes. Les principaux risques de contamination résulteraient essentiellement des possibilités de blessures. En revanche, il ne semble pas que l'on puisse craindre « en l'état actuel des connaissances, une épidémie provoquée par un épandage... illégal... de déchets contaminés dans une décharge », note le rapporteur.

Des incinérateurs vétustes

La réglementation en vigueur oblige aujourd'hui les établissements hospitaliers et assimilés à procéder à l'incinération de leurs déchets. Le rapporteur qualifie celle-ci d'« impropre » et de « vieillotte ». Selon

lui, les incinérateurs hospitaliers sont souvent vétustes et polluants. Ils ne parviennent pas à détruire tous les germes. Cinq à dix pour cent d'entre eux demeurent « actifs » dans les cendres, parce que le temps de chauffage n'est pas suffisamment long ou que la température n'a pas été portée à plus de 1 200 °C, comme pour l'élimination des déchets industriels les plus toxiques. En outre, ces installations sont rarement équipées de filtres pour le traitement des fumées et peuvent donc relâcher dans l'atmosphère des produits toxiques. Une douzaine d'usines de traitement des ordures ménagères sont aujourd'hui autorisées à accepter des déchets hospitaliers. Mais elles ne disposent pas toujours des équipements nécessaires pour le traitement des fumées les plus toxiques, qui exigent de coûteux investissements, de l'ordre de 30 à 60 millions de francs (1).

Le rapport de l'Office parlementaire relève que d'anciens techniques permettent d'éviter l'incinération : l'utilisation des produits désinfectants (les déchets médicaux peuvent alors rejoindre le circuit normal d'élimination des ordures ménagères) ; le bombardement électronique, la vitrification, l'utilisation de micro-ondes ou de torches à plasma. Le rapporteur s'interroge d'autre part, sans pouvoir apporter de solution définitive, sur la dissémination des déchets médicaux, en raison de la dispersion des praticiens dans les villes et les campagnes.

M. Dastot réclame, par ailleurs, une plus grande implication des collectivités locales dans la collecte et le traitement des déchets médicaux. Cela ne décharge nullement de leur responsabilité, juridique mais aussi morale, les producteurs (hôpitaux, pharmaciens, médecins, laboratoires), qui devront supporter une partie de la charge financière qui en résulte.

Le ministre de l'environnement, M^{me} Ségolène Royal, a donné un délai de dix mois à l'industrie pharmaceutique pour faire ses propositions de financement, faute de quoi sera créée une taxe comparable à celle des ordures ménagères. Les régions, elles, ont dix-huit mois pour mettre en place des plans d'élimination.

CLAUDE FRANCILLON

(1) Le prix de traitement des déchets hospitaliers est d'environ 1 500 francs la tonne.

RELIGIONS

Le nonce apostolique convoqué par le ministre néerlandais des affaires étrangères

Polémique entre La Haye et le Vatican à propos de l'euthanasie

L'Osservatore romano a réagi vivement, samedi 20 février, à la convocation par le ministre des affaires étrangères des Pays-Bas du nonce apostolique à La Haye, Mgr Henri Lemaître. Cet incident diplomatique fait suite au commentaire d'un responsable de la Curie romaine après le vote par les députés néerlandais d'un projet de loi autorisant, à des conditions strictes, l'euthanasie (le Monde du 12 février).

LA HAYE

de notre correspondant

Un ministre protestant sermonnant officiellement un diplomate catholique : ce face-à-face devait avoir lieu en début de semaine à

Livraison de drogue à domicile aux Pays-Bas

Le haschisch par coursier

AMSTERDAM

de notre correspondant

Difficile de ne pas le voir imprimé en lettres vert criard sur fond jaune, l'autocollant est placé sur une boîte aux lettres rouge vif, à l'entrée de la zone commerciale piétonnière Le Sabot, à Zeist. Cette ville moyenne du centre des Pays-Bas est au milieu de la toile d'araignée que tisse alentour Softexpress. Une société de messageries ? Le texte de l'autocollant est moins parlant que son logo : une feuille dentelée de cannabis. Softexpress fait du portage à domicile de haschisch.

Les commandes se passent par téléphone « de midi à minuit du lundi au vendredi, de midi à 2 heures du matin le week-end » et le service est rapide : le téléphone sonne dans la voiture du coursier. Son échoppe roulante est bien approvisionnée : de l'afghan, du wiet néerlandais, du marocain, du spounik. Le poids des doses varie de 1,5 gramme à 1,9 gramme, mais leur prix est invariable : 25 florins (1). C'est plus facile pour rendre la monnaie, et c'est le montant minimum d'une commande, au prix du carburant...

Les « coursiers de l'herbe » sont de plus en plus nombreux et de moins en moins discrets. Un dépliant est dernièrement tombé dans certaines boîtes aux lettres de La Haye. Son illustration grossière montre un homme à la coiffure rasta en train d'allumer son « joint » à la flamme qui jaillit d'une Harley-Davidson pétaradante : livraison des clients à domicile « sept jours sur sept, 24 heures sur 24 ».

Ces forains du haschisch sont-ils des petits entrepreneurs indépendants ou les VRP de commissions bien organisées ? Quel est leur nombre ? Le phénomène est encore trop récent pour être saisissable. Il a pris son essor après un proche original, en avril dernier, qui vint une belle publicité au fondateur d'un étal du haschisch à Eindhoven (le Monde du 22 avril 1992). L'idée n'a visiblement pas tardé à faire des émules.

« Il y avait un filon, l'esprit commercial national et fait le reste », explique-t-on au ministère de la justice, non sans grincer des dents. C'est en effet au moment même où les Pays-Bas ont entre-

pris de lutter contre les excès de la tolérance dont jouissent depuis une quinzaine d'années les décrets mais célèbres *coffee-shops* (2) que leur version roulante se développe. Bien sûr, la loi prohibe ce type d'initiatives. Plus précisément, elle interdit que les services de livraison à domicile fassent de la publicité ; d'ailleurs, la « taxi » d'Eindhoven avait reçu le feu vert de la justice parce que son numéro de téléphone circulait sous le manteau. De la nuance subtile à l'hypocrisie...

La culture du chanvre s'est développée

De quoi nourrir les réflexions de l'assemblée des procureurs généraux qui présentent en avril un plan de répression des déviances de la politique des *coffee-shops*. Leur nombre aurait doublé sur le plan national, passant de 1 000 à 2 000, à parfois triple, comme à Bois-le-Duc (de 5 à 15 en dix-huit mois). Cause ou effet ? La culture d'un chanvre national d'excellente qualité s'est en tout cas simultanément développée, devenant même, avec quelque 25 tonnes par an, le système de production marchande néerlandaise.

Après celui de la commission sénatoriale française Larcher, en décembre dernier, un rapport de l'Organisation internationale de contrôle des stupéfiants, dépendant de l'ONU, vient de dénoncer la situation aux Pays-Bas, qui seraient en passe de devenir le plus important producteur européen de cannabis. Piqué au vif, La Haye a réagi en faisant valoir que la répression était déjà en marche : les descentes de police dans les *coffee-shops* se multiplient, de même que les mesures de fermeture administrative. Les agriculteurs du *hasch* ne peuvent plus cultiver tranquillement leur jardin : 54 exploitations ont été démantelées en 1991, aboutissant à la destruction de 68 000 pieds de cannabis et à la perte, pour les producteurs, de plus de 600 millions de francs.

CHRISTIAN CHARTIER

(1) Environ 75 francs.

(2) Cafés dans lesquels la vente du haschisch et de la marijuana est tolérée à certaines conditions : pas de drogues dures, pas de clients mineurs, des quantités limitées et pas d'affichage ostensible.

MÉDECINE

Le dépistage du sida

Une mise en garde contre le mélange des sérums sanguins

M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, a rendu public, le vendredi 19 février, une étude réalisée par le Laboratoire national de la santé sur la conséquence du « pooling » (mélange) des sérums sanguins des personnes chez lesquelles on recherche les traces de l'infection par le virus du sida. L'association Act Up avait révélé, fin janvier, qu'un laboratoire parisien d'analyses médicales avait recouru à une telle pratique (le Monde du 2 février). Selon les conclusions du Laboratoire national de la santé, celle-ci est dangereuse, dans la mesure où elle fait courir le risque de ne pas diagnostiquer des cas de séropositivité.

La révélation de la pratique du « pooling » par le laboratoire d'Artois (XVI^e arrondissement de Paris) avait conduit M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, et M. René Teulade, ministre des affaires sociales, à demander, le 29 janvier, à la direction de l'action sanitaire et sociale de Paris un contrôle « à toute urgence ». Le laboratoire faisait par ailleurs l'objet d'une « suspension temporaire » d'exercice d'une durée d'un mois par arrêté préfectoral (le Monde du 3 février). Entre autres questions soulevées par cette affaire, figure au premier chef celle des conséquences d'une telle technique quant à la fiabilité des résultats fournis.

Les docteurs Philippe Gascon et Philippe Tombeck, directeurs du laboratoire d'Artois, reconnaissent avoir recouru, depuis 1991, à un « pooling » de quatre sérums de quatre personnes différentes et précisent également avoir recouru, pour l'examen, à deux tests dits « rapides », tests fournissant une réponse beaucoup plus rapide que les tests habituels (1). « Les tests que nous employons sont parmi les plus performants de ceux utilisés sur le marché », expliquent-ils, fournissant par ailleurs une série de références scientifiques pour démontrer que la méthode du pooling a fréquemment établi son intérêt et son efficacité.

Pour les spécialistes internationaux de virologie, les arguments avancés par les responsables de ce laboratoire sont contestables. Ces spécialistes soulignent notamment que la plupart des références scientifiques concernent des tests dits de première génération qui imposent une dilution préalable des sérums, ce qui n'est plus le cas avec les techniques modernes.

Le risque d'un résultat faussement négatif

La publication de l'étude menée par le Laboratoire national de la santé mettrait-elle un terme à ce débat (2) ? Signé du docteur Alain Leblanc et de M^{me} Laurence Mouillot, cette étude a porté au total sur quatre cents tests. Il s'agissait là d'étudier l'influence du « pooling » des sérums sur la fiabilité des résultats obtenus dans la détection des anticorps dirigés contre les virus (HIV 1 et HIV 2) du sida. Le protocole de cette étude reproduisait la méthode mise en œuvre au sein du laboratoire d'Artois à partir des tests Abbott et Orto. « Au terme de cette

étude, au cours de laquelle près de quatre cents tests rapides unitaires ont été effectués, il apparaît que l'utilisation de deux tests rapides pour la détection des anticorps anti-HIV entraîne une perte de sensibilité importante puisque, dès le mélange de deux sérums, on court le risque de rendre un résultat faussement négatif », concluent les responsables du Laboratoire national de la santé. En d'autres termes, le « pooling » des sérums peut conduire à affirmer qu'un sujet est séronégatif alors même qu'il est contaminé par le virus du sida.

Les auteurs de l'étude estiment d'autre part que l'association d'un test « rapide » et d'un test « classique », « bien que conforme au libellé de la nomenclature », n'est pas plus utilisable pour examiner des sérums épris « pooling ». Une conclusion qui pourrait avoir rapidement d'importantes conséquences, dans la mesure où elle sous-entend que les contraintes imposées par la nomenclature aux laboratoires d'analyses biomédicales ne sont pas en adéquation avec les intérêts de la santé publique.

L'autre aspect de cette affaire concerne sa dimension financière. On indique, dans l'entourage de M. Kouchner, que le laboratoire d'Artois, « bien que conforme aux comportements similaires », pourrait faire l'objet d'un déconvenement par la Sécurité sociale.

J.-Y. N.

(1) « Les tests rapides sont des tests unitaires qui n'ont pas été conçus pour être des tests de laboratoire, soulignent les responsables du Laboratoire national de la santé. Ils n'ont ni la sensibilité ni la spécificité des tests classiques et les notices d'utilisation de ces produits précisent bien qu'ils ne doivent pas être utilisés seuls mais associés à un autre test du même type ».

(2) Dans une assignation en référé, délivrée le 17 février devant le tribunal de grande instance de Paris, les responsables du laboratoire d'Artois réclament la constitution d'un collège d'experts chargés notamment d'évaluer la fiabilité des résultats fournis par ce laboratoire en matière de dépistage de l'infection par le virus du sida. Les deux médecins directeurs de ce laboratoire font d'autre part l'objet d'une procédure disciplinaire devant le conseil de l'ordre des médecins après plainte de la direction de l'action sanitaire et sociale.

SCIENCES

La mort de Bernard Feld, l'un des pères de la bombe A. Le chercheur américain Bernard Feld est mort à New-York, vendredi 19 février, à l'âge de cinquante-trois ans. Collaborateur d'Enrico Fermi et de Leo Szilard à l'université de Chicago et au laboratoire de Los Alamos (Nouveau-Mexique), il avait participé, pendant la guerre, à la mise au point de la première bombe atomique. Devenu militant antinucléaire après les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki, il contribua au lancement du mouvement Pugwash, fondé à l'initiative d'Albert Einstein et Bertrand Russell pour alerter les populations sur les dangers d'une guerre nucléaire. Professeur de physique au Massachusetts Institute of Technology (MIT) jusqu'en 1990, Bernard Feld s'était opposé publi-

quement, dans les années 80, au programme militaire du président Reagan.

Le Japon : lancement d'un satellite d'observation astronomique. Un satellite scientifique japonais destiné à étudier l'évolution de l'univers a été lancé, samedi 20 février, de la base spatiale de Kagoshima (île de Kyushu). D'une valeur de 10 milliards de yens (460 millions de francs), Asaka - « Oiseau volant » - est équipé de quatre télescopes conçus pour capter les rayons X émis dans l'espace. Mis au point en coopération avec les États-Unis, cet engin de 420 kilos est le quatrième du genre à être lancé par le Japon depuis 1979. Son prédécesseur, Ginga, avait fonctionné en orbite de février 1987 à novembre 1991. (UPI, AFP, AP)

M^{me} Jeanne Calment, doyenne des Français

118 printemps

Sur le gâteau d'anniversaire trois chiffres en rouge qui ne permettent plus à M^{me} Jeanne Calment de fêter les 21 février dans l'intimité : 118. Les journalistes se sont bousculés pour honorer cette Arlésienne de cent dix-huit ans qui, en 1991, a été sacrée doyenne mondiale par le Livre Guinness des records. Vaine quête du secret de longévité.

Le docteur Victor Lèbre, le médecin traitant de « Manzane », surnom que lui avait donné son petit-fils, évoque une famille où l'on meurt vieux, mais parle aussi d'un humour et d'un mental solide qui lui ont permis de ne jamais se laisser écraser par la stress et de surmonter au mieux les épreuves. Enfant de la haute bourgeoisie, elle n'a jamais eu de gros soucis financiers, mais a tout de même connu des jours sombres : la mort accidentelle de sa fille unique à trente-six ans, puis celle, avant le trentenaire, du fils que cette dernière lui avait laissé à charge.

Depuis plusieurs mois, M^{me} Calment participe à une recherche

sur la mémoire menée par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale de Montpellier. Elle raconte ses souvenirs, se rencontre avec Vincent Van Gogh alors qu'elle avait quatorze ans et que le peintre venait d'achever ses pinceaux dans la boutique de ses parents, son mariage... Mais inutile d'essayer de lui faire parler des sujets qu'elle estime inconvenants : « Elle commente volontiers la cérémonie de son mariage, mais refuse de parler de son accouchement », explique le docteur Lèbre.

« Manzane » entend difficilement et une cataracte l'empêche de voir. Elle se déplace en fauteuil roulant, mais son esprit demeure vif, et la courtoisie qui la pousse à accepter les photographes ne l'empêche pas d'avouer : « La photographie me fatigue ». Quand l'assistance lui demande de chanter, elle y consent pour, l'esprit critique aidant, s'exclamer aussitôt : « Cette chanson est idiote ».

Début du ramadan au Proche-Orient dans le Maghreb et en France

Le ramadan, mois de jeûne pour les musulmans, a commencé lundi 22 février dans douze pays arabes du Proche-Orient : en Égypte, en Libye, en Jordanie, au Liban, en Arabie saoudite, en Irak, aux Émirats arabes unis, à Bahreïn, au Qatar, dans le sultanat d'Oman, au Koweït et au Yémen. Les musulmans d'Israël et des territoires occupés sont logés à la même enseigne. En revanche, c'est seulement mardi que le jeûne commencera en Tunisie, au Maroc et en Algérie ainsi qu'en Iran.

Le début du jeûne du ramadan, en France, a également été fixé au lundi 22 février par une commission nationale, réunie, à la Grande Mosquée de Paris, à l'initiative du docteur Dalil Boubaqueur, recteur. Cette commission, regroupant les principaux responsables des organisations musulmanes et des scientifiques, s'était réunie à la Grande Mosquée, dimanche soir 21 février, pour la « nuit du doute » qui précède rituellement le début du jeûne et consiste à observer l'apparition de la nouvelle lune.

مكتبة النسخ

Industrialiser,
moderniser,
globaliser,
informatiser,
les entreprises
ont déjà
beaucoup fait
pour leur
organisation.
Mais qu'ont-elles fait
pour générer
et fidéliser
une clientèle...

en l'air
pour courir

La culture de
l'est dévot

La Haye et le Vatican
de l'anthropologie

Le rôle du Président
de l'Assemblée en France

SPORTS

RUGBY : Tournoi des cinq nations

Les ailes coupées du jeu français

L'équipe de France de rugby a battu celle d'Irlande, 21-6, samedi 20 février à Dublin. Au cours d'une partie perturbée par un vent violent, les Français se sont imposés difficilement dans les dernières minutes de jeu, grâce à deux essais de Philippe Saint-André et Philippe Sella. Ils prennent ainsi la tête du classement du Tournoi des cinq nations à égalité avec les Écossais, nets vainqueurs des Gallois à Edimbourg, 20-0, grâce à la botte de leur capitaine Gavin Hastings. Le Quinze de France disputera la dernière rencontre du Tournoi contre les Gallois, le 20 mars au Parc des Princes.

DUBLIN

de notre envoyé spécial

Le principal événement de la rencontre venait d'avoir lieu. A la mi-temps, comme prévu, Français et Irlandais avaient changé de côté. Dans la bourrasque de Lansdowne Road, cela devait largement suffire à faire basculer le cours d'une partie sans suspense. Adossés aux rafales, le *french flair* n'avait plus qu'à bouter le *fighting spirit* hors du terrain. Tout occupé à souffler sur la flamme vacillante de son équipe, le public irlandais s'est-il alors rendu compte qu'un jeu étrange naissait sous ses yeux ? Une sorte de mouvement perpétuel dont le schéma tactique pourrait se résumer comme suit : touche en faveur des bleus ; remise en jeu ratée d'Avon Hueber ; ballon récupéré par les verts qui le transmettent à leur demi d'ouverture ; coup de pied en touche. Et

ainsi de suite pendant plus de trente minutes, avec quelques variantes, mêlées à cinq mètres ou attaques avortées, qui ne faisaient que retarder le coup de pied salvateur.

Après avoir inventé le jeu alternatif contre les Écossais – tout derrière pas à ce point leurs bonnes intentions, ne croisaient pas un tel gouffre entre les ambitions affichées et la réalité de leur jeu. Depuis le début de ce Tournoi des cinq nations, les Français ont subi la loi de la violence. Mais tout que le rugby se pratique l'hiver, dans des contrées dont les cieux déclinent toutes les nuances de gris, ces exécutés masqueront mal un vrai malaise.

Le panache de Saint-André

Il fut un temps où les pires conditions atmosphériques n'érodaient pas à ce point leurs bonnes intentions, ne croisaient pas un tel gouffre entre les ambitions affichées et la réalité de leur jeu. Depuis le début de ce Tournoi des cinq nations, les Français ont subi la loi de la violence. Mais tout que le rugby se pratique l'hiver, dans des contrées dont les cieux déclinent toutes les nuances de gris, ces exécutés masqueront mal un vrai malaise.

« Le vent est un élément perturbateur mais il fait partie du jeu », constatait Pierre Berbizier, qui ne se voulait pas dupe. Pour qualifier ces ballons tombés, ces erreurs de placement, ces mauvais choix tactiques,

l'homme de terrain de l'équipe de France emprunte volontiers un mot au jargon sportif : le « déchet ». Samedi, quinze Verts ne pouvaient pas faire moins que de souligner les difficultés du jeu français à se débarrasser de ces déchets encombrants. Face à un système défensif qui ne brillait guère par d'autres qualités que la vaillance, les trois-quarts français ne semblaient plus savoir à quel saint se vouer.

Heureusement, il leur reste un Saint-André. Pour bien signifier qu'il relevait quasiment à lui seul le panache de l'attaque, l'ailler mont-ferrandais avait poussé le zèle jusqu'à s'entourner de blase. Et son sens du devoir l'a conduit à passer trois fois la ligne adverse pour s'assurer de marquer un essai. Il y a deux ans, à Twickenham, une seule tentative lui avait suffi pour conclure une cavalcade de cent dix mètres, le dernier frisson offert par les Français aux tribunes. « Moi aussi j'aimerais continuer à faire rêver, expliquait-il, après son match contre l'Écosse. Mais le jeu évolue. Avant on créait le décalage et l'on ne repassait plus d'adversaire. Aujourd'hui, quand tu es franchi ton vis-à-vis, ce n'est pas fini. D'autres joueurs reviennent en travers pour le barrer la route. »

Comme lassé d'attendre que Didier Camberabero daigne donner son ballon, comme fatigué de voir ses partenaires s'entourner dans des combinaisons impossibles, Philippe Saint-André semble donc avoir décidé de se débrouiller tout seul. Samedi, il s'est inventé ses meilleures occasions en chipant la balle aux Irlandais, en flânant derrière ses avants. Ou en se livrant à sa nouvelle spécialité : la récupération de chaudières. L'ailler paralysait avoir fait son deuil des passes et du jeu de

ligne. Et ce n'est pas l'exemple de son alter ego, à l'autre bout de l'alignement tricolore, qui l'encourageait à compter sur ses camarades.

Au bout de huit sélections en équipe de France, Pierre Hontas semble toujours aussi surpris de recevoir un ballon que d'attirer l'attention d'un journaliste. Jadis, les lignes de trois-quarts français ressemblaient à une addition de vedettes. Avec l'ailler de Biarritz, elles sont entrées dans l'ère de l'anonymat.

Samedi, l'ailler passe-partout, a démontré qu'il ne parvenait pas à jouer les perce-muraille au sein de la sélection. Comme tétanisé par l'héritage de ses glorieux aînés, il s'est encore fascié avec constance sur le mur adverse. L'ailler ne manque pourtant pas de défenseurs. Serge Blanco, son ancien coéquipier de Biarritz, clame ainsi qu'il a vu réussir des courses foudroyantes, et même des cadrages-débordements, en championnat. C'est sans doute tout aussi véridique que le décalage qui existe entre la compétition nationale et un match du Tournoi. Et les sélectionneurs, qui se sont déjà penchés sur le cas Hontas après Franco-Ecosse, rechigneront peut-être une nouvelle fois à lui faire payer les errements de l'attaque française. Après tout, en jouant la prudence à outrance et en s'obstinant à refuser d'envisager l'avenir, ne sont-ils pas en passe de s'engorger dans le Tournoi des cinq nations ?

Les vraies questions au jeu difficile à jouer de cette équipe de France peuvent être encore évacuées un moment. Jusqu'à ce que sa route croise celle d'une des vraies puissances du jeu, venue de l'hémisphère Sud.

JÉRÔME FENOGLIO

Les résultats

FOOTBALL

Championnat de France

Première division

(vingt-septième journée)

Marseille b. Lens	2-0
Nantes b. Monaco	1-0
Paris-SG et Toulouse	0-0
Bordeaux b. Strasbourg	1-0
Saint-Etienne et Le Havre	0-0
Lille b. Auxerre	1-0
Lyon b. Montpellier	2-0
Sochaux et Nîmes	1-1
Metz b. Valenciennes	2-0
Caen b. Toulon	2-1
Classement. - 1. Marseille, 37 pts ;	
2. Paris-SG et Monaco, 35 ; 4. Nantes, 34 ;	
5. Bordeaux, 33 ; 6. Saint-Etienne, 29 ;	
7. Strasbourg, 28 ; 8. Auxerre et Lyon, 27 ;	
10. Sochaux, 25 ; 11. Montpellier, 25 ;	
12. Metz et Toulouse, 24 ; 14. Caen et	
Lens, 22 ; 16. Le Havre et Lille, 20 ;	
18. Valenciennes, 19 ; 19. Nîmes, 17 ; 20.	
Toulon, 16.	

Deuxième division

(vingt-septième journée)

GROUPE A

'Ailes et Perpignan	0-0
'Créteil b. Rodez	3-0
'Cannes b. Loulans-Cuiseaux	3-0
'Nice b. Martigues	2-1
Epinal b. 'Sedan	1-0
'Bastia et Charleville	0-0
'Annecy b. Ajaccio	1-0
Isntres b. 'Nancy	2-0
Classement. - 1. Martigues, 30 pts;	
2. Nancy, 29; 3. Cannes, 28; 4. Sedan,	
Bastia et Charleville, 27.	

GROUPE B

Guingamp et Dunkerque	1-1
Guingamp b. Red Star	4-0
*La Roche-sur-Yon b. Ancenis	1-0
Laval b. Lorient	3-2
*Angers b. Rennes	1-0
*Niort b. Le Mans	1-0
*Amiens b. Beauvais	1-0
Bourges et Châteauroux	1-1
Rouen b. Tours	4-0
Classement: 1. Angers et Rouen, 34 pts;	
3. Rennes, 31; 4. Beauvais et Niort, 30.	

ATHLÉTISME

Nouvel record du monde

pour Sergueï Bubka

Sergueï Bubka s'est battu son trente-quatrième record du monde du saut à la perche en franchissant 5,15 mètres, dimanche 21 février à Donetsk (Ukraine), sa ville natale, lors d'une réunion qu'il avait organisée. L'Ukrainien améliore d'un centimètre le record mondial qu'il avait porté à 5,14 m le 13 février à Ljéna. Également détenteur du record du monde en plein air avec 5,13 mètres depuis le 19 septembre 1992, il bat ainsi son dix-huitième record mondial en salle contre sauta en plein air.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

MÉDECINE

VOILE : Tour du monde en quatre-vingts jours

L'écueil des « quarantièmes rugissants »

Alors que six des sept concurrents encore en course dans le Vendée Globe, la course autour du monde en solitaire sans escale, ont doublé le cap Horn et entamé leur régate finale dans l'Atlantique jusqu'aux Sables-d'Olonne, les trois équipages lancés dans le défi du Tour du monde en quatre-vingts jours quittent l'Atlantique et abordent les « quarantièmes rugissants ». Avant même d'entrer dans l'océan Indien, deux d'entre eux ont pu mesurer les dangers de cette navigation au milieu des icebergs et des trains de dépressions (voir l'encadré ci-dessous).

Chantal a été le premier touché. Alors qu'il progressait, de nuit, à plus de 20 nœuds, à quelque 1 000 milles au sud-ouest du cap de Bonne Espérance, le grand trimaran d'Olivier de Kersauson a sans doute heurté un growler, un bloc de glace détaché d'un iceberg, indétectable au radar. Sous le choc, le trimaran a été déformé depuis l'étrave jusqu'au premier bras de liaison, sur près de neuf mètres. Après avoir essuyé une dépression avec des vents à plus de 50 nœuds et des creux de huit mètres, l'équipage de Chantal profite d'une accalmie pour tenter de rallier l'Afrique du Sud.

Un remorqueur, affrété par l'équipage d'assistance, a déjà quitté Le Cap pour l'escorter. Si la mer défonçait d'autres cloisons d'étanchéité du trimaran, le trimaran risquerait, en effet, de chavirer. Olivier de Kersauson n'avait pas écarté l'hypothèse d'une escale technique dans sa tentative. L'importance des travaux à effectuer condamne désormais son défi.

La dépression qui a malmené le trimaran d'Olivier de Kersauson aurait pu être fatale au catamaran de Bruno Peyron. Malgré ses résolutions de rester au nord des « quarantièmes rugissants », dans lesquels aucun catamaran ne s'était jamais aventuré, le skipper baïlois n'a pas résisté à la tentation de gagner quelques milles en descendant dans le sud. Le 17 février, *Commodore-Explorer* était pointé par 42°12' de latitude sud. Dès le lendemain, son équipage vivait

l'enfer avec des coups de vent atteignant 60 et même 70 nœuds dans les grains et des vagues de près de vingt mètres.

Ces conditions de navigation extrêmes ont, certes, déjà été vécues par les solitaires du Vendée Globe, qui ont traversé les océans Indien et Pacifique dans les « cinquantèmes hurlants », et ont même pour certains, comme Philippe Poupon, Yves Parlier ou Jean-Yves Haselein, dépassé le 60 sud. Mais, si les monocoques pouvaient chavirer et se redresser grâce au lest de leur quille, le chavirage d'un multicoque est sans recours. Comme il le racontait ensuite dans un télé, Bruno Peyron a eu vivre plusieurs fois cet incident au cours de quarante heures de chaos.

Revenir

sains et saufs

« Comme dans un cauchemar, la vague à une face arrive. Pourquoi une face ? Parce que, une fois arrivée tout en haut, je vois avec effroi que cette montagne n'est en fait qu'un gigantesque tremplin et qu'il n'y a aucune pente à redescendre, mais bien dix à douze mètres de vide. Le bateau bondit dans ce vide à plus de 30 nœuds. La moitié avant, soit près de treize mètres, plonge avec violence. La moitié arrière s'envole et commence à monter, emportée par l'inertie et la mousse de la déferlante. Dans un dernier sursaut, avant le crash, j'ai le temps de basculer à gauche avant que les safrans ne s'envolent, dans l'espoir qu'au moins une des deux coques puisse ressortir et faire basculer le tout. C'est ce qui se passe... »

Impressionné par cette mésaventure et par l'avarie de *Chantal*, l'équipage de *Commodore-Explorer*, a, semble-t-il, décidé de quitter les « quarantièmes rugissants » pour se rapprocher de la route suivie par *Enza-New Zealand*, l'autre catamaran de ce défi, qui progresse par 38° de latitude sud. Un nouveau train de dépression est, en effet, annoncé pour mercredi 24 février. Or, plus que jamais, Bruno Peyron et ses quatre équipiers ont deux priorités : revenir sains et saufs et ne pas casser le bateau.

GÉRARD ALBOUY

L'inégalité des deux hémisphères

Les conditions très difficiles de la météorologie et de la navigation sont dues à la configuration très particulière de l'hémisphère Sud. Celui-ci est essentiellement maritime, puisque n'a s'y évanouissent – et encore pas très au sud – que la très grande Australie et la patte Nouvelle-Zélande, les pointes de l'Afrique et de l'Amérique du Sud. En outre, la zone polaire est occupée par le continent antarctique, très grand (13 millions de kilomètres carrés), isolé des autres continents par de vastes étendues océaniques et recouvert sur 98 % de sa surface par une énorme calotte de glace, épaisse en moyenne de 2 000 mètres. Cette calotte glaciaire tombe directement dans la mer sur de très longues portions des côtes et donne ainsi naissance aux innombrables icebergs qui infestent l'océan austral.

Ne jamais oublier

la rotation de la Terre

Besucoup plus gros et plus nombreux que leurs confrères de l'Arctique, les icebergs de l'Antarctique peuvent être hauts de 200 mètres (dont 1/3 seul émerge) : certains sont longs de 150 kilomètres et larges de 40 kilomètres ! Rien d'étonnant donc à ce que ces icebergs monstrueux, at assés ceux qui sont moins gros ou déformés, mettent très longtemps à fondre et qu'on en voie, de taille encore imposante, jusqu'aux alentours et même sensiblement au nord du 50° parallèle sud.

Aux latitudes moyennes (du 40° au 60° parallèles) des deux hémisphères, la rotation de la Terre impose à la circulation atmosphérique de se faire grossièrement d'ouest en est. Dans l'hémisphère Sud, cette circulation n'est pas gênée, puisque l'océan Austral forme un anneau large et complet autour du conti-

nent antarctique. Ce continent, où se conjuguent les effets refroidissants de la latitude et de l'altitude, est surmonté d'un air extrêmement froid, donc lourd, il y a ainsi au-dessus du continent un anticyclone quasi permanent dont l'air s'écoule forcément vers les basses pressions caractérisant les latitudes moyennes des deux hémisphères.

Malgré la Terre tourne. Ce qui dévie tous les mouvements des fluides (air et eau) vers la gauche dans l'hémisphère Sud (vers la droite dans l'hémisphère Nord), il existe donc le long des côtes du continent antarctique (qui suivent grossièrement la 70° parallèle sud) un mince anneau de vent d'est en ouest qui court à l'arrière de l'air aussi approximativement d'est en ouest. Mais, très vite, les masses d'air et d'eau, continuant leur chemin vers le nord, sont prises dans le « grande dérivé » générale d'ouest en est des latitudes moyennes. D'où les tempêtes qui se succèdent entre les 60° et 40° parallèles sud. D'où les sobriquets inquiétants donnés à ces parages très difficiles par les premiers navigateurs qui s'y sont risqués : « Roaring Forties » (les « quarantièmes rugissants »), « Howling Fifties » (les « cinquantèmes hurlants »), « Screaming Sixties » (les « soixantèmes stridents »).

Bien entendu, la surface de l'océan Austral est entamée par ces vents extrêmement violents. A cet effet, la direction des courants superficiels est déviée vers la gauche – toujours la rotation de la Terre – par rapport à celle des vents. Cette déviation, qui est de l'ordre de 45°, ne gêne en rien la formation de très grosses houles quasi permanentes lors des tempêtes, très fréquentes et très violentes.

YVONNE REBEYROL

TENNIS : Open féminin de Paris

Monica Seles à plat

L'Américaine Martina Navratilova a gagné dimanche 21 février le premier Open féminin de Paris face à la numéro 1 mondiale Monica Seles (6-3, 4-6, 7-6). A trente-six ans, l'Américaine enlève ainsi la 163^e tournée de sa carrière et conforte son record absolu des victoires, messieurs et dames confondus.

A l'issue de la partie, Martina Navratilova est fraîche comme une rose. A trente-six ans, l'Américaine semble revenir d'une promenade vivifiante dans les rues de Paris. Les épaules voûtées, Monica Seles, de dix-sept ans sa cadette, accuse un revanche, une grosse fatigue. Les cornes qui lui mangent le visage ne sont pas à mettre sur le compte de sa défaite.

Certes, la partie a été éprouvante : deux heures quinze d'un tennis acharné où la numéro un mondiale n'a pas arrêté de courir vers le filet pour tenter de rattraper les amities de sa rivale, ou de reculer derrière la ligne de fond de court pour contrer, en vain, ses attaques profondes. Seles a été battue à son propre jeu : prise de vitesse quand elle est réputée pour sa ténacité. « Je suis crevée », explique la Yougoslave.

Monica Seles se livre depuis dix mois à un marathon quasi infernal. Dimanche, elle disputait à Paris sa

quatorzième finale consécutive depuis sa défaite en quarts de finale à Key Biscayne, en mars 1992. Au total, elle aura passé près de six mois sur les courts. Sur les trente-six compétitions qu'elle a disputées depuis deux ans, elle est parvenue trente-cinq fois en finale, enlevant vingt-quatre titres. C'est la rançon de sa domination : perce qu'elle est numéro un, elle doit défendre son titre quand ses adversaires sont à ses trousses. Elle doit aussi se plier aux exigences de ses sponsors ou de son agent qui lui confectionne son calendrier.

Après chaque rendez-vous, elle saute dans le premier avion, parcourt quelques milliers de kilomètres, franchit une poignée de fuseaux horaires pour aller chercher une autre victoire. Les programmes des deux finalistes parisiennes sont éditants. Dimanche 14 février, Seles battait Navratilova à Chicago avant de la retrouver à Paris. Auparavant, elle avait remporté les Internationaux d'Australie, le 30 janvier. Quarante-huit heures avant de visiter Chicago, Navratilova remportait elle la 162^e victoire de sa carrière à Tokyo.

« Je ne comprends pas comment Martina fait pour supporter aussi bien trois étapes aux climats et aux heures différents. Elle doit être plus résistante que moi », estime son adversaire. L'explication est plus simple. Aujourd'hui, Martina Navratilova ménage ses atouts. Depuis l'Open des États-Unis, en septembre, elle ne s'est ali-

gnée que dans huit tournois sur surfaces rapides qui conviennent mieux à son jeu de service-volée. Les rencontres y sont plus expéditives et elle peut espérer battre la nouvelle génération avant de s'essouffler.

Elle ne dispute plus que deux tournois du Grand Chelem. Elle ignore l'Australie, en début de saison. Cette année encore, elle ne s'alignera pas à Roland-Garros où elle n'est plus venue depuis 1988. La terre battue lui coupe les jambes et il lui faut désormais plusieurs semaines pour s'accoutumer au gazon. En juillet, elle tentera de ravir son dixième titre londonien.

La victoire de l'Américaine sur la Yougoslave, dimanche, est donc une victoire de la lucidité sur la fatigue. Plus affûtée et détendue que de coutume, Martina Navratilova a su anticiper les coups-massues de son adversaire, mieux lire ses trajectoires. La vue brouillée, les nerfs à vif, Monica Seles n'a pu compter que sur la force de ses traits frappés à deux mains.

Après sa victoire parisienne, Martina Navratilova va accorder cinq semaines de vacances à ses « avoirs ». Loin du tennis, elle va monter à cheval et perfectionner son ski. Monica Seles, elle va prendre une petite semaine de repos. « Les joueuses sont trop sollicitées, s'est-elle insurgée. Même les numéros un ont besoin de repos. »

BÉNÉDICTE MATHIEU

FOOTBALL : à Sully-sur-Loire

Match en eau trouble

ORLÉANS

de notre correspondant

Le vice-président du club de football de Sully-sur-Loire (Loiret), Marcel Léveillé, quarante-sept ans, a reconnu avoir contaminé les bouteilles d'eau déposées dans le vestiaire de l'équipe visitée de Sully (Loiret-Cher), lors d'un match de division d'honneur opposant les deux formations, le 14 février dernier.

Quelques minutes avant le coup d'envoi, les joueurs de l'AS Sully, qui caracolent en tête de leur championnat et affrontaient à Sully l'équipe locale, étaient rentrés au vestiaire après leur échauffement pour se désaltérer et se mettre en tenue. Ouvrant une bouteille d'eau minérale d'un pack qui se trouvait dans la local, l'entraîneur, Farid Bouabaza, et un joueur, Jean-Marie Maillard, trouvaient au liquide un goût bizarre et remarquaient que les

bouteilles des bouteilles avaient été percées. Après le match, les deux hommes se plaignaient de ne pas avoir été bien durant la rencontre – qu'ils avaient néanmoins gagnés par deux buts à un – et se sentaient encore « dans le brouillard », étaient allés porter plainte en compagnie du président de leur club, suivis peu après par le président du club sullylois.

Judi 18 février, Marcel Léveillé se présentait à la gendarmerie et indiquait avoir injecté du Valium dans les bouteilles suspectes, mises à la disposition des joueurs de Sully. Le résultat de nouvelles analyses et les suites éventuelles judiciaires devraient être connues ce début de semaine.

« Il devait être trop amoureux du club », à Sully, on semble ne pas en vouloir à « Marcel », qui a remis sa démission de son poste de vice-président ainsi que de celui de conseiller municipal, tandis que la

ligue de football du Centre, le suspendait de toute fonction sportive. Habitant juste en face du stade, Marcel Léveillé était sans doute possédé par sa passion bédouille. « C'est une personne excessivement dévouée, qui en faisait beaucoup trop. Il était avec moi depuis la création du club. Je crois qu'il a démissionné, plaide son président, Robert Baudet. Dans ce championnat, nous sommes cinquième sur douze, ce n'était pas la première place qui était en jeu et nous n'étions pas préoccupés par un maintien. Sully, c'est un club ami, je connais son président depuis longtemps. »

Le pelouse du stade Lionel-Jourdain est restée déserte ce week-end, à côté, à la coupe d'Or, où l'on vient boire un coup après les matches, la pelouse se désolait : « La foot dans les petits pays, c'est plus ce que c'était dans le temps ! »

RÉGIS GUYOTAT

هكمان الأصملي

... jusqu'à aujourd'hui?

customerize \ka'stamarajzə\ n.m. 1. Ensemble de moyens pour optimiser l'organisation d'une société, afin de répondre plus vite à l'attente de ses clients et de leur proposer à même d'en attirer de nouveaux. 2. Customizer la stratégie d'information d'une entreprise, exemple: étendre tout le potentiel de son système informatique aux succursales, agences, bureaux de réservation et de façon générale à tout point de contact de l'entreprise avec ses clients. 3. Ce que fait Unisys pour un nombre croissant de sociétés et d'organismes publics dans le monde entier. syn: satisfaction client, avantage concurrentiel, applications vitales, source de profits.

UNISYS

Nous voulons votre réussite.

THÉÂTRE

Shakespeare et la sainte diablesse

De la guerre de Cent Ans à la guerre des Deux-Roses en passant par Jeanne d'Arc... et un dessin de Plantu

HENRY VI
à Poitiers

La ville de Poitiers est le théâtre d'un événement rare : la présentation des trois trilogies en cinq actes de Shakespeare qui forment la trilogie de Henry VI. Stuart Seide marque ainsi, par un coup d'éclat, l'avènement du Centre dramatique Poitou-Charentes dont il est le directeur. Il y avait à Poitiers un organisme appelé Théâtre-scène nationale, dirigé par Denis Garnier, qui organisait, d'ailleurs au mieux, les vagues de spectacles créés à Paris et dans les régions. Il n'a pas disparu et joue encore son rôle. Mais Poitiers ne disposait pas d'un lieu autonome de vraie création. C'est à présent chose faite, et les débuts du Centre dramatique Poitou-Charentes, est Henry VI, restoré dans les mémoires des Poitevin : plus de huit heures de grand spectacle dans la version continue.

La trilogie Henry VI est la première œuvre dramatique de Shakespeare. Il avait vingt-sept ans. Cette pièce, d'un dynamisme et d'une énergie qu'il n'a pas toujours atteints, a été l'objet d'un barrage en France, sous le prétexte que Shakespeare y place sur la scène Jeanne d'Arc, et qu'il la présenterait comme une sorcière et une prosti-

tuée. Une sorcière, oui en effet, parce que les soldats anglais, à Orléans, à Patay, virent en elle un suppôt de Satan : l'apparition de Jeanne d'Arc sur son « palefroi » avec son étendard, même vue de loin, suscitait l'effroi dans les rangs anglais. Et le duc de Bedford lui-même, lorsqu'il annonça au roi Henry VI la mort de Salisbury le 24 octobre 1429 sur un rempart d'Orléans (épisode que raconte Shakespeare), annonça officiellement les « incantations d'une femme diabolique nommée la Pucelle », et parla d'un « disciple et finier du Diable appelé la Pucelle, lequel use de faux enchantements et sorcelleries ».

Quant à une « Jeanne prostituée », c'est faux : Shakespeare ne dit pas cela. Tout au plus imagine-t-il que Jeanne d'Arc, un moment, afin d'éviter le bûcher, essaie de faire croire qu'elle attend un enfant — seulement l'une des nombreuses inexactitudes historiques de cette pièce. Shakespeare jangle avec les dates, les lieux, invente une « entrevue de Jeanne et du duc de Bourgogne, un combat de Jeanne à Bordeaux, ainsi de suite. Henry VI est une œuvre d'imagination, et c'est la contraction imaginaire des faits, l'enchaînement imaginaire des choses, qui font de ces huit heures

d'aventures, de guerres, de meurtres, un « suspense » irrésistible.

Rencontre curieuse : cette présentation des trois Henry VI, fête rare, a lieu à Poitiers, ville qui fut le théâtre de l'un des événements majeurs de la « légende » de Jeanne d'Arc : « l'examen de Poitiers ». Jeanne était apparue le 1^{er} mars 1429 à Chinon, et, avant de la mettre à l'œuvre à Orléans, Charles VII l'envoya passer trois semaines dans cette ville, où il fut interrogé, entre autres choses, sur ses apparitions et ses vœux, par des docteurs en théologie (Poitiers était alors la capitale judiciaire de la partie du royaume non occupée par les Anglais, et Charles VII y avait installé son Parlement). Le « trou » majeur de l'histoire de Jeanne d'Arc est que le compte rendu n'a pas été retrouvé.

Le propos des trois Henry VI est la célèbre guerre des Deux-Roses, la lutte des York et des Lancastre qui s'arrachent le pouvoir. Guerres fratricides de pères en fils, conduites pour une part par une « Française », l'épouse du roi Henry VI, Marguerite d'Anjou (étrangement, Shakespeare omet de nous dire que Henry VI se fait tuer pour roi de France).

C'est l'accroissement brusque des guerres intérieures des Républiques



de l'Est de l'Europe, lesquelles se rapprochaient des combats fratricides de Shakespeare, qui ornaient Stuart Seide vers une réalisation de Henry VI. Puis c'est un dessin de Plantu, paru dans le Monde du mardi 19 novembre 1991, qui donna le vrai départ de l'entreprise. Évoquant les combats en Slavonie,

le dessinateur présentait trois figures, un « milicien vengeant son beau-frère tué en 1917 », un « soldat vengeant sa petite cousine violée en 1944 », un « bébé pensant à venger son père en 2023 ».

Stuart Seide a écrit une adaptation remarquable, vive, claire, chaude. L'appareil décoratif est

léger : juste de quoi planter les lieux. Léger, mais beau (décorateur : Charles Marty). Le dynamisme de la mise en scène et le fait que l'assistance soit passionnée sans pause tiennent pour beaucoup à l'entente évidente de tous les comédiens dans cette folle aventure. Ils sont vingt jeunes acteurs sur scène, à se partager cent quinze rôles. Citons Jean-Quentin Chotrol (le duc d'York), Caroline Froust (Jeanne d'Arc), François Lorquet (Charles VII, puis le duc de Clarence), Philippe Demarle (Henry VI), Pierre-Henri Puente (René d'Anjou, puis le si étrange Alexander Iden), Alain Rimoux (le cardinal Beaufort), Thierry Bosc (Gloucester), Cécile Garcia-Fogel (la reine Margaret), Dominique Charpentier (la duchesse de Gloucester)...

MICHEL COURNOT

► Henry VI sera repris au Théâtre de Gennevilliers, 41, avenue des Grésillons, métro Gabriel-Péri, à partir du 5 mars jusqu'au 10 avril. Les mardis et vendredis à 20 h 30. 1^{re} partie. Les mercredis et samedis à 20 h 30, 2^e partie. Les dimanches à 16 heures 1^{re} partie ; à 20 h 30 2^e partie. Tél. : 47-93-26-30.

PATRIMOINE

La vitrine du monde arabe

Suite de la première page

Mais on peut se demander si une personnalité plus jeune et arabe — ce pour quoi, désormais, conduit l'IMA vers une nouvelle définition. Au départ, il y avait un consensus entre les initiateurs du projet pour faire de l'Institut une « vitrine » des pays arabes. Or ces pays, reconnaît-on à la Ligue arabe, n'ont jamais « édifié » que l'IMA soit une fondation de droit français, présidée par un Français, et qu'il fallait alimenter chaque année en argent frais. D'où un problème financier récurrent qui pèse lourdement sur l'établissement depuis sa création. Grasso modo, l'IMA, devenu un tourbillon avec 100 millions de francs par an : 60 millions alloués par la France, 40 millions par les vingt et un pays arabes. S'appuyant sur le filou des statuts — les subventions sont « consenties par les États fondateurs », ces derniers n'ont versé en moyenne que le quart de leur cotisation annuelle.

Asphyxié par le manque d'argent, paralysé par les pressions politiques, l'IMA a connu deux premières années pénibles. La compétence était loin d'être un critère prioritaire dans le recrutement du personnel (moitié français-moitié arabe). Les premières expositions ont laissé moins de souvenirs que les petits fours des vernissages. Certains pays confondaient d'ailleurs allègrement culture et relations publiques : comme l'Arabie saoudite, organisatrice de l'exposition « Lieux saints », ou l'Irak, qui exigea qu'un retable une caricature syrienne pouvait faire penser à Saddam Hussein...

« Les diplomates jouaient un rôle majeur, et non les gens de culture », reconnaît M. Edgard Pisani. Ce dernier a pris son bâton de pèlerin après sa nomination en 1988 et a fait le tour des capitales arabes. En pure perte. « Je voulais surtout les convaincre du bien-fondé de cette institution. J'ai été un peu naïf. J'aurais dû aussi leur demander de l'argent. » Il a essayé de couper le cordon ombilical avec les ambassades. Il a favorisé l'admission de l'Égypte dans l'Institut (boycottée à cause des accords de Camp-David), encouragée par l'expositif « Égypte-Égypte » en 1989 qui a installé l'IMA sur la scène culturelle parisienne.

Était-il en revanche judicieux de élire cette exposition par une soirée de gala « qui a coûté 600 000 F à 700 000 F », selon un ancien cadre de l'Institut, « alors que le tour financier s'aggravait car les pays du Golfe payaient de moins en moins » ? Pour résorber les 25 millions de francs de dettes, un plan de rigueur a été mis en place en 1990 et le personnel a été réduit de 187 à 155 personnes. L'année suivante, la guerre du Golfe n'a pas arrangé les choses : le bâtiment faisait l'objet de trois à quatre alertes à la bombe par jour. « La culture arabe n'a déjà pas bonne presse en France... », ironise M. Thierry Fabre, le responsable de la communication. Résultat : l'Institut perd

la moitié de ses visiteurs, 500 000 en 1991 contre 1 million en 1989.

La faiblesse des contributions arabes a pu gagner en indépendance. Mais l'équilibre est fragile. « Nous sommes froids, pour vivre dans les tensions », explique M. Pisani. C'est l'Arabie saoudite, cette maison, qui « négocie constamment ». On négocie au conseil d'administration, au haut conseil, les deux instances dirigeantes du Français et Arabes se retrouvent à parité. On négocie entre le président (français) et le directeur (arabe), M. Mohamed Bannouna, un justiste marocain. Qui dirige ? « Le premier est un visionnaire, l'impulseur, le second gère », juge un responsable de l'Institut. Et de rappeler que « M. Pisani a imposé M. Bannouna, les pays arabes n'ayant pas réussi à s'entendre sur un nom ». On négocie au sein du contenu des expositions. « Il y a une impression de désordre, c'est vrai », reconnaît M. Edgard Pisani. En venant ici, je savais que ce ne serait pas une retraite dorée.

Dès son arrivée, le président a créé un comité culturel consultatif composé d'intellectuels français et arabes pour se protéger du lobby des ambassades. « Nous avons été réunis une seule fois, déplore l'écrivain Tahar Ben Jelloun, les ambassadeurs ont dû protester... » Censure ? Ryad a fait annuler une exposition de photos historiques qui montrait de l'Arabie saoudite une image « trop rétrograde ». Une grosse manifestation sur le Maroc a dû être annulée après la sortie de Notre-Dame du roi, l'ouvrage de Gilles Perrault. Ce livre a d'ailleurs été acheté pour la bibliothèque, mais après bien des « hésitations », reconnaît M. Edgard Pisani. Le nombre de ses collègues admettent qu'ils doivent « naviguer » entre les sensibilités. « Les hésitations de la politique arabe de la France, depuis quelques années, ont compliqué notre tâche », dit-on à l'Institut.

Les mauvais payeurs

Pourtant, « les États ont compris que l'IMA est un acquis important et non un lien d'opposition », note une personnalité proche de la Ligue arabe. Et, de l'hésitation d'accueillir au président en passant par le directeur financier, tous affirment en chœur que « la crise est derrière nous ». Le public reprend le chemin de l'Institut : 800 000 personnes l'ont visité en 1992 (chiffre difficile à apprécier car l'entrée est libre). « Pisani a sauvé le navire », indique même Pierre Bernard, directeur de Sindbad, une maison d'édition spécialisée dans la littérature arabe.

Sauver l'IMA est une épreuve. L'imposer comme un lieu vivant, respecté et viable à long terme est une autre. « Nous ne touchons pas le grand public, encore moins les beaux des banlieues, même une bêtise d'accueil. Les visiteurs sont rares en semaine, en dehors des habitudes de la bibliothèque des groupes scolaires, surtout quand

nous sommes entre deux expositions ». L'IMA, jusqu'ici, a fidélisé un public de spécialistes. Reste le plus difficile : gagner « le public grand », selon l'expression de son président qui rappelle à sa façon l'objectif des statuts. Car on est loin de l'ambition initiale : celle d'être un « petit Beaubourg ». Le public, très cultivé, « haut de gamme », est constitué pour moitié d'étudiants et d'intellectuels arabes. « L'IMA est devenu un lieu de rencontres intellectuelles comme il n'en existe nulle part ailleurs », explique une personnalité syrienne.

Pour désenclaver l'IMA, M. Edgard Pisani et Mohamed Bannouna doivent résoudre le double dossier financier et culturel. La dette des pays arabes s'élève aujourd'hui à 155 millions de francs. A l'Institut, on refuse de divulguer le nom des mauvais payeurs. Mais comment « faire payer » des pays qui ont également du mal à régler leurs contributions à l'ONU, à l'UNESCO et même à la Ligue arabe ? Une modification des statuts est donc à l'étude, « avec engagement précis de chaque État. Nous devons aboutir cette année », affirme M. Bannouna. Mais les pays acceptent-ils de financer davantage une institution sans avoir un droit de regard sur son projet culturel ? Consensus du danger, les gestionnaires capotent désormais d'autres sources de revenus (mécénat, subventions européennes, fonds propres), passés de 3 millions de francs en 1990 à 13 millions en 1992.

Avec des moyens aussi modestes, le bilan culturel, après cinq ans d'activité, est contrasté. Point posi-

tif : quasiment plus personne ne remet en cause un centre culturel dont l'existence même était contestée. « Les progrès sont évidents », reconnaît Tahar Ben Jelloun qui affirme « venir ici surtout pour les expositions ». Pourtant, sur les 100 millions de francs de budget, la maison n'a pu en consacrer que 11 à la création. En 1992, et 15 cette année. En attendant les hypothétiques 20 millions supplémentaires que M. Pisani espère récupérer chaque année des pays arabes, l'IMA doit d'abord entretenir ses deux secteurs-clés : le musée et la bibliothèque. Le reste est distribué entre les expositions, le cinéma, l'audiovisuel, les conférences, l'édition, les spectacles vivants, les actions éducatives et quelques festivals.

Cet activisme généreux se correspond pas aux maigres moyens de l'Institut. Et ne s'articule sur aucun projet global rigoureux. Prenons le musée qui occupe une place de choix dans l'IMA. Le visiteur peut s'offrir, pour 25 F, une belle promenade verticale, du septième au premier étage, le long de la façade nord avec vue plongeante sur la Seine. Il peut également essayer de voir les œuvres présentées en dépit des multiples reflets et contrejours. Mais comprendre le propos des responsables du musée relève de l'exploit tant la présentation est chaotique, les légendes bécotées et réduites au strict minimum. Il n'existe même pas un dépliant pour accompagner la visite. Peu importe, d'ailleurs, puisque la majorité des cinq cents pièces présentées ici ne sont pas d'un intérêt majeur. Le Louvre, qui

va navir, en novembre prochain, ses salles d'art islamique, a pour l'occasion récupéré les 215 pièces déposées à l'IMA, entre 1987 et 1990. Dans ces conditions, était-il raisonnable de vouloir créer une collection permanente de haut niveau ? Le maigre budget d'acquisitions (de 200 000 F à 600 000 F par an) n'aurait-il pas été plus utile dans d'autres secteurs ? Pourquoi l'IMA n'a-t-il pas pu pour un musée de civilisation (cartes, plans, décors) mieux adapté à cet espace spectaculaire et plus conforme à sa vocation ?

Pour sa défense, l'IMA rappelle, textes à l'appui, que « M. Lang s'est engagé à ce que les collections arabo-islamiques du Louvre restent à l'Institut ». A la direction des musées de France (DMF), on répond qu'il ne s'agissait que d'un prêt. Et on rappelle volontiers que ce musée n'en était pas un, puisqu'il n'avait pas à sa tête de conservateur agréé : « M. Pisani a refusé des noms de conservateurs que nous lui propositions ».

Le secteur cinéma : peu de moyens

Derrière cette remarque transparente une relation pour le moins glaciale entre l'IMA et le Louvre, ce dernier n'ayant pas admis qu'une partie de « ses biens » aient été présentés dans un lieu jugé « inadéquat ». En attendant de régler cet épineux problème, la DMF refuse même de prêter des œuvres pour des expositions temporaires.

Reste que l'idée même de ce musée n'est pas satisfaisante, et le tandem Pisani-Bannouna le sait

Une Rolls-Royce lourde à manier

Sur place, tout le monde en convient. « L'architecture a fortement contribué au lancement de l'IMA », la vocation de ce nouveau temple de la culture était floue ? Peu importe. Les touristes pouvaient apprécier le mariage réussi entre le verre et l'acier, le spectaculaire façade avec ses moucharabieh, l'étonnant ballet des ascenseurs qui rythmant la vie de l'Institut. Si l'architecture est impressionnante, la vue sur Notre-Dame, depuis la terrasse du neuvième étage, est incomparable. Et peu importe si le visiteur sortait avec une étrange impression de vide. Le bâtiment imaginé par Jean Nouvel, Architecture Studio et consorts échappe à la critique.

Côté utilisateurs, le jugement est plus contrasté. « Une Rolls-Royce, j'ajoute un cadre de l'Institut, mais lourde à manier. » Le carnet de doléances est en effet épais : circulation compliquée (un vrai dédale entre les deux niveaux inférieurs), signalétique peu claire, entrée inadéquate pour l'accueil en nombre, pas assez d'espaces polyvalents, place perdue dans la salle hypostyle (1 000 mètres carrés de colonnade), parvis sinistre, bureaux bruyants et exigus, plafonds trop bas en certains

endroits (2,05 m). Les administrateurs jugent le bâtiment « rigide, fragile et d'un entretien coûteux ». Quant aux fameux diaphragmes des moucharabieh, sur la façade sud, ils ne varient pas en fonction de l'intensité de la lumière, comme prévu. « Ils s'ouvrent et se ferment toutes les demi-heures, pour les visiteurs, grâce à une commande électronique », explique la responsable du bâtiment.

Improvisations nombreuses

Des travaux sont prévus dans le hall, dans le couloir de l'année, pour améliorer la circulation et l'accueil. Mais c'est surtout le cruel manque de places qui inquiète la direction. En particulier pour la bibliothèque où des projets d'extension ont été à l'étude : « Ce sera insoluble dans deux, trois ans », explique M. Mardam Bey. Nous achetons 4 500 ouvrages par an et nous sommes abonnés à 900 périodiques. On vient du monde entier pour voir notre tour de Babel qui occupe sept étages, mais elle n'est vraiment pas pratique.

Jean Nouvel résume ces critiques : « J'avais imaginé un Institut plus riche, avec un programme plus luxueux. L'IMA est

le seul grand chantier qui n'a jamais été terminé, d'où les problèmes de parvis, de patio et de bureaux. Il devait aussi être décalé la nuit, ce qui aurait constitué un formidable signal d'appel. Si le bâtiment est fragile, c'est qu'il est mal entretenu. Quant au problème de place, j'ai toujours dit que c'était un bâtiment bloqué, sans soupape. En fait, nous sommes en train de payer les improvisations du projet ».

Improvisation dans l'auditorium, inadapté au spectacle vivant (des travaux sont en cours) et qui compte 365 places au lieu de 600 à cause du volume des sièges, confortables mais inadaptés. Improvisation dans la distribution des lieux : les expositions de prestige (le Kawabatt an ce moment, la Syrie en juin) sont confinées dans les sous-sols quand les plus beaux espaces (premier et deuxième étages) sont occupés par des collections d'art contemporain qui intéressent moins. Comment accueillir un public plus nombreux dans un bâtiment qui na pas prête quère aux foules ? Le problème est quasi insoluble.

M. G.

MICHEL GUERRIN

مكتبة الامم المتحدة

AGENTS IN

CULTURE

CARNET DU Monde

DANSE

Ouverture en trio

Eric Martin, Herman Diephuis et Christian Bourgaud :
trois nouveaux venus dans la jeune chorégraphie

JEUNES CHORÉGRAPHES
au Théâtre de la Bastille

Deux chorégraphes nouveaux-nés ? On fonce au Théâtre de la Bastille pour le septième, des dragées pleines de poésie et de cœur plein d'espoir. Eric Martin et Herman Diephuis dansent tous les deux chez Philippe Decouflé ; ils l'ont aidé, notamment, pour la préparation de la fameuse soirée d'ouverture des Jeux olympiques d'Albertville. Avant ? Le premier a été formé à l'école beurrée de Moudra, est passé chez Régine Chopinot puis chez Mathilde Monnier. Eric Martin interprète lui-même son *Bonus*. Davantage qu'à Decouflé, c'est à la Compagnie Castiflore et à ses parodies de feuilletons de science-fiction que fait penser cette pièce — en moins drôle. Autour d'une fusée décapitée en rondelles, des « techniciens » vont agiter des bras articulés et d'hélices, s'affaire un cosmologue qui fait tourner autour de son casque un mini-avion. Lui-même, attaché à une laisse, décrit des cercles autour de la fusée, s'assoupit à la façon d'un bonze, souffle dans son gilet gonflable. Entre des bruits de moteur et du rock, la voix suave d'une hémisphère débite les consignes de sécurité. C'est gentil, cela peut amuser les enfants — d'autant plus qu'ils y retrouvent leur chère chanson *L'Arrière, l'Arrière* — mais c'est un peu insuffisant pour qu'on s'écric,

tel Schumann découvrant Chopin : « Chapeau bas, messieurs, un génie. »

Il n'y a pas non plus à ôter sa casquette devant le *Trio à cordes* d'Herman Diephuis, encore que la substance chorégraphique en soit moins tenue. Ces cordes ne sont pas celles d'instruments de musique mais des cordes lisses de gymnastes, qu'utilise le trio (Diephuis et deux filles) pour descendre de ses fautes suspendues, y remonter, s'y pendre par les pieds, jouer à Taran sur sa liane, amener assez joliment des sauts et des chutes. Entre ces acrobaties il y a des duos, pas très originaux, un petit trio enlaid, un peu folklorique. Flotte un parfum pas déplaçant de fête foraine ou de cirque — qui rappelle cette fois Decouflé, dont le cirque fut la première formation.

Solitude
des corps désirants

On peut voir ensuite, dans l'autre salle du même théâtre, *Matériau-Désir*, troisième pièce de Christian Bourgaud. Il avait débuté par un attachant *Autoprotecteur* de 1991, inspiré d'Egon Schiele, suivi d'une *Apparition joyeuse*, plus confuse. Dédicé à Dominique Bagouet, « qui m'a donné, dit Bourgaud, le désir de prendre le matériau chorégraphique pour mélanger les couleurs », *Matériau-Désir* bénéficie du talent de la costumière fétiche de Bagouet, Dominique Fabrique ; elle a inventé

ici de simples mais ravissants justaucorps aux couleurs mignon. Des textes extraits de *Quartier*, de Heiner Müller (d'après *Les Liaisons dangereuses* de Laclos) traversent la pièce. Il est donc question du désir, cette puissance inconsciente qui nous tourmente jusqu'à dans nos rêves ; cela inspire à Bourgaud une très belle séquence, au début, où les quatre corps endormis bougent doucement ou violemment pendant leur sommeil, se recroquevillant en fous, s'étirant, roulant d'un côté ou de l'autre.

Un grand paravent miroir se déploie en diagonale sur la scène, réfléchit le public, se fait par moments transparent pour dévoiler les danseurs passés derrière, autant de jolis effets. Le chorégraphe sait parfois exprimer le sentiment des corps désirants et aussi la permanence du désir de survivre qui les fait se relever obstinément après chaque chute. Malheureusement, cela peut être également perçu, à la longue, comme une incapacité de mettre fin à cette pièce encore mal maîtrisée : le matériau et le désir sont là, encore faut-il construire.

SYLVIE DE NUSSAC
Théâtre de la Bastille, jusqu'au 25 février. *Bonus* et *Trio à cordes* à 19 h 30 (petite salle) ; *Matériau-Désir* à 21 heures (grande salle). Tél. : 43-57-42-14. 100 francs.

MUSIQUES

La nouvelle convention collective de l'Opéra de Paris

La convention collective des personnels artistiques, techniques et administratifs de l'Opéra de Paris, signée la semaine dernière par la CFDT, FO et la CGC, « révoque les fonctions artistiques et modernise les conditions de travail des personnels techniques », a été signée, le 19 février, par Jean-Paul Chusseau, directeur général de l'Opéra de Paris, au cours d'une rencontre avec la presse. Il a précisé, par ailleurs, que le refus opposé par la CGT à la signature de cette convention collective ne pouvait la remettre en question dans la mesure où aucune des centrales syndicales représentées à l'Opéra n'atteignait la quota de représentativité nécessaire pour empêcher son application.

La revalorisation des fonctions artistiques se traduit par une augmentation de 10 % en moyenne du traitement des artistes du ballet, du chœur et des musiciens de l'orchestre.

La convention comporte également un accord de modulation du temps de travail établi en fonction des exigences du théâtre, avec garantie de compensations financières.

Le cahier des charges de l'Opéra de Paris fixe à 220 représentations les représentations lyriques à Bastille pour la saison 1994-1995, et à 150 celles du ballet à Garnier (130 données par le ballet de l'Opéra de Paris). M. Chusseau a précisé que la subvention de l'Etat, qui était de 1 200 francs par spectateur du temps de Garnier se montait actuellement à 700 francs.

Les problèmes liés à la rémunération due aux artistes lorsque les spectacles sont diffusés à la radio, à la télévision ou sur des supports de temps, encore été réglés avec les personnels concernés. Mais un document servant de base aux négociations leur a été communiqué.

A. Lo.

EN BREF

Le Mort du chapeau anglais Leslie Norman — Le metteur en scène britannique Leslie Norman est mort le 18 février. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans. Avant la seconde guerre mondiale, il avait débuté comme monteur, avant de réaliser *Too Dangerous to Live*, en 1939. Il tourna ensuite des films de guerre, *la Patrouille égarée* (1961). Leslie Norman avait également été producteur, notamment de *Mer du sud* (1953), de Charles Frowd.

Bechias à Drouot — Une vente aux enchères de livres uniquement consacrée au vin s'est tenue samedi 20 février à Drouot. Plus de 600 « lots » ont été dispersés par M. Guy Loutmer, pour un total de 3 millions de francs. Parmi les œuvres de cette « bibliothèque bechiasienne », rassemblées par M. Kilian Frisch, un recueil (*Libri de re rustica*) datant de 1533 contenant des textes des écrivains agricoles romains, Columelle, Caton, a été adjugé 260 000 F. Un incunable, *Tractatus de vino et ejus proprietate*, premier livre imprimé sur le vin (Rome 1495), est parti à 140 000 F. Le catalogue de la vente avait pris la forme d'un luxueux ouvrage, édité chez Maeght (780 F).

Grève au Centre Pompidou pour le vernissage de l'exposition Matisse — Les syndicats CGT, FO, CGT, CFDT appellent à la grève les membres du personnel du Centre Pompidou mercredi 24 février, jour du vernissage de l'exposition Matisse qui ouvre au public le lendemain. Les syndicats « dénoncent la précarisation généralisée de l'emploi au Centre et la dégradation des conditions de travail ». Ils « refusent les licenciements des personnels vacataires et exigent des garanties d'emploi et un plan de contractualisation ».

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5982

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT
1. Une robe pour celle qui veut être épousée. — II. Bien raffiné. Symbole. — III. Peut passer sous une porte. Vit sur les arbres en Amérique du Sud. — IV. Un spécialiste de la recherche. — V. Un vague sujet. — VI. Comme des questions auxquelles il est difficile de répondre. — VII. Peut être un élément de batterie. — VIII. Bonne, ce n'est pas une femme du monde. — IX. Chef d'équipe. Sa tête n'inspire pas confiance. — X. Se mouille. En mer, c'est une vraie saleté. — XI. Qu'on a commencé à manger.

VERTICALEMENT
1. Des femmes spécialistes de la recherche. — 2. Ville. Vit dans les bois. — 3. Un don qui permet d'être au four et au moulin. Est divisible par douze. — 4. Dans le cirque. Peut être utilisé par celui qui veut faire ses preuves. — 5. Un mauvais pill. Rend une voix très rude. — 6. Pronom. Les uns et les autres. Sur le Danube. — 7. N'est pas une dure de la feuille. — 8. N'est pas un rapide. Quartier de Montémar. Appare. — 9. Peut être égaré quand on déménage. Nourriture des « gourmands ».

Solution du problème n° 5981

Horizontalement
1. Immortalité. Die. — II. Rie. Ers. Nord-Est. — III. Régulations. Sec. — IV. Inaperçue. Se. — V. Sen. LER. Us. Cl. — VI. Prenez ! Il. Ronde. — VII. Ors. Rammer. Es. — VIII. Ne. Appré. S.A. — IX. Mentir. Prénom. — X. Aie ! Gaffée. Jre. — XI. But. Um. Tchad. — XII. Lob. Urée. Aie. — XIII. Enlève. Re. Ruine. — XIV. Mène. Ais. Rond. — XV. Ré. Alopécie. Née.

Verticalement
1. Irrépressible. — 2. Mlle. Erra. Ironie. — 3. Malines. Meuble. — 4. En. D. E.N.A. — 5. Régaler. NG. Uval. — 6. Trapèze. Teure. — 7. Aster. Malhe. AP. — 8. L. Impi. — 9. Inoculer. Arc. — 10. Tonus. Népète. St. — 11. Erse. Rétrécir. — 12. Corée. Heur. — 13. Dessin. Mle. Ion. — 14. Isée. Désordonné. — 15. Eta. Sésame. Cède.

GUY BROUTY

Naissances

Caroline BRIZARD
Xavier MATHARAN
ont la joie d'annoncer la naissance de
Juliette,
le 7 février 1993.
59, rue du Moulin-Vert,
75014 Paris.

Nathalie et Bruno CRENON
et Elodie
ont la joie d'annoncer la naissance de
Laurie,
le 20 février 1993.
5, rue de Fontenay,
92340 Boulogne-Billancourt.

M. Hubert BONNIER,
ESSEC,
survenu le 16 février 1993, dans sa soixante-dixième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité à Mont-de-Marsan (Landes), le 19 février.

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris.
24, rue d'Assas,
75006 Paris.

Michelle et Hanoah Gourarier,
Daniel et Tina Jacoby,
Zeev, Manuella, Laurent, Anne-Cécile et Jean-David,
ont la tristesse de faire part du décès de leur mère et grand-mère.

Dinah JACOBY,
née Schilman,
survenue à Saint-Mandé, le 20 février 1993.

Ses obsèques auront lieu le mardi 23 février, à 17 heures, au cimetière du Père-Lachaise.

Avec elle disparaît la dernière des demoiselles Schilman, et la seizième enfant de Mardochée et Malka Schilman.

Béni soit le Juge de vérité.
Saint-Mandé : 48-03-54-87.

M. André LACHAUT,
croix de guerre 1939-1945.

La cérémonie religieuse aura lieu mardi 23 février 1993, à 10 h 30, en l'église de Blismes (Nièvre).

38120 Blismes.
Journées 4, 5
28014 Madrid.

M. Léon MISTRAL,
ingénieur civil des mines,
ingénieur général honoraire à la SNCF,
chevalier de la Légion d'honneur.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 19 février 1993, au cimetière du Montparnasse.

20, avenue de Lowendal,
75015 Paris.

Le Monde
Edité par le SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lecoq, directeur
Bruno Pignatelli, directeur de la rédaction
Jacques Guik, directeur de la gestion
Maurice Luchet, secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoint au directeur de la rédaction)

Yves Agnès,
Jacques Amélie,
Thomas Frenet,
Philippe Harman,
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1989)
Jacques Fauret (1989-1992)
André Laurens (1982-1989)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT BEUVE-MÉRY
94852 IRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-30-10

Décès

M. et M^{me} Jean PUECH,
M. et M^{me} Jacques PUECH,
M. et M^{me} Georges Louis PUECH,
M. et M^{me} Marc PUECH,
ont la douleur de faire part du décès de
ses enfants,
Ses petits-enfants,
Et ses arrière-petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis PUECH,
conseiller honoraire
à la Cour de cassation.
survenu le 9 février 1993.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité de la famille, au cimetière marin de Sète, le 15 février 1993.

M. Yvonne Slama,
Raphaël et Annie Slama
et leurs enfants,
Myriam et Jean Wighart
et leurs enfants,
Hélène et Donald Geman
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de leur très cher et regretté

Simon SLAMA,
professeur retraité,
leur époux, père et grand-père.

41, rue Anatole-France,
92240 Châtenay-Malabry.

Remerciements

Simone et Georges Gibbal-Calvat,
Le docteur Mireille Sanneil-Gibbal,
Isabelle,
Et tous leurs parents,
Alliés et amis,
profondément émus par les témoignages d'affection et de sympathie qui ont été reçus à l'occasion du décès de leur cher

Jean-Marie GIBBAL,
remercient bien vivement tous ceux qui leur ont écrit ou qui se sont associés à leur peine, le 16 février 1993.

M^{me} Gibbal,
9, rue des Lilas,
38240 Meylan.

Avis de messe

Le 22 janvier 1993,
Albert FLON,
était rappelé à Dieu.

Tous ceux qui l'ont connu, estimé et aimé, sont invités à venir prier à la messe qui sera célébrée le vendredi 26 février, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule, à Neuilly-sur-Seine, où s'uniront d'intention.

Anniversaires

Le 23 février 1992, disparaissait tragiquement
Muriel et Denis.
Ils sont présents dans le cœur de leurs amis fidèles.

CARNET DU MONDE

Renseignements :
40-65-25-94 ou 40-65-25-96
Les avis peuvent être insérés
LE JOUR MEME
Ils nous parviennent avant 9 h
au siège du journal,
15, rue Faugère, 75015 Paris
Tél. : 40-65-25-96
Télécopieur : 40-65-25-13
Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 100 F
Abonnés et actionnaires : 80 F
Communications diverses : 105 F
Taxes de diffusion : 80 F
Les lignes en caractères gras sont
insérées sur la base de deux lignes.
Les lignes en blanc sont obligatoires
et gratuites. Minimum 10 lignes.

Le Monde

1961-1990
Du mur de Berlin à
l'unification allemande :
reconstituez les fils
de l'histoire.

L'HISTOIRE
AU JOUR LE JOUR

Mac Vi 4/40

Logiciel intégré Microsoft WORKS 3.0
AMOVIBLES SYQUEST
44 MO: 2389F
88 MO: 3198F

9995F

COMPUTER BENCH 1500m2
12, R. AMBROISE CROZAT
94800 VILLENEUVE
PARKING
CLIENTS
ET VISTEURS

4000 PRODUITS MAC

Les difficultés de la Sécurité sociale

Le temps du pain noir

Les comptes de l'exercice 1992 que vient de publier le ministère des affaires sociales le confirment avec éclat : moins le gouvernement de M. Pierre Bérégovoy évoque le dossier de la Sécurité sociale et mieux cela vaudra pour lui. L'analyse du ministère qui consiste à attribuer au ralentissement de la croissance économique et à l'augmentation du chômage la creusement du déficit à 12,5 milliards de francs, est largement biaisée. En effet, elle consiste à comparer les prévisions établies au juillet dernier avec les réalisations constatées à la fin de l'année 1992, soit un écart de 9,5 milliards de francs. Or, les prévisions de l'été étaient pour le moins volontaristes, pour ne pas dire intolérablement irréalistes. Il n'y a guère que la gouvernance qui, en juillet, avait sérieusement tablé sur une croissance de 0,3 % des effectifs salariés pour 1992. Dans ces conditions, la ministre a beau jeu de se lamenter sur le recul de 0,9 % effectivement constaté.

Toutefois, la faiblesse de l'économie et la dégradation de l'emploi ont réellement pesé sur les comptes de la «Sécu». Mais alors, pourquoi aucune mesure de financement – hormis la subvention exceptionnelle de 5 milliards de francs prélevée sur le budget de l'Etat – n'est-elle intervenue lorsqu'il en était encore temps ? Quant à l'argument selon lequel la protection sociale a joué «un rôle de stabilisateur conjoncturel», il ne peut faire oublier que le gouvernement a mangé son pain blanc et refuse de manger son pain noir : il faudra bien solder une partie des 40 milliards de déficit cumulé par la Sécurité sociale, dont le trésorier a été dans le rouge pendant deux cent quatre-vingts jours en 1992. L'opposition se chargera de le rappeler. Mais ses représentants – dont le plupart continuent pourtant de prétendre qu'il n'est pas question d'envisager une hausse de la fiscalité ou des cotisations – risquent d'évoquer aussi à manger sous peu du pain noir.

Sur le fond, la présentation du bilan de la «Sécu» est encore plus critique. La Commission des comptes, prévue en décembre, ne s'est toujours pas réunie, ce qui permet au ministère de ne pas souffrir le moindre mot des prévisions 1993 (on peut s'attendre à un trou de 10 à 15 milliards). Là n'est sans doute pas la plus grave. Depuis quelques temps déjà, on sait que cette Commission ne sert plus à grand-chose.

JEAN-MICHEL NORMAND

Selon M. Jean Peyrelevade

La banque Worms se retirera d'Adidas «dans les meilleurs délais»

Le président de la campagne d'assurance publique UAP, M. Jean Peyrelevade, a répliqué, samedi 20 février sur Radio Classique, aux accusations de l'opposition, sur les conditions de la vente d'Adidas par M. Bernard Tapie, ministre de la ville, à un groupe de repreneurs ni des sociétés françaises publiques jouent un rôle important.

Rejetant les «amalgames» et les «accusations complètement infondées», M. Peyrelevade a affirmé n'avoir «subi aucune pression d'aucune sorte» pour que sa filiale, la

En 1992, le déficit a atteint 12,5 milliards de francs

Le déficit de la Sécurité sociale s'est chiffré à 12,5 milliards de francs en 1992, selon les données communiquées lundi 22 février par le ministère des affaires sociales. Ce besoin de financement est supérieur aux prévisions établies en juillet – qui tablèrent sur un solde négatif de 7,2 milliards – malgré le versement par l'Etat d'une subvention exceptionnelle de 5 milliards de francs au profit de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse.

Selon le ministère, cette différence «révèle pour l'essentiel d'une mauvaise gestion des cotisations sociales» imputable au ralentissement économique alors que «l'évolution des dépenses n'a traduit aucune dégradation notable». Ce manque à gagner par rapport aux prévisions de l'été est évalué par le ministère à 9,5 milliards de francs en raison de la dégradation de la situation de l'emploi.

Du côté des dépenses, la branche retraite de la Sécurité sociale, dont les prestations progressent de 7 % en un an, enregistre comme prévu un déficit de 17 milliards malgré l'attribution de 5 milliards de subvention. Bien que globalement déficitaire de 800 millions de francs, l'assurance-maladie voit ses remboursements progresser un peu

moins vite (2,3 milliards) que ne l'imaginaient initialement les experts. Les accords de modulation des dépenses passés avec les cliniques privées, les infirmières libérales et les biologistes ont visiblement permis de limiter une partie de la consommation médicale alors que certains budgets hospitaliers ont pu être reportés sur 1993. Toutefois, les dépenses de santé prises en charge en 1992 par la «Sécu» auront augmenté un peu plus rapidement que l'année précédente (6,7 % contre 6,5 %).

L'excédent de 1 milliard de francs engagé par la branche des accidents du travail comble une partie du déficit des autres dépenses d'assurance-maladie, évalué à 1,9 milliard. Enfin, les allocations familiales voient leur excédent traditionnel fondre de moitié par rapport aux prévisions pour atteindre 5,3 milliards de francs.

Au total, le déficit cumulé de la Sécurité sociale s'élevait, fin 1992, à 39,1 milliards de francs. Aux besoins de financement de l'année écoulée, s'ajoutent en effet ceux des années 1989 (395 millions), 1990 (9,6 milliards) et 1991 (16,6 milliards).

J.-M. N.

La crise de l'industrie aéronautique

M. Clinton accuse à nouveau Airbus de concurrence déloyale

Le président Bill Clinton devait recevoir les responsables de l'industrie aéronautique américaine, lundi 22 février à Seattle, siège de Boeing, dans l'Etat de Washington, pour leur parler d'éventuelles mesures de «représailles» à l'encontre d'Airbus qu'il eût encore accusé ce week-end de concurrence déloyale. Toujours à Seattle, M. Clinton devait s'adresser aux employés de Boeing, qui vient d'annoncer une vague de licenciements.

WASHINGTON

de notre correspondant

Dans les batailles commerciales en cours, et à venir, entre les Etats-Unis et l'Europe, Airbus est en passe d'être à nouveau en première ligne. Depuis l'arrivée au pouvoir de la nouvelle administration démocrate, il ne s'est pratiquement pas passé de semaine sans que les plus hauts dirigeants américains, à commencer par le président, ne s'en prennent aux subventions «déloyales» dont bénéficierait le consortium aéronautique européen.

M. Clinton a, une fois de plus, mené la charge, dimanche 21 février, contre sa bête noire. En tournée en Californie, le président a répété ses accusations de concurrence «déloyale» à l'encontre d'Airbus, qu'il a rendu particulièrement responsable des déboires de l'industrie aéronautique américaine. M. Clinton parlait à Los Angeles. Le thème du discours était pas du tout nouveau. La Californie héberge une partie de l'industrie aéronautique du pays, notamment celle qui est la plus touchée par les coupes drastiques dans le budget de la défense que prévoit le projet de loi de finances du nouveau président. L'Etat le plus riche et le plus peuplé de l'Union, qui a voté Clinton le

3 novembre dernier, est aussi celui qui a été le plus touché par la baisse de l'activité au cours des deux dernières années. Il connaît un taux de chômage de près de 10 %, alors que la moyenne nationale est de 7,2 %.

En outre, le président prenait la parole au lendemain de l'annonce de 28 000 licenciements chez Boeing. «Ces dernières années, nous sommes restés sans rien faire», a dit M. Clinton, alors que l'Europe investissait 26 milliards de dollars pour construire l'Airbus et chasser les Américains de leur emploi. Implicitement, M. Clinton imputait ainsi à Airbus une part de responsabilité dans les 28 000 licenciements chez Boeing. Rares sont un dirigeant américain à avoir été aussi direct dans ses accusations à l'encontre du consortium.

Tout au long de la semaine, le président avait préparé le terrain. Lundi, lors d'une réunion publique télévisée à Detroit, il avait déjà stigmatisé le consortium européen, assurant qu'il n'allait «pas faire le mort» devant la concurrence d'Airbus. Mercredi, annonçant son discours sur l'état de l'Union devant le Congrès, il avait renouvelé ses attaques contre les fameuses subventions.

Ce discours anti-Airbus coïncide avec les graves difficultés que connaît l'industrie aéronautique américaine. Toujours sous le coup d'une dégradation qui a bouleversé le marché du transport aérien, celle-ci aurait, selon l'estimateur économique du Washington Post, perdu l'an passé 5 milliards de dollars.

Et l'accord signé en 1992 ?

Le chef de l'équipe des conseillers économiques du président, la Californienne Laura d'Andrea Tyson, a bâti sa philosophie industrielle autour du cas d'Airbus. Elle avance que le consortium est l'exemple type du secteur de pointe protégé (en l'espèce par les gouvernements européens) dont les Etats-Unis doivent s'inspirer pour, eux aussi, protéger certaines de leurs industries de pointe. S'il le faut, en répliquant subvention pour subvention. Le représentant du président pour les négociations commerciales, l'avocat Mickey Kantor, met aussi l'exemple d'Airbus en avant quand il s'agit de dénoncer des «énormes subventions» que les Etats européens alloueraient à certaines de leurs industries.

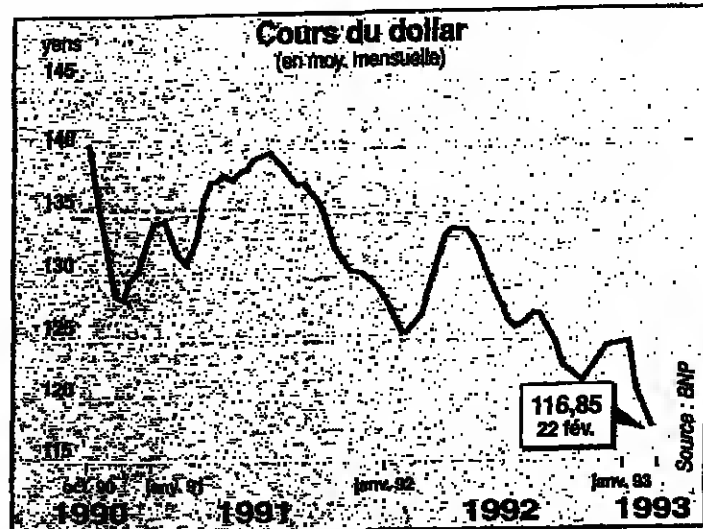
M. Clinton a laissé entendre qu'il voulait suivre les conseils de M^{me} Tyson. Au fond, plus qu'il n'attaque l'Europe, il semble vouloir les pratiques européennes en matière de partenariat entre l'Etat et le secteur privé. M. Clinton cite toujours les «modèles» allemand et japonais de politique industrielle. Si Airbus gagne des points, a-t-il affirmé à Los Angeles, ce n'est pas «parce que les Européens ont gagné la bataille de la concurrence, mais parce que l'Europe a

Forte poussée de la monnaie japonaise

Le dollar au plus bas vis-à-vis du yen

En l'espace d'une semaine, le yen a franchi un nouveau record historique vis-à-vis du dollar. Lundi 22 février, la monnaie américaine a clôturé à Tokyo à 116,85 yens, son plus bas cours jamais enregistré. Elle enfonce ainsi son record du vendredi 19 février (119,23) et surtout ceux de la fin de septembre 1992. En l'espace de deux semaines, le yen a progressé de 6 % vis-à-vis du dollar. La hausse de la monnaie japonaise est également vive à Paris, puisque lundi 100 yens s'échangeaient à 4,73 francs, contre 4,66 francs vendredi et 4,36 francs au début du mois.

Officiellement, cette poussée du yen est souhaitée par les responsables des principaux pays industrialisés. L'excédent commercial du Japon continue à augmenter, après une année 1992 record, et l'appréciation du yen est supposée freiner les ventes du Japon à l'étranger. En fait, les responsables nippons n'ont pas caché, ces derniers jours, leur inquiétude devant la poussée soudaine du yen. «Le yen varie trop rapidement. Ce n'est pas bon», a déclaré lundi à la presse japonaise M. Kiichi Miyazawa. Le premier ministre a ainsi repris des critiques déjà formulées par le ministre des finances, tandis que, pour sa part, la Banque du Japon n'a pas caché son intention d'intervenir afin de contenir une hausse trop brutale.



Ces événements sur les marchés des changes se produisent alors que les ministres des finances du groupe des sept principaux pays industriels doivent se rencontrer à Londres samedi 27 février, et pourraient se prononcer en faveur de l'appréciation du yen. La nouvelle administration américaine a fait savoir qu'elle y était favorable. Vendredi, le secrétaire au Trésor, M. Lloyd Bentsen, a déclaré à Washington qu'il «aimerait voir un

yen plus fort». D'ailleurs, la tenue d'une réunion, samedi 20 février à Tokyo, des principaux conseillers des gouvernements du G7, a contribué à la flambée de lundi : selon la presse japonaise, un accord aurait été passé en vue d'encourager la poursuite de l'appréciation de la monnaie japonaise. Au cours des dernières années, il est déjà arrivé que le yen s'apprécie en anticipation d'une décision des Sept.

Alors que les marins bretons manifestent leur colère

La Commission européenne va proposer des mesures pour la pêche

La Commission européenne va proposer dans les prochains jours aux Etats membres des mesures pour faire face à la crise de la pêche, selon des informations de source communautaire recueillies dimanche 21 février à Bruxelles à l'issue d'une réunion d'urgence avec des représentants du secrétariat d'Etat français à la mer.

Cette rencontre s'est déroulée à la demande du président de la Commission, M. Jacques Delors, et du commissaire européen à la pêche, M. Yannis Padoa-Schioppa. M. Delors devait d'ailleurs se rendre, lundi 22 février, à Lorient (Morbihan) soutenir le maire (PS), M. Jean-Yves Le Drian, dans sa campagne.

Parmi les mesures que préconiserait la Commission européenne, il y aurait l'instauration d'un minimum aux frontières sur certaines catégories de produits importés de pays tiers comme l'Islande, la Norvège et la Russie. Ces mesures devraient être présentées jeudi 25 février aux directeurs généraux de la pêche des Douze réunis en comité de gestion à Bruxelles.

Après avoir, l'avis des organisations professionnelles aura été pris en compte lors d'une réunion du

comité consultatif de la CEE, lundi 22 février. Sur le terrain, malgré l'annonce d'un plan d'urgence français de 272 millions de francs qu'ils ont immédiatement qualifié d'«insuffisant» (le Monde daté 21-22 février), les pêcheurs bretons ont continué de manifester leur colère : dimanche, un petit groupe du pays bigouden (Finistère-Sud) a défilé devant la préfecture de Quimper des caisses de chinchards, réclamant l'exonération de leurs charges sociales, et l'arrêt des importations des pays tiers et de la CEE.

Dans la soirée, 500 marins-pêcheurs du Sud-Finistère ont occupé la gare maritime de Roscoff pour empêcher le débarquement de poisson britannique embarqué à Plymouth sur un ferry de la Brittany Ferries, obligeant la compagnie à détourner son navire vers Cherbourg (Manche). Auparavant, le magasin d'un maréyeur importateur avait été saccagé, des produits toxiques déversés dans les viviers et des équipements frigorifiques vidés. Lundi, le comité de survie des pêches bretonnes a appelé à une opération «ville morte» à Concarneau (Finistère).

Constructeur de voitures légendaires

Ferruccio Lamborghini est mort

Ferruccio Lamborghini, le créateur italien de légendaires voitures de luxe, a été éteint à l'âge de cinquante-deux ans, samedi 20 février, dans un hôpital de Pérousa, des suites de complications cardiaques et respiratoires.

Ce fils de paysans de Cento, dans la province de Ferrare, a été formé sur la base d'un atelier contrôlant les canons de l'armée à... Rhodes. Démobilisé en 1946, il investit son pécule au pays, où il se lance, d'abord, dans la production de... tracteurs. En 1950, il en sort un par mois ; quarante en 1968, ce qui en fait alors la troisième production italienne. Grâce, notamment, à ces tracteurs pour les vignes, pour les maraîchers ou les cultivateurs des terres ingrates de Sicile dont sa société s'est fait une spécialité.

L'usine sera vendue en 1972, et son fondateur ne sera, sans doute, jamais passé à la postérité, s'il ne s'était lancé, entre-temps, dans une activité beaucoup plus lucrative : la fabrication de brûleurs à mazout dont il sera, un temps, le deuxième fabricant de la péninsule. C'est, en effet, avec l'argent gagné dans cette activité qu'il finance son troisième métier, la fabrication de voitures de luxe. Collection-

neur de Ferrari, Maserati, Alfa Romeo, Lancia, Mercedes dont il affecte de n'être jamais satisfait, c'est, dit-on, à la suite d'une dispute avec Enzo Ferrari qu'il fabriquera son premier moteur «4 litres». Plus puissant que ceux du «scorpion» de Maserati.

On est en 1963. Et c'est la début d'une légende dont l'homme est un amoureux furieux et qui répond aux noms de 350 GTV, 350 GT, Islero, Espada et Countach, son dernier modèle fabriqué jusqu'à la fin des années 80. Mais c'est le Miura, ses 12 cylindres et ses 290 km/heure, qui fera sa renommée auprès des stars et des rois. Frank Sinatra en achète une, tapissée de léopard ; Grace Kelly la veut tout en vitres ; le chah d'Iran réclame des «chromes» en argent ; la reine Fayçal en commande une pour chacun de ses quatre enfants, étudiants à Londres.

La dolce vita sera pourtant rattrapée par la crise économique. Et la rancherie de la production de voitures de luxe du prix du pétrole le conduira à céder sa société, la Lamborghini Auto, à Laimor-Rossetti. Déclarée en faillite en 1980, la firme mythique sera reprise par une famille autrichienne avant d'être rachetée par l'Américain Chrysler (le Monde du 25 avril 1987).

Un des derniers établissements familiaux

La banque Martin-Maurel ouvre son capital à la Banca Sella

La banque italienne Banca Sella va prendre une participation de 10 % dans la Compagnie financière Martin-Maurel, blindig qui contrôle la banque Martin-Maurel. Cette arrivée va se faire par un rattachement d'actifs, les familles Martin et Maurel conservant la majorité du capital aux côtés de la Caisse de dépôts et placements du Québec.

La banque Martin-Maurel reste ainsi un des derniers établissements bancaires français détenus par les familles fondatrices.

L'opération répond avant tout à une logique commerciale puisque celle-ci donnera accès pour les clients de Martin-Maurel aux soixante agences du Piémont, de Lombardie et de la vallée d'Aoste de la Banca Sella, elle-même à structure familiale.

Implantée pour l'essentiel dans les régions Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur, la banque Martin-Maurel avait besoin d'une ouverture sur l'Italie. Un autre partenaire français ou étranger pourrait prochainement entrer dans le capital de la banque.

محمد المنصور

ÉCONOMIE

SOCIAL

Les cadres déçus par l'entreprise

Suite de la première page

Cette hantise n'habite pas seulement chez les habitués victimes des « restructurations », les salariés des entreprises, les jeunes, les salariés âgés ou les femmes, qui se sont accoutumés à quinze années de « traitement social ».

Depuis, il semblerait bien que les évaluations récentes aient aggravé la sévérité du jugement collectif. Surtout, elles ont abouti à une série de prises de conscience qui annoncent certainement des ruptures. Car le paysage économique, comme les logiques sociales, ont fondamentalement changé, à partir de 1990, ainsi que le révèle l'implacable succession des annonces de réduction d'effectifs.

Dès lors que la croissance s'étiole, et que la baisse de l'inflation interdit d'avoir recours aux dangereuses souplesses d'antan, l'équation de l'emploi devient insoluble. Rien ne permet plus de compenser la progression de la productivité, de l'ordre de 3 % l'an, qui pourrait être globalement de 2,4 % en 1993, selon la Banque de France, et que M. Jacques Calvet, pour le groupe automobile PSA, s'est fixé à 3 %. Si l'on y ajoute la nécessité, pour toute entreprise, même en bonne santé, d'avoir à améliorer continuellement sa compétitivité, une machine infernale est amorcée.

Comme la disent certains directeurs des ressources humaines, cela conduit à programmer des « plans permanents » de licenciements. A chaque étape, pour faire face à la concurrence ou gagner des parts d'un marché au moindre développement, il leur faut diminuer la masse salariale, quand bien même celle-ci ne représenterait plus que 20 % des coûts. Par suite, sans être forcément compris, ils recourent à l'idée, majoritairement répandue, qui voudrait que les suppressions d'emploi soient dues à des difficultés structurelles ou conjoncturelles.

Avec de tels raisonnements, un décalage par rapport à l'iniquité apparaît entre les gestionnaires et les Français moyens. Mais, par là, ces derniers découvrent aussi que la mécanique dans laquelle nous sommes engagés ne peut que briser des emplois, inexorablement, que le chômage fait partie des conséquences d'une saine gestion, et que le redressement économique se fera fatalement sur leur dos. A leurs dépens, ils apprennent que l'application de la rationalité extrême est source de contradiction : il peut y avoir de moins en moins de postes de travail – et donc davantage de chômage – et, en même temps, la puissance économique de la France se renforce. Leur sort, s'aperçoivent-ils progressivement, ne signifie pas que les entreprises ne s'enrichissent pas. Ils peuvent être laissés pour compte, eux, leurs proches ou leurs enfants, et l'économie globale prospère.

Cette terrible déconvenue, qui commence à poindre, est malheureusement étayée par le point de vue des experts. Commentant son rapport pour la préparation du XI^e Plan, dans il a présidé l'une des commissions, M. Jean Gandois, PDG du groupe Pechiney, en est arrivé à une conclusion redoutable. Il faut maintenant admettre que les intérêts des entreprises et ceux de la société peuvent diverger, a-t-il expliqué en substance. Autrement dit, et moins encore quand celle-ci est couronnée de succès, la poursuite des objectifs de compétitivité ne coïncide pas toujours avec la nécessité, pour un pays, d'assurer sa cohésion sociale.

Or, les Français avaient fini par croire, ces dernières années, et leur reconquête avec l'entreprise venait en partie de là, que ce qui était bon pour les entreprises l'était aussi pour l'économie, donc pour la France et la population dans son ensemble. Savoir que cela n'est pas nécessairement vrai oblige à rompre, à peine avait-il été sacré, avec un dogme, lui-même constitutif de l'impérialisme de la société par l'idéologie libérale, selon lequel les profits des uns assurent le bien-être de tous. Sa remise en cause peut créer bien des dégâts.

Parce qu'ils perçoivent un tel danger, une poignée de dirigeants ont, récemment, sonné le tocsin. C'est du moins l'un des sens qu'il faut donner au « manifeste pour l'emploi » publié le 2 juillet dernier par le *Nouvel Observateur*, au « manifeste des entreprises contre l'exclusion » (le *Monde* daté 27-28 décembre 1992) et, dernier signe en date, à l'intervention de M. Michel Albert dans le magazine *L'Expansion* du 18 février. A chaque fois, ces patrons s'inquiètent des désastres que provoqueraient, pour l'équilibre d'une société, des logiques économiques poussées jus-

qu'à leur terme. Alors qu'ils se demandent si un ne va pas trop loin, faut-il observer, a contrario, que le CNPF, dont ce devrait être l'une des préoccupations, se trouve inexplicablement absent de ce débat ?

Quelle que soit la bonne volonté affichée par certains, on peut toutefois se demander si les événements ne risquent pas de s'enclencher de manière irréversible, accélérant ainsi un processus de mécontentement. Par exemple, quand M. Gandois propose d'inverser la tendance, en avançant le concept de la « performance globale » qui permettrait de réintroduire le social dans l'appréciation de la réussite économique, il pourrait être trop tard. Obligés de se moderniser, les entreprises ont dû opérer pour une évolution managériale, par ailleurs justifiée, mais qui présente l'inconvénient d'aller dans l'autre sens, priviliant les responsabilités intermédiaires, déléguant les pouvoirs et amenant à la conduite des groupes par objectifs déconcentrés. Ainsi, un directeur d'usine ou de magasin est jugé sur ses résultats (parmi lesquels la productivité), et ne le sera pas sur sa « performance globale », faute de critères sociaux individualisés. Au mieux, lui demande-t-on que sa gestion ne provoque pas de grèves ou que l'absentéisme diminue.

Sentiment d'injustice

A l'égard des cadres, qui devraient jouer un rôle, mais qui sont chargés d'appliquer cette politique, le mal est fait d'une certaine façon et la déunion en passe d'être prononcée. De partout, y compris des sphères dirigeantes, les plus élevées, les mêmes échos reviennent. Naguère protégés, voire chouchoutés, voilà que les cadres craignent pour eux et se laissent ankyloser par la peur. Mais exemples à l'appui, ils redoutent de n'être plus épargnés. Et, le seraient-ils, ils s'interrogent sur les finalités des opérations qu'ils mènent selon les ordres d'aujourd'hui. Non seulement leur motivation se trouve ébranlée, leur dévouement fléchit, mais ils perdent de leur superbe et sont gagnés par le doute. A détruire ainsi, la machine économique que serait-elle saisie d'un vertige suicidaire ? Jusqu'où irons-nous ? s'alarment un nombre grandissant de cadres.

Là aussi, la montée du chômage des cadres gangrène leurs rapports avec l'entreprise. Avec 25 % de progression l'an, depuis près de douze mois, contre 5 % en moyenne pour l'ensemble de la population active, le phénomène est en soi suffisamment important pour modifier les comportements, dont l'attachement à l'entreprise. Mais il y a plus. A la différence de ce qui s'est produit au plus fort des restructurations, en 1984 et 1985, la catégorie des cadres comprend que la vague de fond de la « qualité-zéro défaut » l'atteint à son tour, de façon irrémédiable. Indistinctement, les bons et les mauvais sont touchés, parfois de façon tout à fait aveugle, quand ce n'est pas arbitraire. Parce qu'ils n'y sont pas habitués, les cadres ne supportent pas d'être soumis, comme les autres, « à la faute à pas de chance ». Ils en nourrissent d'autant plus un sentiment d'injustice qu'ils se sentent privilégiés et se voient frappés dans leur statut.

Le diplôme discriminant

Dès lors, par contamination, dans un milieu où l'identification est forte, cette pression aléatoire est jugée intolérable. Avec autant de chômage, tout le monde connaît ou vit à proximité d'un demandeur d'emploi. Que ce soit la famille, les amis, ou les voisins de même origine sociale, dans les meilleurs quartiers de Paris ou dans les résidences de luxe, personne ne peut se considérer à l'abri. Cela va jusqu'aux camarades de promotion, dont l'effondrement professionnel démontre que le malheur n'arrive pas qu'aux autres.

Exagération ? Selon l'UNEDIC, les demandes d'indemnisation de provenance de cadres ont augmenté de 20 % en région parisienne, le plus fort taux national. A l'ANPE, sur des chiffres encore modestes, on enregistre une croissance de 40 % du chômage des jeunes diplômés. Plus grave, l'opération « chômeurs de longue durée » a permis de révéler de 65 000 à 86 000 cadres, tous âgés de plus de quarante-cinq ans, inscrits depuis plus d'un an, et à qui aucune proposition ne pouvait être faite. Trop vieux, trop diplômés, avançant souvent des cursus trop brillants, et, par voie de consé-

quence, affichant des prétentions trop élevées, les employeurs n'en voulaient pas.

Ce bouleversement-là, car il ne s'agit pas d'autre chose, pourrait entraîner une perte de confiance durable vis-à-vis de l'entreprise. En même temps qu'il cause un des principes de la table de la loi en France. Pour tout le monde, le diplôme a toujours été regardé comme la meilleure garantie contre le chômage, comme l'assurance d'une vie meilleure. Voilà que cela ne se vérifie plus, et au contraire parfois, puisqu'il pourrait être discriminant ! Former, avec un coût exorbitant pour la collectivité, et pour en arriver là, va provoquer des réactions de plus en plus vives.

Au-delà du gâchis humain et financier, les plus menés en viennent déjà à douter d'un système qui, de la sortie d'une grande école au licenciement, est capable d'accorder une petite vingtaine d'années de durée utile à un diplôme. Absurde.

L'enlèvement pourrait être fatal. Avec l'éventualité d'un divorce consommé entre les Français et l'entreprise, des cadres désenchantés et sans illusions, et maintenant le diplôme démythifié, il sera difficile de mobiliser. Comment pourrions-nous reconstruire sur de tels décombres ?

ALAIN LEBEAUCHE

Les mutations du système de santé britannique

Le gouvernement Major retarde la fermeture des hôpitaux londoniens les plus déficitaires

Pour remédier à la grave crise financière qui affecte les hôpitaux de Londres, le rapport Tomlinson recommande la fermeture ou la fusion de quinze d'entre eux. Tout en approuvant l'essentiel de ces conclusions, le gouvernement de M. Major a accordé un sursis aux établissements les plus menacés.

LONDRES

de notre correspondant

Le plan de restructuration des hôpitaux de Londres, annoncé, mardi 16 février par M^{re} Virginia Bottomley, reflète des préoccupations tactiques : le ministre de la Santé partage le constat et les conclusions du rapport effectué par Sir Bernard Tomlinson et rendu public en octobre 1992 – la nécessité de fermer ou fusionner quinze hôpitaux londoniens, ce qui revient à supprimer quelque deux mille

cinq cent lits en cinq ans, – mais elle estime opportun d'en retarder l'exécution.

Ce sursis doit beaucoup au « syndrome des mineurs » : le gouvernement garde à l'esprit l'ampleur des protestations qui avaient suivi l'annonce de la fermeture de trente et un puits de mines et le licenciement de trente mille mineurs. Au moment où la conjoncture économique est dominée par un chômage croissant, M^{re} Bottomley souhaite multiplier les précautions avant d'annoncer des décisions impopulaires.

Vingt mille emplois menacés

L'opposition et les syndicats soutiennent que l'application intégrale des conclusions du rapport Tomlinson aurait pour effet de supprimer près de vingt mille emplois. Les décisions ultimes seront donc prises après une nouvelle étude, car par cas, des établissements menacés, avec le souci de rationaliser leur fonctionnement. Ce bilan devrait être achevé en mai. D'ici là, la campagne d'opinion lancée ces derniers mois, qui associe à la fois le public, les syndicats et les parlementaires pour tenter de sauver les hôpitaux les plus anciens, va reprendre de plus belle.

Les propos du ministre de la Santé ne laissent cependant guère d'espoir pour les établissements les plus menacés, y compris Saint Bartholomew's, hôpital prestigieux fondé il y a près de huit cents ans. Le gouvernement souhaite que, contrairement aux dix-neuf études précédentes (qui concluaient toutes sur la nécessité de réorganiser profondément la carte hospitalière de Londres), cette réforme entre rapidement dans les faits.

Les dépenses par malade des hôpitaux de la capitale sont, en moyenne, supérieures de 20 % à celles des établissements des principales villes de Grande-Bretagne. Souvent anciens et vétustes, les hôpitaux londoniens sont trop nombreux, le nombre des lits étant supérieur aux besoins. Les services spécialisés se sont multipliés, alors que les services de médecine générale connaissent de multiples carences.

Inefficacité et gaspillage

La mise en place des réformes introduisant un véritable « marché intérieur » des services de santé s'est effectuée alors que la capitale a connu une forte réduction du

nombre de ses habitants depuis plus d'un demi-siècle : les autorités régionales dirigent aujourd'hui leurs malades vers les hôpitaux locaux, moins chers que ceux de la capitale.

C'est cette logique économique et politique qui est à la base du rapport Tomlinson, lequel souligne l'inefficacité et le gaspillage des services hospitaliers de Londres. Une subvention de 50 millions de livres (!) est actuellement nécessaire pour maintenir les « teaching hospitals » (l'équivalent de nos CHU ou centres hospitaliers universitaires) en activité. Faut-il procéder à des suppressions de lits, cette somme devra être doublée l'année prochaine.

Selon le rapport Tomlinson, une partie des économies réalisées devrait être consacrée à renforcer les budgets des médecins généralistes et les services municipaux dispensant des soins de santé primaires, victimes d'une crise financière chronique. M^{re} Bottomley a annoncé à ce sujet une enveloppe de 170 millions de livres destinée à améliorer la situation sanitaire de la capitale au cours des six prochaines années.

LAURENT ZECCHINI

(1) 1 livre sterling = environ 8,20 francs.

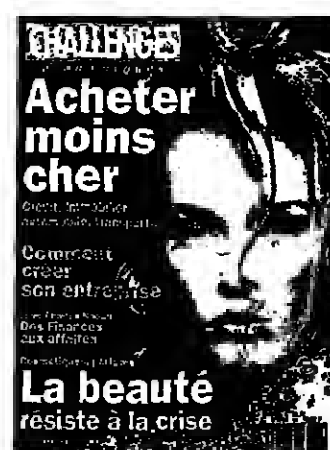
o **MGM** : les décisions concernant le CL-Bank Nederland validées par le tribunal de grande instance de Paris. – Le tribunal de grande instance de Paris a reconnu la validité des décisions prises contre le financier italien Giancarlo Parretti en faveur de la filiale néerlandaise du Crédit lyonnais (CLBN) par la justice de l'Etat du Delaware (Etats-Unis). a indiqué vendredi 19 février la banque française. « Ces décisions, qui ont été déclinées, confirment les droits du Crédit lyonnais Bank Nederland sur MGM (Metra Goldwyn Mayer) ». Le tribunal de Paris indique que les jugements rendus aux Etats-Unis contre Giancarlo Parretti comportaient « tous les éléments de régularité et de respect des droits de la défense nécessaires à leur reconnaissance en France ».

Le Monde
PUBLICITE
FINANCIERE

Renseignements : 46-62-72-67

NÉGATIF POSITIF CRISE CHALLENGES économiques

Ce mois-ci, aspects positifs.
Challenges découvre tout ce qui résiste à la crise !



Des extraordinaires marchés des cosmétiques nature aux fantastiques cadeaux que font actuellement les promoteurs immobiliers. Faites votre marché dans Challenges. Actuellement tout est moins cher. Même les 101 trucs pour créer son entreprise en période de crise.

VIE DES ENTREPRISES

Le constructeur de poids lourds sauvé « in extremis »

DAF a évité le naufrage

AMSTERDAM
de notre correspondant

Grâce à 110 millions de florins (330 millions de francs) apportés par des banques et des investisseurs institutionnels, les administrateurs judiciaires ont bouclé, samedi 20 février, le volet financier du plan de restructuration de DAF. Le constructeur de camions a évité le naufrage : les crédits accordés par le gouvernement néerlandais auraient été épuisés vendredi prochain.

DAF n'en vit pas moins sa dernière semaine : le groupe va être dissous et la totalité de ses 12 600 salariés seront licenciés. Mais, d'ici au 1^{er} mars, une nouvelle société va être constituée, baptisée DAF Trucks, elle ne poursuivra qu'une partie des activités de l'ancienne : la production des camions de 12 tonnes et plus et ne reprendra que la moitié des employés : 2 750 aux Pays-Bas, où sont fabriqués les moteurs et assemblés les véhicules, et 750 en Belgique, où sera concentrée la production des

essieux et cabines. La société de crédit-bail DAF Finance et la division de matériels militaires Special Products vont disparaître.

Principale victime de cette restructuration : la branche britannique de DAF, qui va être abandonnée à son sort. Le chômage menace les 5 500 employés de DAF Leyland, A. Eindhoven, on explique cette situation par le désintérêt des pouvoirs publics britanniques pour le plan global de sauvetage.

Etrange ironie du sort : c'est l'assouplissement de la position des trois banques... anglaises de DAF (Nat West, Barclays et Lloyds) qui a finalement permis le bouclage du tour de table salvateur. Elles ont accepté d'apporter une partie de leurs créances (600 millions de francs) dans le capital de DAF Trucks, rejoignant les banques néerlandaises ABN Amro, Rabo et ING, de même que les assureurs Aegon et Nationale Nederlanden. La filiale néerlandaise du Crédit lyonnais fait partie d'un pool bancaire qui va prêter à DAF

Trucks son premier milliard de francs. Mais les principaux actionnaires seront l'Etat néerlandais (pour 595 millions de francs) et la Région flamande belge (75 millions de francs). Ce qui fait du sauvetage partiel de DAF un geste politique.

DAF Trucks table sur la production annuelle de 10 000 camions. Mais certains se demandent si la crise que vient de traverser la marque ne va pas décourager les clients potentiels. D'autres relèvent que DAF Trucks doit, pour survivre à DAF, se faire encore plus petite que cette dernière sur un marché où la taille est pourtant gage de survie. Mais avant de faire ses preuves, la nouvelle société doit affronter son premier conflit social : les syndicats néerlandais et belges rechignent à accepter les diminutions de salaires envisagées pour alimenter un fonds de solidarité au profit des salariés licenciés.

CHRISTIAN CHARTIER

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

CONJONCTURE

Delta Airlines économise 500 millions de dollars de commandes d'avions. - Toujours aux prises avec des difficultés financières et avec la mollesse de la reprise du trafic, la compagnie américaine Delta Airlines a décidé de réduire de 500 millions de dollars (2,7 milliards de francs) ses achats d'avions après avoir annoncé il y a deux mois 1,7 milliard de dollars (9,4 milliards de francs) d'annulations et de reports de commandes. Delta, qui exploite 551 appareils limitera à 35 la réception de nouveaux avions d'ici à 1995. Ces coupes claires dans les carnets de commandes concerneront essentiellement les constructeurs américains Boeing et McDonnell-Douglas.

DÉPÔTS DE BILAN

Air Guadeloupe dépose son bilan. - Avec un endettement de 90 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 210 millions, la compagnie Air Guadeloupe a été contrainte de déposer son bilan, le 12 février. Elle a été placée en redressement judiciaire et limite désormais ses vols aux Antilles. C'est Air France, propriétaire de 45 % du capital d'Air Guadeloupe, qui a demandé l'indult faisant apparaître l'impossibilité de perpétuer les déficits. La compagnie nationale tout comme le voyageur Nouvelles Frontières étudient un rapprochement avec d'autres transporteurs régionaux, dont la compagnie Air Martinique elle aussi proche de la cessation de paiement.

Redressement judiciaire pour Jet Alsace. - La compagnie de charters Jet Alsace, basée sur l'aéroport de

Mulhouse, a été placée en redressement judiciaire, le 17 février. Elle emploie 38 salariés et a transporté 200 000 passagers en 1992. Rachetée au début de l'année dernière par le groupe Héli-Inter, Jet Alsace aurait accumulé un passif de 20 millions de francs. Le dépôt de bilan a été rendu nécessaire par l'arrêt des négociations avec la compagnie suisse Balair pour une reprise éventuelle. Une autre compagnie de Mulhouse, Alsavia, avait été placée en redressement judiciaire le 3 février.

FERMETURE

Yoplait va fermer son usine d'Ivry. - Le directeur de Yoplait a annoncé la fermeture de son usine d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne) pour juin 1993. Sur les 130 personnes travaillant sur le site, 48 seront reclassées dans les autres usines du groupe. Yoplait est une filiale de la SODIAL qui regroupe sept coopératives laitières régionales. Les ventes ont baissé de 10 % en 1992. La direction a décidé de concentrer sa production sur trois pôles : Ressenon-sur-Matz (Oise), Vienne (Isère) et Montesson (Yvelines), dans le cadre d'un plan de spécialisation de ses usines. Installée depuis 1965 à Ivry, l'usine produit 31 000 tonnes de yaourt par an. Elle ne correspond plus aux nouveaux critères établis par la direction de l'entreprise qui ne veut conserver que les sites industriels dotés d'une capacité d'au moins 100 000 tonnes par an, situés au centre de réseaux de voies de communication et sur les lieux de production du lait. La conjoncture n'est pas étrangère à cette décision. Le secteur des produits laitiers frais, après une embellie qui, dans les années 80, l'a vu progresser de 5 à 8 % par an, connaît un tassement de sa progression (entre 0 et 2 %), que la profession s'accorde à estimer durable.

RECENTRAGE

Next Computer se concentre sur les logiciels. - Next Computer, la société informatique créée par M. Steve Jobs après son départ d'Apple en 1985, va vendre sa division matériel informatique pour se consacrer aux logiciels, selon un article publié mardi 9 février par le San Francisco Chronicle. Next Computer négocie la vente avec la firme japonaise Fujitsu, qui a déjà investi 165 millions de dollars (905 millions de francs) dans Next, dont elle détient 17,9 % du capital. Les autres actionnaires de la firme, qui n'est pas cotée en Bourse, sont notamment M. Ross Perot, ancien candidat à la présidence des Etats-Unis, qui en détient 11 %, et M. Jobs (46 %). Selon le journal, la vente entraînerait le licenciement de 300 des 540 employés de Next.

Thomson Consumer Electronics recentre la gestion de ses ventes européennes. - Thomson Consumer Electronics (TCE), la branche électronique grand public du groupe public Thomson SA, a indiqué, lundi 15 février, qu'elle allait recentrer ses activités européennes de vente et après-vente sur l'Allemagne, l'Europe du sud et l'Afrique du Nord. En Allemagne, ces activités étaient assurées jusqu'ici par trois sites différents : Hanovre pour la marque Telefunken, Brême pour la marque Nordmende et Villingen pour Saba. L'impact de cette concentration sur les effectifs allemands n'a pas été précisé. Quant à la centralisation à Paris des activités ouest et sud-européennes, elle était déjà quasiment appliquée et ne modifie pas la répartition des effectifs. La gestion des marques européennes est désormais assurée depuis Paris.

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE
DE LA BANQUE DE FRANCEPrincipaux postes sujets à variation
(en milliards de francs)

11 février 1993

Total actif	623 704
dont :	
Or	144 882
Disponibilités à vue à l'étranger	82 142
Escomptes	50 218
Avenances au Fonds de stabilisation des changes	74 641
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	51 276
Concours au Trésor public	36 030
Titres d'Etat (bons et obligations) et obligataires	108 592
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	441
Effets privés	79 329
Effets au cours de recouvrement	11 681
Total passif	623 704
dont :	
Billets en circulation	251 268
Comptes courants des établissements adhérents à la constitution de réserves	4 833
Comptes courants du Trésor public	33 048
Reprises de liquidité	8 202
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Contrepartie des allocations de droits de tirage anticipés	9 176
Escomptes au Fonds européen de coopération monétaire	50 352
Reserve de réévaluation des avoirs publics en or	181 346

TAUX DES OPÉRATIONS

Taux de la dernière opération sur appel d'offres	9,10 %
Taux des pénalités de 6 à 10 jours	12 %
Taux des avances sur titres	12 %

LES INDICES HEBDOMADAIRES
DE LA BOURSE DE PARIS(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES)Indices généraux de base 100 :
31 décembre 1992

12-243	19-243
Valeurs franc. à rev. variable	104,1
Valeurs industrielles	101,5
Valeurs étrangères	108,8
Marchés émergents	100,2
Industrie chimique	102,3
Industrie métallurgique	101,5
Industrie électrique	101,5
Industrie aéronautique	101,5
Industrie automobile	101,5
Industrie textile	101,5
Industrie alimentaire	101,5
Industrie pharmaceutique	101,5
Industrie pétrolière	101,5
Industrie minière	101,5
Industrie forestière	101,5
Industrie des services	101,5
Industrie des transports	101,5
Industrie des télécommunications	101,5
Industrie des médias	101,5
Industrie des loisirs	101,5
Industrie des biens de consommation	101,5
Industrie des biens d'équipement	101,5
Industrie des biens de capital	101,5
Industrie des biens de consommation durable	101,5
Industrie des biens de consommation non durable	101,5
Industrie des biens de consommation de luxe	101,5
Industrie des biens de consommation de masse	101,5
Industrie des biens de consommation de niche	101,5
Industrie des biens de consommation de prestige	101,5
Industrie des biens de consommation de statut	101,5
Industrie des biens de consommation de mode	101,5
Industrie des biens de consommation de couleur	101,5
Industrie des biens de consommation de texture	101,5
Industrie des biens de consommation de forme	101,5
Industrie des biens de consommation de fonction	101,5
Industrie des biens de consommation de qualité	101,5
Industrie des biens de consommation de prix	101,5
Industrie des biens de consommation de valeur	101,5
Industrie des biens de consommation de réputation	101,5
Industrie des biens de consommation de prestige	101,5
Industrie des biens de consommation de statut	101,5
Industrie des biens de consommation de mode	101,5
Industrie des biens de consommation de couleur	101,5
Industrie des biens de consommation de texture	101,5
Industrie des biens de consommation de forme	101,5
Industrie des biens de consommation de fonction	101,5
Industrie des biens de consommation de qualité	101,5
Industrie des biens de consommation de prix	101,5
Industrie des biens de consommation de valeur	101,5
Industrie des biens de consommation de réputation	101,5

Base 100 en 1989

Valeurs franc. à rev. variable : 4 118,24 183,3

Valeurs étrangères : 3 794,53 895,28

Base 100 en 1972

Valeurs franc. à rev. variable : 894,3 805,16

Valeurs étrangères : 508,9 498,6

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100 : 31 décembre 1981

12-243 19-243

Indice général	300,3	308,1
Produits de base	432	432,2
Construction	438,5	447,5
Industrie chimique	262,9	271,6
Industrie électrique	214,4	225,8
Industrie aéronautique	280,4	287
Industrie automobile	280,4	287
Industrie textile	280,4	287
Industrie alimentaire	280,4	287
Industrie pharmaceutique	280,4	287
Industrie pétrolière	280,4	287
Industrie minière	280,4	287
Industrie forestière	280,4	287
Industrie des services	280,4	287
Industrie des transports	280,4	287
Industrie des télécommunications	280,4	287
Industrie des médias	280,4	287
Industrie des loisirs	280,4	287
Industrie des biens de consommation	280,4	287
Industrie des biens d'équipement	280,4	287
Industrie des biens de capital	280,4	287
Industrie des biens de consommation durable	280,4	287
Industrie des biens de consommation non durable	280,4	287
Industrie des biens de consommation de luxe	280,4	287
Industrie des biens de consommation de masse	280,4	287
Industrie des biens de consommation de niche	280,4	287
Industrie des biens de consommation de prestige	280,4	287
Industrie des biens de consommation de statut	280,4	287
Industrie des biens de consommation de mode	280,4	287
Industrie des biens de consommation de couleur	280,4	287
Industrie des biens de consommation de texture	280,4	287
Industrie des biens de consommation de forme	280,4	287
Industrie des biens de consommation de fonction	280,4	287
Industrie des biens de consommation de qualité	280,4	287
Industrie des biens de consommation de prix	280,4	287
Industrie des biens de consommation de valeur	280,4	287
Industrie des biens de consommation de réputation	280,4	287

TOKYO, 22 février

Recul

La Bourse de Tokyo a perdu à nouveau du terrain lundi 22 février dans un marché peu actif. L'indice Nikkei a fluctué en dents de scie pour finir par céder en clôture 189,42 points (11,11 %) à 18 820,61 points, dans un faible volume d'échanges de 200 millions d'actions. Et encore, les achats effectués par les fonds publics d'investissement ont limité le baisse de la cote.

Le marché a notamment souffert de la poursuite de la hausse du yen qui pénalise les sociétés exportatrices. Selon un analyse, les compensations d'assurance-vie qui orientent le marché, attendant que le Nikkei descende à 18 500 points pour intervenir.

VALEURS	Cours du 19 fév.	Cours du 22 fév.
Aluminium	1 220	1 210
Aluminium	1 150	1 140
Carbone	1 250	1 240
Pétrole	1 770	1 760
Industrie chimique	1 070	1 060
Industrie électrique	806	807
Industrie aéronautique	4 000	3 900
Industrie automobile	1 370	1 360

Le Monde

Pourquoi

privatiser aujourd'hui

ce qu'en pensent les

hiér.

Consultez

L'HISTOIRE

AU JOUR LE JOUR

pages 814 et 990

PARIS :

Second marché

(sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citel	451 10	454	Impecc. Computer	130 80	...
B.A.C.	23 70	...	I.P.R.M.	35	...
Bolton (L.)	900	905	Mobis	160	...
Bolton (L.)	246	...	N.S.C. Schenker	750	750
C.A.I.-de-Fr. (C.I.)	740	730	Publi-Service	702	710
Cabotage	225	...	Reco-Alp (L.)	317	...
Cardif	803	850	Saatchi	98	...
C.E.G.P.	183	...	Satim	158	...
C.F.P.L.	204	...	Satim	330	...
C.N.I.M.	1178	1182	Satim	470	482 10
Codan	283	...	Thomson H. (L.)	318	...
Dacia	110	...	Unilog	185	...
Dagblat	225	...	Viel et Cie	130	...
Danachy Wines Co.	438	...	V. St-Laurent Group	767	770
Danachy	1115	1125			
Danachy	129	...			
Edison (L.)	190	...			
Europ. Population	208 60	210			
Financ.	144 50	...			
G.F.F. (group. L.)	48	...			
G.L.M.	404	...			
Groupe L.	119	...			
Groupe L.	597	582			
I.C.C.	188	...			
Idem	48	...			
Idem	1000	...			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ

LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 19 février 1993

Nombre de contrats estimés : 157 128

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 93	Juin 93	Sept. 93
Dernier	113,80	115,80	115,56
Précédent	113,56	115,40	115,44

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE

Options d'achat

Options de vente

Mars 93

Juin 93

Sept. 93

114

0,15

2,06

0,37

0,41

CAC 40 A TERME

(MATIF)

Volume : 29 327

COURS

Février 93

Mars 93

Avril 93

Dernier

Précédent

1 965

1 954

1 988

1 973

1 990

1 976

CHANGES

Dollar : 5,52 F

Le dollar s'inscrivait en baisse

lundi 22 février, tombant même

à Tokyo à un niveau historique-

ment bas. A Paris, la monnaie

américaine cotait 5,52 francs

contre 5,55 francs vendredi au

cours indicatif de la Banque de

France.

FRANCFORT

19 fév.

22 fév.

Dollar (en DM)

1,636

1,632

TOKYO

19 fév.

22 fév.

Dollar (en yens)

119,23

116,35

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (22 fév.)

11 376-11 516

New-York (19 fév.)

2 131/16

BOURSES

18 fév.

19 fév.

(SBF, base 100 : 31-12-91)

Indice général CAC

585,19

589,60

(SBF, base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 40

1 926,52

1 937,17

NEW-YORK (indice

Cours relevés à 11 h 15

36-15

19/2

p : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - • : prix précédent - m : marché continu

Précisant sa conception de la rénovation

M. Rocard souhaite un congrès du PS dès le mois de juin

M. Michel Rocard s'est prononcé, dimanche 21 février, sur TF1, pour l'organisation d'un congrès du Parti socialiste au mois de juin prochain. « Il nous faut un congrès rapidement, en juin, ou quelque chose comme cela, a déclaré l'ancien premier ministre. Ce n'est pas à moi de le décider, mais c'est à moi, fermement, de le suggérer. »

Expliquant que le sens du vote socialiste est, désormais, de « fonder une renaissance », M. Rocard, se référant à son discours du 17 février à Montbous-sur-Loire, a affirmé, dimanche, lors de l'émission « 7 sur 7 », sur TF1 : « La transformation à laquelle j'appelle commença, dans les faits, le lendemain matin du scrutin. » Cette campagne s'inscrit dans la lassitude d'un excès d'arrogance, d'un côté, et de désespoir, de l'autre, a-t-il déclaré. Il faut dire juste au bon moment. Beaucoup de gens, dans ce pays, n'en pouvaient plus de cette tentative et de cet horizon bouché. »

Interrogé sur sa conception de ce que devra être le nouveau parti qu'il souhaite voir naître, il a dit : « Mettons-nous d'accord d'abord sur les objectifs. Le nom de baptême et qui commande, on verra après. L'essentiel est d'être capables, en venant de diverses origines politiques et, d'abord, du PS, de définir les objectifs à transformer. » Il a indiqué que l'ouverture de la réflexion sur le nouveau mouvement, pour lequel il a en tête, a-t-il dit, « une idée fédérale », doit se faire « très vite, dès avril, sans rien imposer ».

M. Rocard a affirmé, d'autre part, que « le dispositif de la présidentielle est acquis » à gauche. « Je suis candidat », a-t-il observé - tandis qu'il a dit, à droite, ils sont deux et ils se battent. Il a rappelé qu'il est partisan du quinquennat renouvelable et d'une « dose » de représentation proportionnelle aux élections législatives.

Répondant à M. François Mitterrand, qui avait déclaré, le

18 février, sur France 3, qu'avant de s'élargir le PS doit « se rassembler », M. Rocard a affirmé que « rassemblement et rénovation vont de pair et se feront, l'un par l'autre », étant entendu qu'il ne croit pas « à l'efficacité d'un rassemblement des socialistes entre eux, tous seuls », a-t-il ajouté. Ses responsabilités sont celles de garantir la continuité des grandes orientations (...) jusqu'à la fin de son mandat. Il n'incombe pas à sa charge de procéder à une refonte ni à la restructuration des forces politiques. »

Il a expliqué que le président de la République a le droit de s'engager dans la campagne. « La Constitution ne fait pas du chef de l'Etat un neutre et moins encore un eunuque, a-t-il dit. Il s'engage, c'est bien normal, et, par conséquent, il fait partie des combattants qui seront sanctionnés. C'est l'évidence même, c'est notre vie publique. »

M. Fabius : intéressant

L'ancien premier ministre a déclaré, au sujet du tour de table d'Adidas, ancienne propriété de M. Bernard Tapie, ministre de la ville, qu'il « ne trouve pas choquant » qu'un organisme public ait pris une participation dans cette société. S'agissant du prêt sans intérêt accordé à M. Pierre Bérégovoy par Roger Patrice Pelat, il a déclaré : « Pierre Bérégovoy, que personne, à ma connaissance, ne prend pour un malhonnête homme, soit aujourd'hui fort bien qu'il ait commis une maladresse, qui tient plus à la personne qu'à l'idée dans un dépannage. »

M. Rocard a ajouté que « quand un homme politique est à l'emprunt en fin de carrière pour acheter son logement principal, cela veut dire qu'il ne s'est pas enrichi ». Il a souligné qu'il y avait « deux poids et deux mesures dans les commentaires » si l'on compare cette affaire aux « vacances de haut luxe » de M. Jacques Chirac, dont un voyage en jet privé à Mascate a coûté 500 000 F, sans que l'iden-

tité du payeur soit connue (le Monde du 18 février). « 500 000 F pour des vacances d'ultra-luxe, c'est une autre manière de vivre que celle d'emprunter pour sa résidence principale, même si le prêteur se trouvait peu recommandable », a-t-il dit.

Interrogé lundi 22 février sur RTL, M. Laurent Fabius a déclaré nécessaire de rénover le Parti socialiste, mais ajoutant que le « big bang » proposé par M. Rocard ne doit pas aboutir à une dissolution de la gauche. « L'idée de la rénovation est une bonne chose. Elle est dans l'air, et c'est à ce titre que je suis arrivé à la tête du Parti socialiste. Sur ce plan-là, il n'y a pas de contestation », a dit le premier secrétaire. Il juge « intéressante » la proposition d'avancer la date du prochain congrès ordinaire du PS, tout en rappelant que celui-ci est « prévu pour le fin de l'année ». « Sur la date exacte », il a précisé qu'il fera ses « propositions dès après les élections ».

Manifestations contre la politique agricole commune

Le trafic ferroviaire est perturbé par des agriculteurs

Le trafic SNCF a été perturbé lundi matin, 22 février, en France, sauf au nord et à l'est, par des manifestations d'agriculteurs lancées par la coordination rurale.

Le mouvement est particulièrement dur dans les régions de Bordeaux, Toulouse, Limoges et Tours. Mais, des perturbations ont aussi été signalées vers Montargis, Orléans et Chartres ainsi que dans la vallée du Rhône, en Bretagne et dans la région de Rouen et du Havre, entraînant des retards dans les trains. A Paris-Austerlitz, la SNCF a dû renoncer un moment à faire partir des trains en raison de perturbations à Tours. Par cette action, la coordination rurale veut obtenir que le gouvernement français fasse jouer son veto au projet agricole du GATT.

A Paris

Fin de la grève à La Poste

En net recul dès la fin de la semaine dernière, la grève de La Poste à Paris semblait terminée lundi 22 février. La direction générale ne disposait, en milieu de matinée d'aucune indication sur d'éventuels débrayages et évaluait à 2 % le nombre de grévistes (mais de 38 à 40 % dans la distribution) dans les 9^e et 18^e arrondissements, d'où était parti le conflit. Seuls la CGT et le Syndicat Unité Démocratique (SUD) continuaient à appeler à l'action.

En province demeurent deux mouvements locaux, au Havre et à Marseille. Les assemblées générales, convoquées en début de service, n'ont pas été suivies de nouveaux mots d'ordre.

Une élection municipale partielle en Nouvelle-Calédonie

Le RPCR s'allie à des indépendantistes à Lifou

Le second tour des élections municipales partielles de Lifou s'est soldé par un coup de théâtre : le liste de M. Macate Wénéwa, qui emporte la majorité des sièges, est une coalition pour le moins hétéroclite composée de militants coutumiers et de membres du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR, anti-indépendantiste). Après s'être présentés séparément lors du premier tour, ces deux courants avaient fusionné afin de faire barrage à la liste de M. Cono Hamu, l'ancien maire, qui, en dépit de la fronde des autorités coutumières dirigée contre lui, avait réalisé un bon score (26,03 %) et menaçait de reconquérir la mairie.

Le prix à payer pour cette « union sacrée » contre M. Cono Hamu aura été très lourd, puisque le RPCR « officiel » de Lifou, qui a infligé une sévère défaite aux « indépendants » du mouvement, amis locaux de M. Ukeiwé, va devoir gérer la mairie en compagnie de militants coutumiers dont certains sont issus de la branche dure de la mouvance indépendantiste.

Si le porte-drapeau de cette liste d'union, M. Macate Wénéwa, affilié au parti libération KANAK socialiste (LKS), peut difficilement être

considéré comme un extrémiste, d'autres de ses colistiers sont des militants notoires du Congrès populaire kanak, mouvement hostile aux accords de Matignon et partisan d'une « indépendance immédiate ».

Dirigé par M. Yann Céline Uregei, le Congrès populaire kanak a réussi à placer ses proches en bonne position dans cette liste d'union (troisième et septième place). Parmi eux figure M. Pierre Xulué, ancien « ambassadeur » en Libye du Front

uni de libération kanak (FULK), parti qui a refusé de condamner l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou en mai 1989 avant de se subordonner au nouveau nom de Congrès populaire kanak. Même s'il était prévisible que le micro-climat de Lifou conduise à de alliances inédites, cette coalition entre fidèles de M. Lafleur et d'anciens zélés du colonel Khadaf ne manque pas de surprendre.

FRÉDÉRIC BOBIN

Les résultats du deuxième tour

L. 6,785 ; V. 4,366 ; A. 35,65 % ; E. 4,341.

Liste conduite par M. Macate Wénéwa, 1 681 (38,72 %) 20 ELUS ; liste conduite par M. Cono Hamu, div. indép., 1 403 (32,31 %) 3 ELUS ; liste conduite par Xéine Kokotha, FLNKS, 974 (22,44 %) 3 ELUS ; liste conduite par M. Cesar Quenegui, RPCR diss., 283 (6,52 %) 1 ELU.

Au premier tour, les résultats avaient été les suivants :

L. 6,785 ; V. 3,782 ; A. 44,25 % ; E. 3,756. Liste conduite par M. Cono Hamu, div. indép., 978 (26,03 %) ; liste conduite par

M. Macate Wénéwa, 819 (21,80 %) ; liste conduite par Xéine Kokotha, FLNKS, 710 (18,90 %) ; liste conduite par M. Goine Wamo, RPCR, 584 (15,54 %) ; liste conduite par M. Cesar Quenegui, RPCR diss., 403 (10,72 %) ; liste conduite par M. Edouard Wapate, div. indép., 262 (6,97 %). En mars 1989, les résultats du second tour avaient été les suivants : L. 6 620 ; V. 4 609 ; E. 4 600 ; A. 30,38 % ; liste UC, indép., (42,65 %) 21 ELUS ; liste RPCR, RPR, (39,38 %) 6 ELUS ; liste FULK, indép., (13,2 %) 2 ELUS.

A la requête de la COB

L'éditeur Nicolas Mignet a été écroué

M. Nicolas Mignet, auteur de nombreux guides de conseils fiscaux et financiers, éditeur des journaux économiques et financiers Capital Bourse, Argent Plus, la Lettre de la Bourse et du Vernien l'hebdomadaire de Verneuil-sur-Avre, la ville dont il est l'un des conseillers municipaux, élu de l'opposition, a été inculpé, jeudi 18 février, d'abus de biens sociaux, escroquerie et travail dissimulé. Il a été écroué.

Après l'annonce de cet emprisonnement par Paris Normandie, on précisait, lundi matin 22 février, au palais de justice d'Evreux, que cette mesure faisait suite « à une réquisition de la Commission des opérations de Bourse (COB) ». A NCM Communication, la société fondée en 1986 par M. Mignet, le personnel paraissait découvrir l'arrestation de M. Mignet, déclarant qu'il partait « en vacances ».

En 1991, dans son rapport annuel, la COB notait que M. Mignet avait conseillé dans ses journaux le rachat d'actions de sa société, au marché hors cote de la Bourse de Paris, entre septembre 1989 et février 1990, sa société, alors éditrice du quotidien Le Temps de la finance, ayant déposé son bilan en mars 1990. La COB notait que « les articles faisaient état de faits faux et de perspectives d'évolution très optimistes de l'activité de NCM Communication, alors que le président ne pouvait ignorer la situation critique où elle se trouvait ». A la suite de plaintes d'actionnaires de NCM, la COB avait saisi la justice le 19 février 1991 pour ces motifs, et y avait joint une demande d'information judiciaire sur le « délit d'initié » concernant les titres de NCM, imputable à M. Mignet.

Y.M.L.

SOMMAIRE

DÉBATS

Un entretien avec Elia Cohen 2

ÉTRANGER

La relance du processus de paix au Proche-Orient 3

Sénégal : des violences en Casamance ont marqué le premier tour de l'élection présidentielle 4

Afrique du Sud : deux méts et un Indien vont faire leur entrée au gouvernement 4

Italie : M. Amato procède à un remaniement ministériel limité 6

Bosnie : le HCR reprend ses opérations humanitaires 6

Nicaragua : un entretien avec le lieutenant-colonel Frank Ibarra, chef des escadrons de la mort sandinistes 7

POLITIQUE

La mort de Jean Lacaze 8

La préparation des élections législatives : Haute-Normandie, le retour à l'équilibre droite-gauche 9

SOCIÉTÉ

Arrestation à Toulouse d'un membre présumé d'ETA 11

M. Pagano s'est remis à la police italienne 11

M^{re} Ségolène Royal lance un ultimatum aux professionnels de la santé pour l'élimination des déchets hospitaliers 12

SPORTS

Rugby : les ailes coupées du jeu français dans le Tournoi des cinq nations ; tennis : Martina Navratilova bat Monica Seles en finale de l'Open féminin de Paris ; voile : l'écueil des quarantièmes rugissants 14

CULTURE

Théâtre : La trilogie Henry VI de Shakespeare présentée à Poitiers 16

Danse : Jeunes Chorégraphes au Théâtre de la Sorbonne 17

ÉCONOMIE

Le déficit de la Sécurité sociale a atteint 12,5 milliards de francs en 1992 18

Les difficultés de l'industrie aéronautique : M. Clinton s'occupe à nouveau Airbus de concurrence déloyale 18

Le gouvernement Major retarde la fermeture des hôpitaux londoniens les plus déficitaires 19

L'ÉCONOMIE

Les grands débats électoraux : un contrat pour les campagnes ? L'effondrement de l'empire KIO en Espagne ? Réalisme syndical à la britannique ? Opinions : un entretien avec lord Skidelsky • La chronique de Paul Fabre • « Omniprésentes idéologies » 25 à 32

Services

Abonnements 20

Annonces classées 17

Carnet 17

Loto, Loto sportif 17

Marchés financiers 20 et 21

Météorologie 23

Mots croisés 17

Radio-télévision 23

Spectacles 22

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Le Monde-L'Économie » folioté 25 à 32.

Le numéro du « Monde » daté 21-22 février 1993 a été tiré à 507 428 exemplaires.

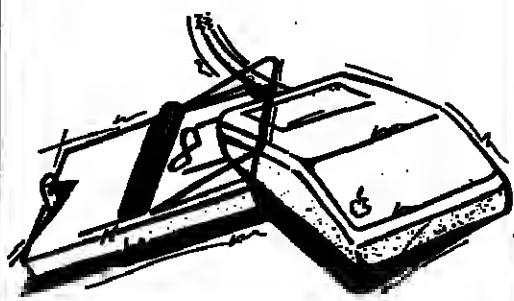
Demain dans « le Monde »

« Sciences-Médecine » : la science sans prétention

Devant l'engouement des parasciences, la science s'interroge sur elle-même. Peut-être doit-elle remettre en cause le rôle idéologique qu'on lui assigne parfois.

LES NOUVEAUX MAC CASSENT LES PRIX DE LA COULEUR

SI VOUS NE DONNEZ PAS L'INDISPENSABLE À LIRE À VOTRE SOURIS VOICI CE QUI RISQUE D'ARRIVER



- Scoop : les prochains petits monstres d'apple
- Dossier : la compression de données
- Pratique : vos rapports de vente en un clin d'œil

SVM Mac

LE PÉRIPHÉRIQUE INDISPENSABLE DE VOTRE MAC

Le Monde

Réalisme syndical à la britannique



L'affaire Hoover ne trouble pas les syndicats britanniques, qui n'y voient pas trace de « dumping social ». Après quatre ans de récession, ils se félicitent plutôt des emplois créés par les investisseurs étrangers.

page 27

Keynes retrouvé



Non, Keynes n'avait pas d'indulgence pour l'inflation. Oui, son idée que l'Etat ne peut laisser l'économie à elle-même reste valable : un entretien avec lord Sidselsky, qui publie à Londres la suite de sa biographie de Keynes.

page 30

Omniprésentes idéologies



Le déficit est aussi un « prélèvement obligatoire », écrit Paul Fabre. Les mots cachant l'idéologie : le capital est détourné au profit de ces compères que sont désormais le Trésor public et les gentlemen du fric.

page 31

MODE D'EMPLOI 26
Finances : Les siccus monétaires dans le collimateur. Humeur, par José Doyère. Litotomie. La cote des mots : « Stop and go ». Bloc-notes.
ACTUALITÉ 27 et 28
PERSPECTIVES 29
OPINIONS 30 et 31
Livres : La fin des solidarités nationales, une critique de l'Economie mondialisée, le dernier livre de Robert Reich.
CONJONCTURE 32
Les taux d'intérêt : Inquiétudes. L'Amérique du Sud : Victoires sur l'inflation. La Colombie : Optimisme justifié. L'ameublement : Craquements.

L'ÉCONOMIE

Premiers de cordée

Rois du piolet ou du crampon les fabricants français de matériel de montagne inventent et savent se battre

CHAMONIX de notre envoyé spécial

Depuis plus de deux siècles, Chamonix s'enorgueillit du titre de « capitale mondiale de l'alpinisme ». De la première ascension du mont Blanc, un certain jour d'août 1786, à la récente réussite de Catherine Destivelle dans la face nord des Grandes Jorasses, en passant par les prouesses du célèbre alpiniste victorien, Edward Whymper, c'est la ville de tous les exploits.

Été comme hiver, ses rues fourmillent d'une faune hétéroclite unie par une même passion, une même obsession : la conquête des sommets. Ce petit monde qui compte en France moins d'un million de pratiquants (1) est à l'origine d'une micro-industrie performante : le matériel de montagne - le « matos » dans le jargon des initiés.

La démocratisation des loisirs d'altitude et, partant, l'exigence de sécurité ont permis à quelques entrepreneurs de se placer à la pointe de la fabrication de mousquetons, crampons, piolets et autres sangles ou harnais. Deux noms du cru, Simond et Chariot, ont dominé l'histoire de cette industrie.

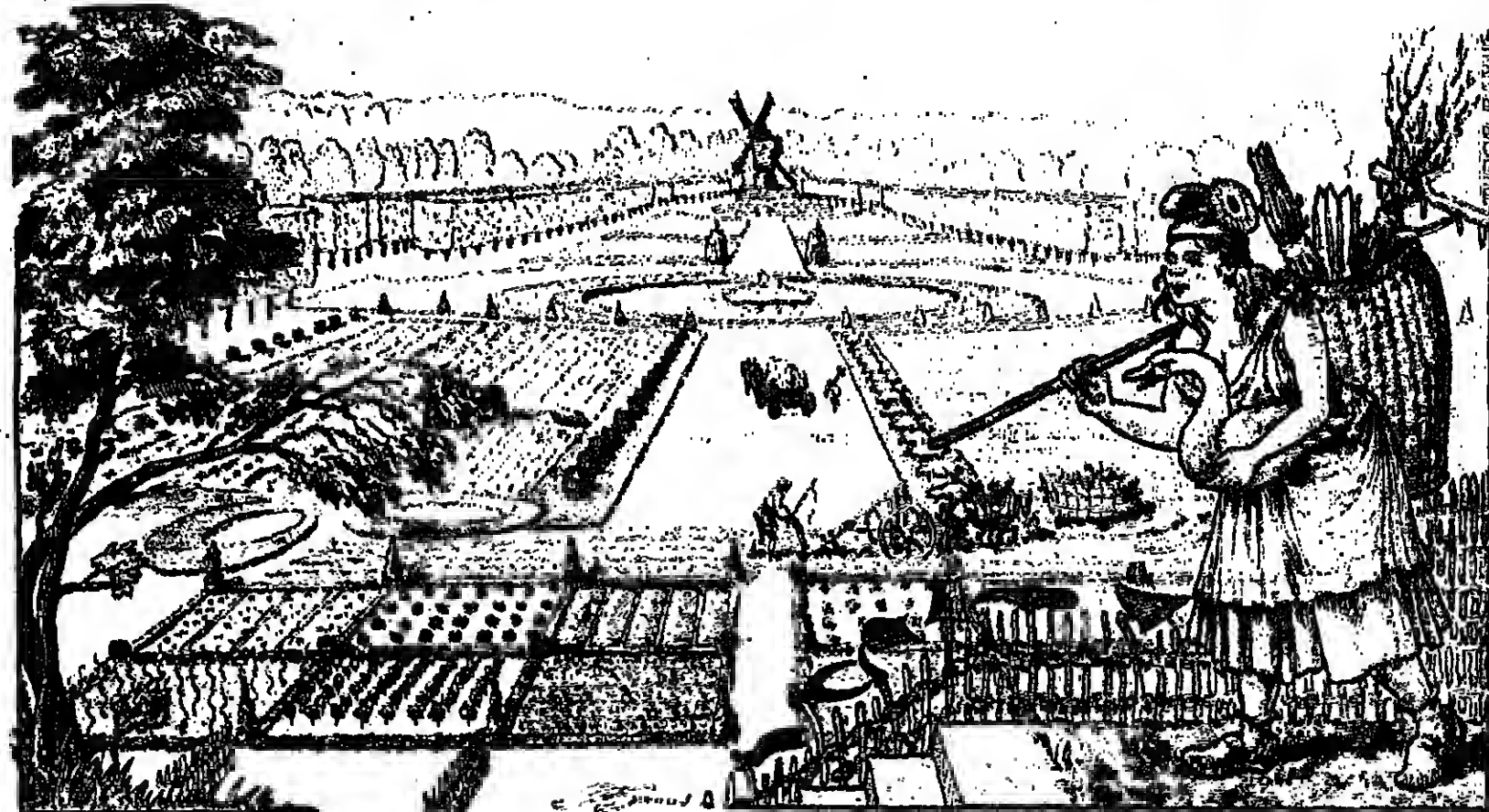
Acacio Pereira

Lire la suite page 29

(1) On évalue à 850 000 le nombre de pratiquants de l'escalade et à 1 500 000 celui de l'alpinisme.

LES GRANDS DÉBATS ÉLECTORAUX (V)

Un contrat pour les campagnes



La réforme de la politique agricole européenne et mises en jachère. Pour défendre cette profession, les négociations du GATT ont aggravé le malaise les partis politiques reprennent un argument des paysans français, suscité par la disparition avancé par les agriculteurs eux-mêmes : la nécessité de conserver et d'aménager l'espace rural.

Lire page 28 les articles de François Grosrichard ainsi que la point de vue de Michel Godet

L'effondrement de l'empire KIO en Espagne

Le Kuwait Investment Office aurait perdu quelque 20 milliards de francs sur ses investissements espagnols. Mauvaise gestion? Malversations? Le scandale est énorme, et 30 000 emplois sont menacés

MADRID de notre correspondant

DEPUIS la fin de l'an dernier, les travaux se sont arrêtés dans les deux tours inclinées de la place de Castille à Madrid. Les grues sont immobiles et le revêtement extérieur de ces tours jumelles appelées Torre de l'Europe n'est qu'à moitié posé. Quand seront-elles achevées ces deux tours qui ferment le paseo de la Castellana, également connues sous le nom de tours KIO (Kuwait Investment Office)? La reprise de la construction dépend d'un éventuel acquiescement pour ces deux fois vingt-sept étages de bureaux. Le moins que l'on puisse dire est que les acheteurs ne se précipitent pas depuis que le groupe Torres, filiale à 100 % du KIO, s'est déclaré en cessation de paiements, le 4 décembre.

Ces deux tours inachevées sont désormais l'exemple vivant de l'écroulement de l'empire koweïtien en Espagne et le symbole de la crise économique. C'est aussi l'illustration d'un scandale financier et politique dont les retombées peuvent être très préjudiciables pour le gouvernement socialiste. Entre malversations - qui restent à prouver - et mauvaise gestion, les investissements de l'émirat dans la péninsule, soit 500 milliards de pesetas (25 milliards de francs), se sont pratiquement vola-

tilisés : ce n'est pas une bonne publicité pour des investisseurs potentiels. Beaucoup pensent que le crédit de l'Etat est désormais entaché. S'il n'est pas encore établi que le gouvernement se soit laissé berné dans cette affaire, de sérieux doutes existent. L'opposition, l'accusant d'avoir été au moins « imprudent », au plus « complice », demande avec insistance l'ouverture d'une enquête parlementaire.

Devant la commission économique du Congrès, Carlos Solchaga, ministre de l'économie et des finances, n'a pas caché, mardi 9 février, que le KIO avait pu tromper le gouvernement et a annoncé qu'une enquête avait été ouverte pour savoir si la loi avait ou non été respectée en matière d'investissements étrangers.

ESCRQUERIE • Le ministre a néanmoins écarté toute « responsabilité juridique » ou négligence du pouvoir dans cette affaire, indiquant que seule sa « responsabilité politique » pouvait à la limite être retenue. Le président de la commission nationale du marché des valeurs, Luis Carlos Croissier, a fait lui aussi part, mercredi 10 février, de ses soupçons sur de possibles violations de la loi régissant les OPA (offres publiques d'achat). Petit à petit, le scandale financier se déplace sur le terrain politique. Sur le plan pénal, la plainte déposée par la nouvelle équipe dirigeante du KIO contre l'ancienne, et notamment

contre Javier de la Rosa, homme de confiance des Koweïtiens en Espagne, a été rejetée à deux reprises par le magistrat chargé des délits financiers. La plus grande faillite qu'il n'ait jamais connue le pays, et ce qui est supposé être une gigantesque escroquerie, n'a donc pas, pour l'instant, de responsables reconnus.

Dans leur plainte - jugée irrecevable parce que les délits n'étaient pas caractérisés - les actuels dirigeants du KIO estiment que le financier catalan Javier de la Rosa et six autres personnages, dont deux Koweïtiens, Fahad Al Sabah, ex-président du KIO et de Torres, et Fouad Jaffar, ancien vice-président du KIO à Londres, ont détourné au moins 125 milliards de pesetas (6 milliards de francs). « Le grand pillage », titre la presse espagnole. *Cambio 16* s'interroge, dans un éditorial, si « voter, c'est bien » puisque aucune poursuite n'est engagée après « un délit gigantesque de 125 milliards de pesetas ».

Le nouveau président du KIO, Ali Rashid Al Badr, a annoncé, fin janvier, que des poursuites seraient aussi engagées en Grande-Bretagne et au Koweït, et que toutes les possibilités qu'offrirait la justice espagnole seraient exploitées pour récupérer une partie des fonds perdus estimés, selon lui, à plus de 400 milliards de pesetas (20 milliards de francs). Le chiffre définitif dépendra du résultat de la liquidation du holding Torres. Carlos Solchaga, devant le Congrès des députés, évalue à 471 milliards de

pesetas (23 milliards de francs) le montant total des investissements du KIO en Espagne, sur lequel les Koweïtiens n'ont récupéré que 61 milliards de pesetas. Ce qui fait une différence de 410 milliards. A cette somme il faut ajouter, toujours selon le ministre, 125 milliards de pesetas d'aides de l'Etat ou d'avantages fiscaux accordés afin de faciliter la venue de ces capitaux.

Ces chiffres illustrent l'ampleur d'un scandale qui touche de nombreux secteurs de l'industrie ainsi que des sociétés de services dans lesquels le KIO a pris des participations et dont il tente aujourd'hui de se dégager. Ce qui risque de mettre au chômage environ trente mille personnes et en touchera indirectement plus de soixante mille. Un séisme national. La menace est sérieuse puisque la presque totalité des entreprises dans lesquelles le KIO détient un pourcentage significatif d'actions perdent de l'argent, à l'exception d'Ebro Agrícolas, seul joyau de la couronne koweïtienne en Espagne. Le premier conflit s'est produit au mois de janvier avec le licenciement prévu de dix-neuf cents employés de Fesa-Enfersa, des usines de produits chimiques et d'engrais contrôlées par Enfersa, une filiale du KIO.

Michel Bole-Richard

Lire la suite page 27

FINANCES

Les sicav monétaires dans le collimateur

Les Français ont retiré en décembre dernier près de 10 % de leurs placements sur ces produits d'épargne défiscalisés. Tactique ou inquiétude devant les projets de l'opposition de taxation des sicav à court terme ?

Au mois de janvier dernier, Alain Ernewein, directeur général d'Euro-Performance, organisme spécialisé dans l'évaluation des siev (sociétés d'investissement à capital variable), estimait qu'il se passait « quelque chose sur les sicav monétaires » au vu de la décollecte particulièrement significative que celles-ci avaient connue en décembre. Au cours de ce seul mois, pas moins de 63 milliards de francs ont été retirés, du « jannai vu » de l'avis même d'Alain Ernewein. On peut l'expliquer par l'anticipation d'une prochaine baisse des taux qui rendrait moins attractifs les placements monétaires et aurait conduit les investisseurs vers les obligations. Mais l'on peut avancer une autre raison : l'approche du 31 décembre, date à laquelle le seuil d'exonération fiscale sur les plus-values de cession allait être diminué de moitié, nombre de détenteurs ont vendu leurs parts pour les racheter après le 1^{er} janvier. Selon Alain Ernewein, la moitié seulement des capitaux seraient revenus courant janvier...

Ces produits financiers très rémunérateurs sont depuis quelques semaines dans le collimateur de l'opposition. De Gérard Longuet à Philippe Séguin, qui dans les colonnes de notre confrère *la Tribune* estimait que le taux d'imposition sur le revenu pourrait être abaissé si l'on taxait tous les revenus du capital, « y compris les plus-values, de la même manière que les revenus du travail ». Et d'ajouter que, dans cet esprit, il fallait taxer les placements en siev monétaires dont les revenus ne doivent plus bénéficier des exonérations fiscales. Il faut réintégrer ceux-ci dans le revenu imposable au premier franc, et taxer ces revenus au taux marginal.

Ce point de vue est également partagé par le président de l'UAP, Jean Peyrelevade, qui, dans un entretien accordé à *Paris-Match*, a dénoncé les avantages dont bénéficie l'épargne à court terme, qui n'appartient pas « à un sou de fonds propres et donc

de puissance à l'économie française ». Selon lui, il faut « retaxer au droit commun la fausse épargne, notamment les sicav monétaires. Et réserver les avantages fiscaux à la seule vraie épargne, celle que les Français acceptent d'immobiliser pendant plusieurs années ». Une fiscalité moins favorable,



estime le président de l'UAP, devrait faire prendre conscience aux Français que l'argent qu'ils placent sur les sicav monétaires, les dépôts à vue ou à six mois, n'appartient pas un sou.

DÉLOCALISATION • Tout en rejetant l'idée d'une fiscalité alourdie sur les placements monétaires, Patrick Cabart, délégué général de l'Association française des banques (AFB), préconise pour sa part la suppression de l'exonération fiscale qui s'applique au nouveau seuil de cession (162 900 francs depuis le 1^{er} janvier) et lui préfère la taxation au premier franc au taux de 18,1 %. La réintégration des revenus de ces produits dans les revenus soumis à l'impôt sur le revenu en les imposant au taux marginal accentuerait le risque de voir une délocalisation de l'épargne vers d'autres pays. Cette délocalisation vers

d'autres pays est également redoutée par Edouard Balladur, qui estimait, il y a quelques jours devant la presse étrangère, qu'il fallait être « très attentif à ce que toute modification n'entraîne pas de fuite de capitaux » et ne nuise pas aux « titulaires de revenus modestes ».

Pour Alain Madelin, vice-président de l'UDF, l'idée selon laquelle l'opposition aurait l'intention d'alourdir la fiscalité des sicav monétaires n'a aucun fondement, quand bien même celle-ci déplore que l'épargne des Français soit mobilisée sur des produits de court terme. Le vice-président de l'UDF estime que « répondre à une situation monétaire d'exception, caractérisée par des taux d'intérêt réels courts records, par une fiscalité d'exception sur les sicav monétaires ne résoudrait rien. Les conséquences ne pourraient être que néfastes dans un espace européen où la règle est devenue celle de la libre circulation des capitaux ».

Reste que, malgré le discours spaisant d'Alain Madelin, cette polémique, à un mois d'un probable changement de majorité, a déclenché de vives réactions. Réactions entre autres sur le thème : il est scandaleux de banger la règle en cours de jeu à des fins démagogiques.

Alain Ernewein estime pour sa part que l'attrait incontestable des siev monétaires aux yeux des particuliers — qui en détiennent de 600 à 700 millions de francs — va s'affaiblir. L'une des conséquences pourrait être, mis à part une fuite des capitaux, un transfert de l'épargne vers les obligations. Dans l'immédiat, la nouvelle fiscalité concernant les sicav monétaires reste celle qui est entrée en vigueur au 1^{er} janvier de cette année, soit une taxation de 18,1 %, si le montant des cessions excède 162 900 francs, ce qui, si l'on prend un rendement moyen de l'ordre de 10 % par an, représente un portefeuille d'environ 1,6 million de francs.

François Bostnavaron

HUMEUR • par Josée Doyère

Litotomania

Plus ça va, plus notre langage s'édulcore, s'affadit, s'adoucit, comme si le mot lénifiant avait une vertu curative, gommait la réalité honteuse, douloureuse ou simplement gênante. Mon amie Sonia parle allégrement d'euphémisme du langage, mon ami Pierre, grand amateur de littérature classique, d'art de la litote généralisée, et moi, qui adore les néologismes les plus barbares, j'appellerai ça volontiers « euphémismomania » ou « litotomania ».

Autrefois, une entreprise faisait faillite, et si cette faillite s'avérait frauduleuse on parlait tout crûment de banqueroute. Pour la malheureuse chef d'entreprise responsable du désastre ou victime de la conjonction, c'était la honte et certains n'y réalisaient pas. Ces mots n'existent plus aujourd'hui. A vrai dire, le langage s'est affiné et les différentes étapes — toutes douloureuses — de la disparition d'une société ont trouvé des termes précis, sinon clairs, du moins dédramatisés. Une firme est « en cessation de paiement », puis « dépose son bilan », voire demande la nomination d'un administrateur provisoire.

Si aux Etats-Unis on demande pudiquement la « bécotie de l'article 11 », qui permet à l'entreprise de continuer à tourner, ici on demande la « suspension provisoire de poursuites », avant de se retrouver en « règlement judiciaire », an « redressement judiciaire », avant d'en arriver à la triste « liquidation ». Je me suis laissé dire que ces étapes anesthésiques et adoucissantes étaient ruineuses (certains audits et gestionnaires de la dernière heure se payant sur la bête) et plus coûteuses encore pour les créanciers, surtout s'ils ne sont pas « de premier rang ».

Dans le monde du travail, la crise et sa traduction la plus angossante pour les salariés (le

chômage) se parent aussi de ces stop-douleurs qui sont les mots. Autrefois, on licenciait. Maintenant, quand on y aat vraiment contraint, on parle « licenciements secs » après avoir — un temps — précisé : « licenciements économiques ». Puis, il n'est plus été question que de « suppressions d'emplois ». C'est vrai que ça n'est pas tout à fait la même chose ! Ne pas remplacer les gens qui quittent volontairement, pour des raisons personnelles, leur boulot ou ceux qui prennent leur retraite en est une. Envoyer une rafale de lettres recommandées, la tout constituant une « charrette », en est une autre.

Maia dans ces « suppressions d'emplois » elles-mêmes, les « départs en préretraite » ont fait place à des « mesures d'âge », puis à des « cessations anticipées d'activité », tout ça parce que c'est gênant de dire tout cru à des gens de cinquante-cinq ans, qui se sentent encore dynamiques, pleine de vie : « Désolés, on ne veut plus de vous, votre salaire est beaucoup plus élevé que celui d'un petit jeune qui n'a pas votre expérience — ni surtout votre ancienneté ».

La gouvernance n'échappa pas à ce goût du pansage verbal. Après avoir inventé le « traitement social du chômage », il a exigé des chefs d'entreprises qu'ils mettent au point des « plans sociaux », pour que la douloureuse opération prenne mieux en compte les difficultés des salariés victimes de ces « contractions d'effectifs », souvent nées d'indispensables restructurations et de la nécessité de « réduire la masse salariale ». Les intéressés se sont emparés de ce vocabulaire nouveau, et il n'est plus question désormais que de « plan social d'accompagnement », même si la « accompagnée » se sentent des exclus du monde du travail. ■

BLOC-NOTES

D'une semaine... à l'autre

133 000 EMPLOIS SALARIÉS PERDUS EN 1992. Selon les chiffres provisoires publiés par l'INSEE le 15 février, on comptait 14 737 100 emplois en France au 31 décembre 1992 contre 14 870 000 au 31 décembre 1991, soit une baisse de 0,9 % en un an (*le Monde* du 17 février).

LES PAYS-BAS CÉDENT A DASA LEURS PARTS DANS FOKKER. La participation de 31,8 % de l'Etat néerlandais dans le constructeur aéronautique Fokker a été cédée le 16 février à Deutsche Aerospace (DASA), filiale du groupe Daimler-Benz. Prix de la transaction : 954 millions de francs, est inférieur à ce qui était prévu (*le Monde* du 17 février).

FORTE BAISSSE DE WALL STREET. Après l'allocution télévisée du président Bill Clinton lundi 15 février annonçant des hausses d'impôts, la Bourse de New-York a enregistré le 16 février une baisse de 2,4 %, la plus forte depuis quinze mois (*le Monde* du 18 février).

BÉNÉFICE EN HAUSSE DE 31 % POUR EDF. Electricité de France n'a pas encore été touchée par la crise et a pu annoncer un bénéfice de 2,5 milliards de francs en 1992, dû notamment à son effort de désendettement (*le Monde* du 18 février).

DÉFICIT BUDGÉTAIRE DE 230 MILLIARDS DE FRANCS EN 1992. Le ministre du budget a annoncé le 17 février que l'exercice 1992 s'était soldé par un déficit de 209 milliards de francs en gestion (du 1^{er} janvier au 31 décembre) mais qu'en exécution (avec la période complémentaire du 1^{er} janvier au 3 mars 1993), le déficit atteindrait 230 milliards, soit 3,2 % du PIB (*le Monde* des 17 et 19 février).

L'OEPE RÉDUIT SA PRODUCTION. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole réunie à Vienne, en Autriche, a décidé le 16 février de réduire de 1,4 million de barils par jour la production de ses douze pays membres, afin de soutenir les cours du pétrole (*le Monde* du 18 février).

HAUSSE DES IMPÔTS ET TAXE SUR L'ÉNERGIE AUX ÉTATS-UNIS. Dans son discours sur l'état de l'Union, le président Bill Clinton a annoncé 245 milliards de dollars de recettes nouvelles sur cinq ans et 245 autres milliards de coupes dans les dépenses, mesures drastiques destinées à maîtriser le déficit budgétaire. Une taxe élargie sur l'énergie sera introduite à partir du 1^{er} juillet 1994 (*le Monde* des 19 et 20 février).

MARDI 23 FÉVRIER. France. L'Observatoire des retraites envoie un dossier sur la retraite complémentaire à tous les candidats aux élections législatives. Moscou. Manifestation de la coalition conservatrice Unifié russe contre le référendum sur la constitution prévu le 11 avril.

BRUXELLES-CEE. Session plénière du Conseil économique et social européen (jusqu'au 25 février).

MERCREDI 24 FÉVRIER. Washington. Rencontre entre John Major et Bill Clinton.

JEUDI 25 FÉVRIER. France. Grève des dockers. Jean-Marc Vernes remet sa démission de président-directeur général au conseil d'administration d'Eridania-Beghin Say. Manifestation d'agriculteurs retraités du Sud-Ouest pour protester contre la faiblesse de leur pension (1300 francs par mois), à Villeneuve-du-Périgord.

BRUXELLES-CEE. Conseil des ministres de l'industrie consacré à la restructuration de la sidérurgie européenne.

MAROC. Visite de Jacques Delors, président de la Commission européenne.

VENDREDI 26 FÉVRIER. Japon. Visite officielle du chancelier allemand Helmut Kohl. Lille. Marie-Christine Blandin, présidente du conseil régional Nord-Pas-de-Calais présente en deuxième lecture le budget de la région pour 1993.

SAMEDI 27 FÉVRIER. Londres. Réunion ministérielle des pays membres du G7 (Etats-Unis, Japon, Allemagne, France, Italie, Grande-Bretagne, Canada) jusqu'au 28 février.

DIMANCHE 28 FÉVRIER. Paris. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, et Edmond Alphandéry, son possible successeur, invités du 1920 sur France 3. Semaine internationale de l'agriculture et du monde rural 1993. Fin du mandat de Jacques Fournier à la présidence de la SNCF.

LUNDI 1^{er} MARS. France. Ouverture officielle de la campagne des élections législatives.

EUROPE CENTRALE. Entrée en vigueur de l'accord centre-européen de libre-échange (CEFTA) entre la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Hongrie.

ECONOMIA INTERNATIONALE. Entrée en vigueur de la réduction temporaire de la production de pétrole par les douze pays membres de l'OEPE (jusqu'au 30 juin).

LOIS ET DÉCRETS

Impôt sur les sociétés

La loi de finances 1993 porte l'impôt des sociétés à 33 1/3 % au lieu de 34 % des bénéfices. Pour chaque exercice social, l'impôt sur les sociétés donne lieu normalement au versement de quatre acomptes à date fixe; un décret fixe le montant de chacun des acomptes depuis le 1^{er} janvier 1993 à 8 1/3 % du bénéfice de référence au lieu de 9 %.

Décret n° 93-178 du 5 février 1993, *Journal officiel* du 7 février 1993, p. 2112.

Agriculture

Un arrêté précise les manifestations de la Semaine internationale

de l'agriculture et du monde rural organisées du 28 février au 7 mars 1993 : durant cette période, le Salon international de l'agriculture se tiendra au Parc des expositions de la porte de Versailles, tandis que le Salon professionnel international de l'agro-alimentaire (Sima) aura lieu au Parc des expositions de Paris-Nord-Villepinte du 28 février au 4 mars. Arrêté du 8 février 1993, *Journal officiel* du 12 février 1993, p. 2347.

Précision. Dans le graphique qui illustre l'article de conjoncture sur les transports maritimes (*le Monde* - L'Economie daté mardi 16 février, page 34), le volume des carnets de commandes de navires était exprimé en milliers de tonnes de jauge brute.

LA COTE DES MOTS

« Stop and go »

Les responsables des ressources humaines de grandes entreprises recrutent des cadres, des ingénieurs, des techniciens de haut niveau. Faute de flux régulier d'arrivées de jeunes ingénieurs, par exemple, il se constitue une pyramide d'âges formée de couches de population bien distinctes. La transmission du savoir et le renouvellement des compétences se produisent donc par à-coups. Pallier brutalement le départ en retraite d'un grand nombre de cadres et de techniciens supérieurs n'est sans doute pas la meilleure façon d'assurer le suivi économique et technologique au sein de la plupart des groupes et sociétés...

Jean-Pierre Colignon

* Une correspondante suggère *forplacement* comme substitut d'*outplacement*. La proposition n'est pas inintéressante, car le mot est logiquement formé, mais le terme peut-il être retenu, alors qu'il est marqué du même aspect obsolète qui affecte notamment des mots comme *forclure*, *forfaire*, *forjeter*, *forlucier*, etc. ?

مكادمان العمل

Jusqu'à dimanche inclus
Vêtements de luxe

COSTUME
pure laine super 100'S, valeur 5.500 F at

MANTEAU
cachemire et laine, valeur 4.500 F.

bradés

1.590^F

3.000^F les deux (ou au choix, un costume et un manteau)
Veste cachemire et laine 990^F
ou 1.750^F les deux

Remises énormes sur les CACHEMIRE
DE LUXE et 50 % au RAYON FEMME

DAVID SHIFF

Club des Dix

13, RUE ROYALE PARIS 8^e (hôtel particulier dans la cour)
60 BIS, RUE DE PARIS, 75010 ST-GERMAIN-EN-LAYE, 5, RUE DES ARCHERS, LYON 2^e

Le nouveau réalisme des syndicats britanniques

L'« affaire Hoover » justifie, pour beaucoup de Britanniques, le refus de leur pays de souscrire au « chapitre social » de l'Europe de Maastricht. Quant aux syndicats, face à la récession, ils font preuve de souplesse

LONDRES
de notre correspondant

« Les Français sont livides ! », c'est sur un ton sardonique qu'Alan Doonan, parlementaire conservateur, avait commenté à la télévision les réactions à la télévision des responsables français devant l'affaire Hoover, le fabricant américain d'aspirateurs ayant décidé le transfert d'emplois de l'usine de Longvic, dans la Côte-d'Or, à celle de Cambuslang, près de Glasgow. Il ajoutait : « Cela devrait leur servir d'exemple. Notre gouvernement, lui, est réaliste : il sait que la libre entreprise est le seul moyen de créer des emplois durables et d'attirer des investissements étrangers. »

Hormis cette tirade, le gouvernement de John Major n'a guère commenté l'attaque en règle lancée à Paris et à Bruxelles contre le « dumping social » auquel se livrerait la Grande-Bretagne.

Le premier ministre y a fait brièvement allusion lors d'un voyage en Ecosse, parce que le cas de Hoover sert ses intérêts politiques : au moment où le gouvernement fait face à une offensive parlementaire pour le forcer à abandonner l'exemption des dispositions sociales du traité de Maastricht obtenue par la Grande-Bretagne, il n'est pas sans intérêt de souligner que cette « délocalisation sauvage » est une conséquence de la singularité britannique. Le « chapitre social », dit-on à Londres, détruit les emplois. Dans le cas de Hoover, la relation entre les deux phénomènes est loin d'être établie, mais peu importe : la politique, à Londres comme à Paris, a ses exigences.

LATITUDE La campagne électorale française, dominée par le chômage, qui se greffe sur des relations bilatérales traditionnellement exacerbées, explique largement, selon les Britanniques, ce « procès d'intention ». Car, sur le fond du débat, on a de ce côté-ci de la Manche bien des arguments à faire valoir. S'agissant notamment des négociations entre employeurs et syndicats, le cas de Hoover est exemplaire sans être atypique : bien d'autres accords de ce type sont conclus dans diverses régions de Grande-Bretagne, sans susciter la moindre passion. Les entreprises japonaises, par exemple, qui ont fortement investi dans l'automobile et l'électronique britanniques, sont coutumières de ce qui apparaît, sur le continent, comme la disposition la plus choquante, l'engagement du non-recours à la grève.

C'est oublier que si, en France, la grève est une liberté constitutionnelle, en Grande-Bretagne elle ne constitue même pas un droit : les organisations d'actions revendicatives ne bénéficient d'aucune immunité en matière de responsabilité civile qu'à condition d'agir « dans le but de faire progresser ou de prévenir un conflit de travail », une défection qui laisse à l'employeur une grande latitude d'action. Le cas de Hoover illustre, d'autre part, la nouvelle donne des relations sociales en Grande-Bretagne. Celles-ci s'appuient certes sur les restrictions syndicales issues de la législation des années Thatcher et sur la suppression de certaines obligations incombant aux employeurs, mais elles sont surtout profondément influencées par la récession économique.

Ainsi que le souligne David Lea, secrétaire général adjoint du Trades Union Congress (TUC), la confédération syndicale britannique, « les avancées sociales ne peuvent aller de pair qu'avec les avancées économiques ». « Il est extrêmement difficile, ajoute-t-il, d'obtenir les premières dans une période de récession économique. » Cette position témoigne du grand réalisme dont fait preuve le mouvement syndical, qui a dû accepter un ajustement avec le gouvernement et le patronat. « Les syndicats, indique le Dr Raymond Richardson, spécialiste des rela-

tions industrielles à la London School of Economics (LSE), ont démontré leur volonté de conclure des accords avec le souci de sauver des emplois et d'accroître la productivité. »

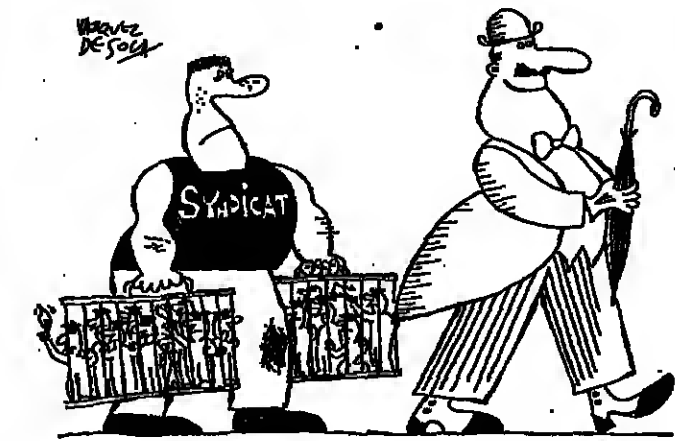
La loi ne protège un salarié contre un licenciement non justifié et ne lui accorde des droits statutaires qu'après une durée d'emploi ininterrompue de... deux ans.

Il se fonde d'autant plus librement que ce type de négociations s'effectue au niveau local et dans le cadre de l'entreprise. La négociation collective, traditionnellement faible en Grande-Bretagne, est de moins en moins pratiquée, et la notion de partenaires sociaux à la française n'existe pas. Chaque syndicat bénéficiant d'une forte autonomie de décision, le TUC - comme dans le cas de Hoover - n'a pas son mot à dire. Une entreprise qui veut s'implanter dans une région négocie simplement au mieux de ses intérêts avec les syndicats locaux et parvient, la plu-

disgrâce pour l'histoire du Kowloon. Les comptes en banque de trois anciens dirigeants du KIO ont été bloqués et leurs biens placés sous séquestre. L'opposition s'est emparée de ce scandale, dénonçant la dilapidation de l'argent de l'Etat par la famille royale, dont l'un des membres, Fahad Al Sabah, cousin de l'émir, était le président du KIO à cette époque.

Javier de la Rosa a eu beau jeu de mettre sur le compte de « querelles politiques koweïtiennes » la plainte déposée à son encontre pour escroquerie, faux en écritures publiques et abus de confiance, pour ne citer qu'une partie du répertoire. Ce Barcelonais de quarante-cinq ans a répliqué en faisant remarquer qu'entre 1986 et 1992 « toutes les opérations effectuées ont été approuvées et ratifiées par le conseil d'administration du groupe Torres » et que, quand il a donné sa démission, le 26 mai 1992, les responsables de Torres ont encore approuvé sans réserve sa gestion. Qu'il ne s'agit donc que d'une mauvaise querelle et que justice lui a été rendue quand le magistrat des délits financiers a refusé de faire droit à la requête des plaignants. Ceux-ci ont estimé que ce

rejet constituait « un exemple anthologique d'ignorance juridique ». Mais Javier de la Rosa persiste et affirme que « tout s'est fait légalement ». Qu'il n'a rien à cacher et que tout a été communiqué au gouvernement.



part du temps, à imposer ses conditions. Si Hoover propose des contrats de travail de deux ans, c'est évidemment parce que la loi ou protège un salarié contre un licenciement non justifié et ne lui accorde des droits statutaires qu'après une durée d'emploi ininterrompue de... deux ans.

CHANTAGE Ce chantage social est facilité par la situation de l'emploi, mais, paradoxalement, les syndicats y trouvent parfois leur compte : accepter des relations de travail restrictives peut souvent constituer pour un syndicat le seul moyen de s'implanter dans une entreprise. « C'est largement le résultat de l'influence japonaise, parce qu'il y a une sorte de troc entre la fixation de nouvelles normes de production, les droits des salariés et le fait qu'une grande partie des relations industrielles se déroulent sans arbitrage indépendant », souligne David Lea. Quant à Hoover, « ce n'est pas la fonction du TUC de donner des notes sur les accords qui sont conclus, même si, en effet, il ne s'agit pas d'une grande victoire du mouvement syndical. » Mais, ajoute-t-il, que veut-on ? Est-ce que des accords qui sont acceptables pour les travailleurs locaux, que les syndicats jugent raisonnablement comparables à d'autres accords passés dans la même région, devraient être repoussés simplement parce qu'ils impliquent des transferts de production ?

Les accusations concernant le « dumping social » sont-elles des lors fondées ? Les Britanniques soulignent que l'exemple de Hoover a été, dans la même semaine, équilibré par celui de Nestlé (cas plus complexe, le créateur d'emplois à Dijon résultant, indirectement, de la fermeture de l'usine de Glasgow). Ils estiment surtout que le déplacement d'activités fait localement perdre de l'emploi à une économie de marché ouverte, c'est-à-

dire non protectionniste : c'est cette logique économique qui conduit British Aerospace à conclure une joint-venture avec Taiwan Aerospace, tout en annonçant la fermeture de son usine de Hatfield (et 3 000 licenciements). Ford, d'autre part, prend constamment des décisions de ce genre concernant ses usines européennes, en fonction de différents critères, au premier rang desquels les coûts de production.

« Bien sûr que le capital et l'investissement se dirigent vers les pays où les coûts de production sont le moins élevés », insiste le Dr Richardson. Si des industries se sont installées en Espagne il y a bien des années, si des entreprises s'expatrient en Asie, si les Américains et les Japonais viennent en Europe, ce n'est pas par hasard... C'est un processus permanent, parfaitement compatible avec l'idée d'intégration européenne. Des entreprises changent de site en France pour exactement les mêmes raisons qu'elles le font en Europe ou dans le reste du monde. Ce n'est pas un processus qui peut ou doit être stoppé, c'est un signe de santé. »

AVANTAGE Pour le Dr David Marsden, autre expert des relations industrielles de la LSE, il est maintenant admis, au sein de la CEE, que « chaque pays puisse mettre en avant la faiblesse de coûts de production pour attirer des investissements ». « Sinon, ajoute-t-il, comment l'Espagne, le Portugal et la Grèce pourraient-ils atteindre ces fameux critères de convergence ? » Le Dr Marsden estime que le procès en « dumping social » dépend de l'« intentionnalité ». Quel est, sur ce point, la responsabilité du gouvernement britannique ? S'agissant de Hoover, elle est - apparemment - nulle, puisque l'accord se déroule entre deux parties indépendantes de l'action des pouvoirs publics.

Mais la situation économique de la Grande-Bretagne et la politique de son gouvernement favorisent les investissements étrangers. Ceux-ci représentaient 3 % du PNB britannique en 1990, soit le taux le plus élevé de la CEE. La Grande-Bretagne est, dans ce domaine, le pays-phare en Europe : le Royaume-Uni reçoit respectivement 29 % et 23 % des investissements des Etats-Unis et du Japon dans l'industrie européenne. Et 59 % et 41 % des investissements européens de ces deux pays dans les services financiers.

Il ne fait pas de doute que la main-d'œuvre britannique est moins chère que celle d'autres pays de la Communauté (notamment l'Allemagne et la France), plus flexible, plus facile à embaucher et à licencier. Le gouvernement de John Major voit donc cette réalité à l'avantage et, du moins à court terme, il n'a pas tort. Il y a donc de sa part une réelle logique économique - à défaut d'une solidarité européenne - dans ce refus persistant d'accepter les dispositions sociales du traité de Maastricht. Le gouvernement a constamment cherché à démanteler les restrictions et contrôles qui ont longtemps marqué les relations sociales dans l'entreprise, rappelle le Dr Marsden.

La dévaluation continue de la livre sterling constitue une autre puissante incitation pour les compagnies étrangères à investir tout en stimulant les exportations britanniques.

donc l'idée de permettre à Bruxelles d'en imposer de nouveaux via le « chapitre social » est totalement contraire à sa politique.

Pour les mêmes raisons, la Grande-Bretagne reste le seul pays européen où le salaire minimum n'est pas garanti au niveau national. Les pouvoirs publics expliquent que la fixation d'un tel plancher est à la fois contraire au principe de la liberté du marché du travail et destructeur d'emploi. Ces atouts de l'économie britannique sont renforcés par une politique économique et monétaire qui tend à accentuer la baisse des taux d'intérêt. La dévaluation continue de la livre sterling constitue une autre puissante incitation pour les compagnies étrangères à investir en Grande-Bretagne, tout ce sit-

mulant les exportations britanniques. Enfin, la récession économique a pour effet d'accroître la productivité des entreprises, point faible chronique de l'industrie britannique.

Ces résultats se soldent par une diminution de la protection sociale des salariés, et ce d'autant plus lorsque le gouvernement s'efforce d'alléger les charges des entreprises, pourtant déjà bien plus faibles qu'en France ou en Allemagne. Une évolution qui ne peut que s'accroître : face à un déficit budgétaire proliférant, les principaux acquis du Welfare State (l'Etat-providence) sont actuellement l'objet d'une étude serrée pour réduire le poids des dépenses sociales. La Grande-Bretagne peut-elle pour autant parier sur les investissements étrangers pour favoriser le redressement de son économie ? Et jusqu'où peut-elle exploiter le « filon » de faibles coûts de production et de la flexibilité de son marché du travail ? La réponse réside probablement dans le niveau de productivité de son industrie et de ses infrastructures.

HANDICAPS Or, dans ce domaine, les carences britanniques sont nombreuses. Bien des signes montrent que les investisseurs japonais commencent à se diriger de préférence vers l'Allemagne, au détriment de la Grande-Bretagne, un pays perçu comme faisant mouvement vers les marges de l'Europe. Or les investisseurs étrangers voyaient, jusqu'à dans la Grande-Bretagne un pays libéral acceptant de promouvoir leurs intérêts dans la CEE. Ce qu'ils voient, ce sont les débouchés du grand marché unique européen.

Face à ce défi, la Grande-Bretagne est moins bien armée que ses concurrents, notamment en raison de son manque de main-d'œuvre qualifiée, du déclin de l'apprentissage et d'un effort très insuffisant en matière de formation professionnelle. Le pourcentage de jeunes de seize à dix-neuf ans en cours d'éducation ou de formation est de 37,9 % en Grande-Bretagne, contre 69,1 % en France et 81,4 % en Allemagne. Ces chiffres illustrent les lourds handicaps britanniques. Au bout du compte, les succès obtenus pour attirer des investissements tout en favorisant les marges bénéficiaires des entreprises pourraient bien se transformer en une victoire à la Pyrrhus.

Laurent Zecchini

(1) Chiffres contenus dans un récent rapport, « Britain, Europe and the Square Mile », dont M. Evan Davis est le coauteur.

L'effondrement de l'empire KIO en Espagne

Suite de la page 25

Erreurs, en cessation de paiement depuis le mois de juillet dernier, a été contraint, dans l'immédiat, de faire marche arrière. La liquidation de Torres risque de provoquer encore bien des soubresauts, même si le KIO continue de dire qu'il « ne partira pas d'Espagne et continuera à investir si les perspectives sont bonnes », comme l'affirme son nouveau président.

Il est encore trop tôt pour débrouiller complètement cet écheveau compliqué dans lequel la justice s'est plongée et que le pouvoir tente également de démanteler. Il paraît évident que certains se sont servis, qu'ils ont abusé de la confiance des Koweïtiens, qu'ils ont perçu des commissions exorbitantes, se sont octroyés de larges bénéfices, qu'ils ont jonglé avec les opérations en Bourse... Reste à savoir s'ils l'ont fait suffisamment habilement pour qu'il ne leur soit reproché sur le plan pénal.

« DISGRACE » Les autorités de l'émirat sont décidées à aller jusqu'au bout pour tirer au clair ce que le ministre des Finances, Nassir Al Rodhan, a appelé « une

disgrâce pour l'histoire du Kowloon ». Les comptes en banque de trois anciens dirigeants du KIO ont été bloqués et leurs biens placés sous séquestre. L'opposition s'est emparée de ce scandale, dénonçant la dilapidation de l'argent de l'Etat par la famille royale, dont l'un des membres, Fahad Al Sabah, cousin de l'émir, était le président du KIO à cette époque.

Javier de la Rosa a eu beau jeu de mettre sur le compte de « querelles politiques koweïtiennes » la plainte déposée à son encontre pour escroquerie, faux en écritures publiques et abus de confiance, pour ne citer qu'une partie du répertoire. Ce Barcelonais de quarante-cinq ans a répliqué en faisant remarquer qu'entre 1986 et 1992 « toutes les opérations effectuées ont été approuvées et ratifiées par le conseil d'administration du groupe Torres » et que, quand il a donné sa démission, le 26 mai 1992, les responsables de Torres ont encore approuvé sans réserve sa gestion. Qu'il ne s'agit donc que d'une mauvaise querelle et que justice lui a été rendue quand le magistrat des délits financiers a refusé de faire droit à la requête des plaignants. Ceux-ci ont estimé que ce

rejet constituait « un exemple anthologique d'ignorance juridique ». Mais Javier de la Rosa persiste et affirme que « tout s'est fait légalement ». Qu'il n'a rien à cacher et que tout a été communiqué au gouvernement.

FORTUNE Toujours est-il que ce Catalan, fils d'avocat, a, en quelques années, amassé une coquette fortune. Responsable, en 1985, d'un trou de presque 100 milliards de pesetas à la banque Garriga Nogues pour lequel la Banesto a jugé bon de ne pas porter plainte, Javier de la Rosa a constitué en février 1986 sa propre société d'investissement, Quail Espana, au capital de 200 millions de pesetas et qui, aujourd'hui, est évalué à 20 milliards de pesetas (1 milliard de francs).

Lui-même estime que sa participation dans de multiples entreprises est de l'ordre de 50 milliards de pesetas et ne cache ni son yacht, ni son Falcon-50, ni son hélicoptère. Il reconnaît volontiers que sa « relation » avec Torres lui a permis de constituer sa fortune personnelle mais ajoute, pour nuancer, que c'est aussi le fruit « de son travail indi-

viduel ou avec d'autres associés ». Cet homme n'avait pas inspiré confiance au gouvernement. Carlos Solchaga a révélé que, en 1987, il avait déclaré aux Koweïtiens que Javier de la Rosa était « pas un interlocuteur valable » pour la bonne et simple raison que son rôle n'était pas élucidé dans la faillite de la banque Garriga Nogues. Il ne sera jamais d'ailleurs. Qu'en sera-t-il pour le KIO ? S'agit-il d'un « hold-up parfait », comme l'a suggéré El País ?

Et ce n'était pas du vol, dans les bureaux du ministère de l'économie et des finances, le 4 février, de dix-huit disquettes sur les activités du KIO dont parlait le quotidien, mois de la disparition d'au moins 400 milliards de pesetas en quelques années. « Ce pays n'est pas une République bananière », s'était insurgé un chroniqueur face à la menace des Koweïtiens de plier bagage en constatant l'ampleur du désastre. Il rappelait, à bon escient, que les B-52 décollaient d'une base espagnole pendant la guerre du Golfe et qu'on ne pouvait pas laisser choir son pays comme cela. A condition de ne pas s'y laisser plumer.

Michel Bole-Richard

La Société Générale vous informe

PERVALOR

Sicav diversifiée
à dominante actions françaises

Dividende 1991/1992 :
46,09 F, mis en paiement le 4 février 1993 (+ crédit d'impôt de 3,16 F pour les personnes physiques ou de 3,11 F pour les personnes morales).

Réinvestissement du coupon :
En exonération de la commission de souscription jusqu'au 3 mai 1993 inclus.

Performance au 31/12/1992 :
+ 8,39 % sur 1 an, coupon net réinvesti, par rapport à + 5,22 % pour le CAC 40 et + 1,64 % pour l'indice SBF.

Objectifs de placement :
Équilibre entre valorisation et revenu à travers un investissement en valeurs françaises (75 % minimum) réparti entre actions et obligations.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

COSTUME
MANTEAU
1.590



LES GRANDS DÉBATS ÉLECTORAUX (V)

Un contrat pour les campagnes

Tout le monde compte sur l'« aménagement rural » pour résoudre les problèmes des agriculteurs français : baisse des revenus, disparition des exploitations et contraction programmée des productions

DEPUIS ce mémorable «Dimanche des Terres de France» le 29 septembre 1991, marqué par l'envahissement pacifique du pavé parisien par près de 300 000 paysans, l'agriculture et la ruralité forment un couple indissociable. Pas de revendication des syndicats d'exploitants, des organisations professionnelles, des chambres consulaires qui n'intègre désormais même la défense du produit et celle du territoire. Pays, paysan, paysage s'entrecroisent dans une identité générale, et Ségolène Royal, ministre de l'environnement, en a même fait le titre de son dernier livre. Défendre l'élevage bovin du Cantal ou la culture des pêches sur les coteaux ardéchois, c'est préserver une histoire, respecter un système, sauver un terroir.

Pour se prémunir contre une marginalisation annoncée, la paysannerie s'est mise, depuis peu, à développer une excellente contre-offensive. Au lieu de s'arc-bouter seuls sur prix garantis, aux indemnités anti-éclatement ou anti-inondations, aux fonds de calamités, aux exportations subventionnées, que les négociations actuelles du GATT vont irrémédiablement réduire, la grande famille, qui a encore du ressort, s'est lancée dans une croisade pour les valeurs du pays de Giono qui se meurt, pour celles de l'Aubrac solitaire et contre les villes insensées qui avalent goulument prés et bois.

ESPACES • En même temps, l'aménagement du territoire, qui éveille toujours beaucoup d'intérêt dans les périodes électorales, a tendance à se réduire au seul aménagement rural, la géographie reprenant des droits que lui avait ravés l'économie : en effet, 80 % de la superficie de la France sont encore couverts de champs, de prairies, de forêts, de landes ou d'espaces vierges en montagne.

Les partis et dirigeants politiques ne s'y sont pas trompés, car si les voix spécifiquement paysannes tendent à se raréfier, la population qui vit (en permanence ou épisodiquement) ou qui vote dans des communes rurales ou des petites villes se maintient, voire augmente (1).

Ce n'est pas innocemment que Jean-Pierre Soisson, succédant en octobre 1992 à Louis Mermaz, a exigé de porter le titre de ministre

de l'agriculture et du développement rural... avec les crédits spécifiques qui se rattachent à cette attribution (540 millions de francs en 1993). Le credo du gouvernement Bérégovoy tient dans le « pacte rural » rendu public le 18 février par le maire d'Auxerre, après maints attermolements, et destiné à « réconcilier la nation avec son territoire dans toute sa diversité ».

OCUMÉNISME • Quant au programme de l'Union pour la France (UPF), présenté le 10 février, il affirme en priorité, avant d'évoquer une « politique globale pour la ville et les banlieues » : « On ne peut laisser se défaire l'agriculture et le monde rural sans réagir rapidement et vigoureusement... Nous voulons leur offrir un pacte d'avenir... » Au niveau des principes ou des incantations, l'ocuménisme, sur ce chapitre-là en tout cas, fleurit.

On se plaît à souligner depuis plusieurs années le déclin de l'agriculture, le malaise des paysans, leurs jacqueries, leurs éruptions de colère ou leurs tentatives d'encerclement, comme celle, avortée, de la capitale en juin 1992. Il faudrait d'abord connaître la force de la France agricole et rappeler des évidences : un solde positif de 45 à 50 milliards de francs, bienvenu dans la balance commerciale ; des entreprises, publiques ou coopératives, connues dans le monde entier ; le quart de toute la production agricole de la CEE ; Rouen premier port du monde pour les exportations de blé ; un million d'exploitations, soit quatre fois plus d'emplois que l'industrie automobile.

Quant à l'espace, les Douze commencent à comprendre qu'il s'agit d'une matière première rare et, par conséquent, négociable. Or la France constitue précisément (avec l'Irlande) un « cas » d'espace, avec les plus fortes réserves d'espaces naturels, bien placée de surcroît entre le nord et le sud de la Communauté et ouverte sur trois façades littorales.

A l'inverse, sans céder forcément au catastrophisme et reprendre le slogan d'une « sidérurgie verte », il faut bien admettre que l'agriculture et ses territoires affrontent de périlleuses épreuves. Qu'il s'agisse du niveau des prix ou des revenus, des difficultés d'accès des ruraux à la

culture ou à l'enseignement supérieur – malgré les rattrapages des dernières décennies – du poids politique de la paysannerie, les courbes vont vers le bas. Quatre exemples : – En 1977, 39 % des maires étaient des agriculteurs en 1989 ils n'étaient plus que 28 %.

– Les comptes en banque des

On pourrait multiplier les signes objectifs de crise économique. Mais – et c'est plus grave – les agriculteurs souffrent tout autant de se croire situés « à la marge » : en marge de la modernité, du progrès, des techniques, du profit, de l'inventivité, de l'outil.

Comment d'ailleurs ne pas se

nous encore utiles? », on ne peut que citer la page du *Soulier de satin* dans laquelle Claudel fait dire à Don Rodrigue : « Qu'est-ce qu'on appelle mourir, sinon cesser d'être nécessaire? ».

La défense du territoire et les soucis d'environnement fournissent au monde paysan l'occasion d'une reconversion partielle, d'un élargissement de leurs fonctions, d'une revalorisation de leur audience. Selon les études réalisées pour la DATAR, environ 430 cantons, des Ardennes aux Pyrénées, peuvent être classés « fragiles », car ils cumulent à la fois une démographie déclinante, l'isolement, un poids agricole excessif, une insuffisante diversification des activités.

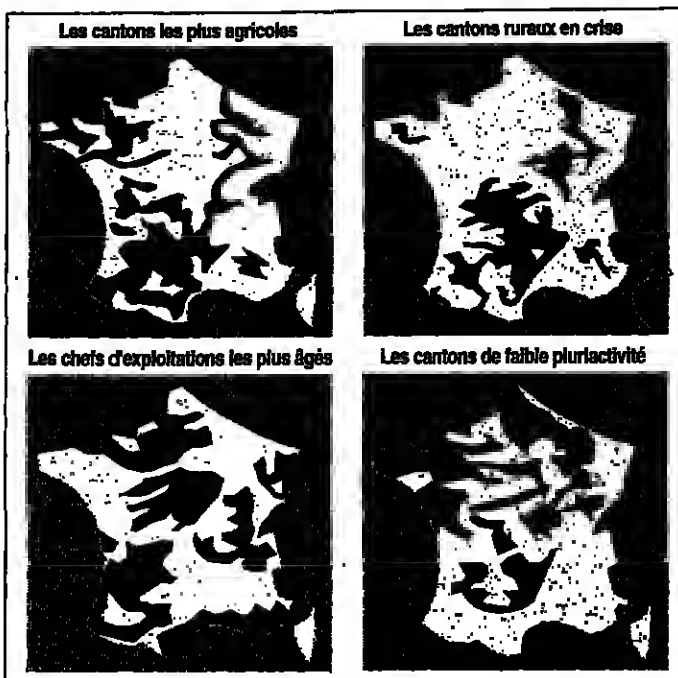
SPÉRALE • Depuis vingt ans, aucun gouvernement n'a été capable de freiner la spirale, et aujourd'hui la prédominance bouillonnante de l'Île-de-France n'est pas moins réelle qu'en 1963, date de création de la DATAR. Le discours ambiant sur les fonctions majeures des villes dans le développement économique, culturel et scientifique, s'il n'est pas nouveau – « la ville est avant tout dominante », disait déjà Fernand Braudel – a toutefois pour conséquence de rejeter dans une sorte de marginalité les zones rurales, cataloguées « réserves d'espace et d'oxygène » pour les citadins stressés.

Les paysans veulent bien assumer désormais cette mission de gardiens du patrimoine terrien (2), mais à une double condition : qu'elle n'élimine pas les autres fonctions productives (y compris la filière des biocarburants, où la Picardie et la Champagne-Ardenne, notamment, se sont lancées vigoureusement) et qu'elle soit rémunérée. Mais par qui et à quel niveau? La évidence est la vraie question.

François Grosrichard

(1) Naissance de nouvelles campagnes, ouvrage dirigé par Bernard Kayser, DATAR-éditions de l'Aube, 1993.

(2) France rurale : vers un nouveau contrat, rapport de la commission de préparation du XI^e Plan, présidée par Philippe Mengin, février 1993 (Le Monde du 18 février).



paysans sont de plus en plus alimentés par des subventions, nationales ou européennes, et de moins en moins par le produit de leurs ventes : les aides représentent 35 % du revenu d'un arboriculteur et 68 % de celui de l'éleveur de moutons. La réforme de la politique agricole commune (PAC), adoptée en printemps dernier, a déjà eu des conséquences sensibles dans le secteur des oléagineux : les prix garantis ont baissé l'an dernier de 43 %, alors que les subventions aux producteurs ont augmenté de 3,3 milliards de francs.

En quatre ans, 140 000 exploitations ont été rayées des statistiques.

Aux 4 millions d'hectares qui seront mis cette année en jachère dans la CEE, la France contribuera pour 1,5 million...

sentir déboussolé quand, après avoir attendu depuis trente ans qu'il faille produire davantage, arrivent des messages de Bercy ou de Bruxelles exhortant désormais les producteurs de nourriture à rentrer les tracteurs, à démanteler les fruits ou légumes excédentaires, à vider les étables? Le quota a remplacé l'encouragement et le jachère, la productivité. Et l'aliment de base des volailles et des porcs n'est plus ni le maïs ni les déchets des minoteries, mais les tourteaux de manioc thaïlandais ou la farine de poisson chilienne.

Pas étonnant, dans ces conditions, que les agriculteurs, qui regardent comme tout le monde les images révoltantes de Somalie ou de Bosnie, s'interrogent sur leur rôle d'agents économiques responsables. A ceux qui, pessimistes ou trop lucides, se demandent : « Sommes-

POINT DE VUE

Les retraités à la rescousse

par MICHEL GODET (*)

LE déclin du monde rural est souvent synonyme de vieillissement des populations. Il faut dès maintenant réviser cette idée reçue car le retour au pays des retraités stimule de plus en plus le développement des bourgs et des petites villes où il fait bon vivre. A cet égard, l'évolution démographique des communes rurales entre 1975-1992 et 1992-1999 est riche d'enseignements. Les communes éloignées des zones urbaines, qualifiées de « rural profond », ont vu leur population passer de décroître pour augmenter légèrement, de 0,1 %. Certes, cette moyenne recouvre des situations très variables : dynamique de développement dans les Hautes-Alpes, le Vendée, l'Eure ou la Morbihan, et déclin accentué par l'exode rural dans l'Allier et la Lozère (1). Mais il faut aussi se rendre compte que plus de 97 % des communes ont moins de 10 000 habitants (dont 88 % moins de 2 000 habitants), et la moitié des Français y vivent généralement mieux que les 15 % qui résident dans des grandes villes de plus de 100 000 habitants.

Le quinqué de la vie (espace, convivialité, sécurité, etc.) dans les petites et moyennes de province incite les retraités à fuir les mégapoles encombrées, anonymes, peu sûres ; ils contribuent ainsi par leur pouvoir d'achat à soutenir les activités locales.

Le baby-boom ou plutôt le mammy-boom ne fait que commencer. Conséquence du baby-boom de l'après-guerre, il va s'amplifier d'ici à 2020 et conjurer ses effets avec l'allongement de la formation initiale et la diminution du temps de travail. Il y a aujourd'hui 21 millions d'actifs et 3 millions de chômeurs pour 32 millions d'ineffectifs se répartissant comme suit : 2 millions d'enfants non scolarisés ; 15 millions d'élèves, étudiants, stagiaires ; 9 millions de retraités ; 7 millions de femmes au foyer. Au total, il y aurait en 2020 moins de trois Français sur dix réellement au travail (contre 3,7 aujourd'hui).

La tendance au vieillissement sera d'autant plus marquée et durable que l'espérance de vie continue à augmenter en moyenne d'un an tous les trois ou quatre ans (ces dix dernières années). En envisageant des

hypothèses de mortalité faible, on aurait, entre 2000 et 2020, une forte augmentation du nombre de personnes âgées de plus de 80 ans (de 1,9 million à 3,2 millions). Au-delà, vers 2030 et 2040, il y aurait 5 à 6 millions de personnes âgées de plus de 80 ans. Dans l'ensemble, il s'agit de personnes seules, la plus souvent des femmes. D'où l'inévitable augmentation des dépenses de santé et le développement des services à domicile. Une conjonction : les bourgs et les petites villes de province ne vont pas se vider mais se remplir de millions de pensionnaires grisés ! En 2020, la France comptera 9 millions de 55-65 ans, qui seront retraités ou mis à l'écart du système productif, et autant de 85-90 ans.

En bonne santé, cultivée, plus aisée que la moyenne de la population (le pouvoir d'achat des inactifs est plus élevé que celui des actifs), ces « vieux » de plus en plus jeunes sont aussi des « jeunes » de plus en plus vieux. Ils n'acceptent plus de finir leurs jours dans des hôpitaux locaux prenant leurs dispositions pour assurer le confort de leur quatrième âge, qu'ils aient liquidé, le moment venu, leur patrimoine pour se faire assister à domicile ou dans un hôtel spécialisé, le plus longtemps possible, et tant pis pour les héritiers.

En attendant, les nouveaux retraités ayant vingt ans d'espérance de vie devant eux seront désemparés d'entretenir leur cerveau autant que leur corps. Ils ne vont pas rester inactifs dans une société civile où ils représentent souvent plus du tiers de la population locale. Disponibles et compétents pour s'engager dans la vie associative et politique, ils vont gérer, en bon grand-père de famille, le monde rural, c'est-à-dire les quatre cinquièmes du territoire. Le contraste n'en sera que plus grand avec les mégapoles jeunes et explosives à tous égards.

(1) Cf. Article de B. Kayser, « L'avenir des espaces ruraux », *Futuribles*, juillet-août 1992.

(*) Professeur de prospective industrielle au Conservatoire national des arts et métiers.

Un épi sur trois

Selon les Comptes de la nation, l'agriculture contribue pour 3,6 % au produit intérieur brut et les industries agricoles et alimentaires pour 3,2 %. Le poids de l'agroalimentaire dans l'économie nationale est désormais inférieur à 7 % contre 11,4 % il y a vingt ans.

Si l'on compte encore 2 900 000 personnes vivant sur les exploitations agricoles, le nombre des exploitants familiaux diminue vite (au rythme de 3,5 % par an sur les vingt dernières années). Cent quarante mille personnes environ sont salariées agricoles mais leur nombre diminue encore plus vite : de 4,3 % par an depuis 1970. En trente ans, l'effectif de la population active agricole en France a été divisé par trois. D'après le recensement de 1990, seulement 1 « actif » occupant un emploi sur 17 est agriculteur. On en comptait 1 sur 4 en 1954. La France se rapproche ainsi de ses partenaires d'Europe du Nord, comme la Grande-Bretagne où les paysans sont quasi marginaux.

Majoritairement masculine, la population agricole, souligne l'INSEE, reste âgée. Si les tendances actuelles se prolongent, indépendamment des effets de la réforme de la politique agricole commune (PAC), il n'y aurait plus que 700 000 exploitants à l'horizon 2000. Toutefois, si le nombre de jeunes agriculteurs diminue, leur entrée dans l'agriculture, souvent plus tardive qu'avant, est en général quasi

définitive. La France est la première puissance agricole de la CEE, en termes de valeur des productions, suivie par l'Italie et l'Allemagne. Elle fournit notamment le tiers des céréales produites dans la Communauté.

Le revenu des agriculteurs, en moyenne, ne suit pas celui des autres catégories de Français. En 1992 il a baissé de 5,9 % après une chute de 2,2 % en 1991. Du coup, la part des subventions dans la revenu des paysans est de plus en plus importante. En francs constants, les prix agricoles ont baissé de 20 % depuis 1980. Fierté de l'agriculture, pourtant : elle dégage un solde commercial positif considérable : 48 milliards de francs l'an dernier.

La situation des agriculteurs est très contrastée selon les régions : pour une moyenne française de 100, la Marne (grâce au champagne notamment) est à l'indice 332, l'Eure-et-Loir à 188 (à cause des céréales) mais le Cantal, qui ne produit que du lait et de la viande bovine, tombe à 72, l'Hérault à 47 malgré ou à cause de ses vignobles, la Creuse à 35. Le budget du ministère de l'agriculture proprement dit est de 39,7 milliards de francs, mais si l'on ajoute le budget annexé des prestations sociales agricoles (BAPSA) et les concours à la CEE, la total des concours bénéficiant à l'agriculture atteint 153 milliards de francs.

F. Gr.

Les programmes des partis

Contret, convention, pecté, réconciliation... A droite comme à gauche, les programmes des partis s'appuient quasiment tous sur ces notions qui font davantage appel aux sentiments qu'aux subventions.

Le « pacte rural » de Jean-Pierre Soisson souligne que « les villes étouffent quand les campagnes ne respirent plus ». Il propose de créer un institut de développement rural, veut diversifier le plus possible les activités (artisanat, tourisme).

Le Parti socialiste, pour sa part, estime nécessaire de « mieux intégrer l'agriculture aux grandes préoccupations de notre société ». Outre sa fonction de production, son rôle pour l'environnement ou l'occupation de l'espace doit être reconnu. Il faut encourager les modes de production plus extensifs, ce qui suppose une réforme de l'impôt sur le foncier non bâti et la valorisation systématique des produits de qualité.

REVITALISER • L'opposition n'accepte pas « de laisser les campagnes se vider et les banlieues exploser ». L'Union pour la France (UPF), dans son programme, entend défendre « beaucoup plus fermement, au niveau européen et international, les intérêts vitaux de notre agriculture. Le préaccord du GATT n'est pas acceptable en l'état ». Pour cela, elle veut agir prioritairement sur la fiscalité et les charges sociales qui pèsent sur l'agriculture et créer des « zones de revitalisation rurale ». « Le monde agricole, affirme-t-elle, n'est pas un boulet économique et financier attaché aux pieds des Français. Il assure trois fonctions essentielles pour la survie même de la Nation : autosuffisance alimentaire, équilibre de l'environnement, ancrage du peuple ».

Le Front national s'engage à révaloriser les retraites, instituer un moratoire des dattas, réduire la bureaucratie, valoriser les forêts, freiner la pratique des remaniements.

Pour le Parti communiste, « la France doit défendre son atout agricole et agroalimentaire en refusant de céder aux États-Unis qui prétendent dominer le marché mondial pour disposer de l'arme alimentaire ». Pour le PC, il faut supprimer les quotas, réduire les charges des petites exploitations, faire de l'installation des jeunes une priorité, reconquérir les industries des engrais et du machinisme agricole, accroître les moyens de la recherche et démocratiser la gestion du Crédit agricole.

Les Verts, enfin, dénoncent « la croissance désastreuse de l'Île-de-France, qui nuit non seulement au reste de la France mais également aux Franciliens eux-mêmes. Le soutien aux initiatives de développement, de services et de production de biens immatériels au milieu rural et dans les petites villes, la décentralisation des services publics sur l'ensemble du territoire est une œuvre de longue haleine qui n'a que trop tardé à être entreprise » (1).

F. Gr.

(1) Interview de Dominique Voynet et d'Alain Rist à *Inter Régions*, n° 159, février 1993.

محسان الدحل

Premiers de cordée

Suite de la page 25

« Avant 1983, Ludger Simond et Germain Chariot échangeaient de trottoir lorsqu'ils se croisaient pour ne pas avoir à se saluer. » L'anecdote, rapportée par Denis Lozachmeur, l'actuel PDG des établissements Chariot-Moser, n'a plus aujourd'hui de raison d'être. Germain Chariot a revendu son entreprise et a quitté la vallée. Ludger Simond a développé la sienne jusqu'à ce faire le leader français du mousqueton.

La saga des Simond remonte à la fin du dix-neuvième siècle. D'abord fabrique de élorines (cloches à vache), l'entreprise fondée par François, grand-père de Ludger, se spécialise très vite dans la production de piolets. Elle vitote sans vraie concurrence jusqu'à l'explosion de la pratique de l'escalade, dans les années 80 où le progression du marché atteint des pointes à 20 %.

VIRAGE • Entre-temps, Germain Chariot, ancien ouvrier des établissements Simond, a créé sa propre société. Son amour de la montagne et sa créativité ne suffisent pourtant pas à contrer l'énergie et le culte de Ludger Simond. L'un privilège le travail artisanal et gère son affaire de façon quel que peu « folklorique », alors que l'autre prend le virage de l'industrialisation en faisant appel à la sous-traitance pour éviter des investissements en machines très lourds.

En 1983, au bord de l'asphyxie financière, Chariot-Moser est racheté par Leborgne, PME savoyarde d'outillages à usages. Forte d'une ancestrale tradition de forges, Leborgne va offrir à sa nouvelle acquisition les capacités de production qui lui faisaient défaut. Chariot-Moser quitte « Cham » pour se retrouver à Arvillard, en Savoie. Une ambition : « Vaincre, voire dépasser le concurrent de toujours. Si Ludger Simond domine le marché français du mousqueton, on peut,

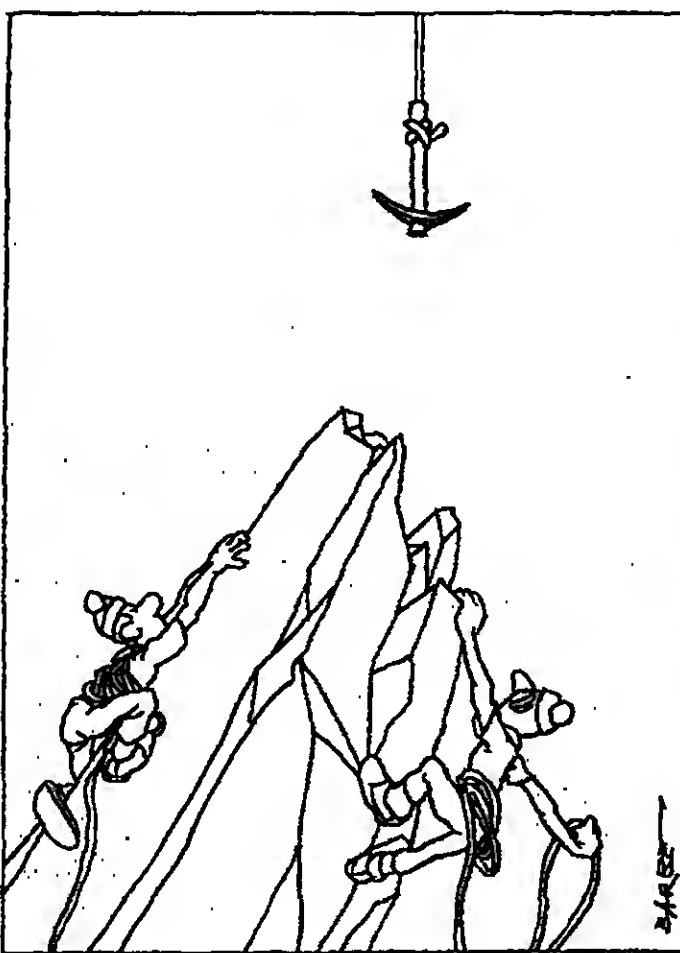
pense-t-on ce substance chez Leborgne, lui tailler des croupières sur celui du crampon et du piolet.

L'étroitesse du marché n'offre que des perspectives de croissance limitées. Aussi, la guerre commerciale intense entre fabricants se réduit à prendre des parts de marché au concurrent. Bien sûr, dans ce petit univers où tout le monde se connaît et se tutoie, on ne pratique pas les

Dans ce petit univers où tout le monde se connaît... on a le culte du secret.

méthodes sauvages des grands groupes industriels. Mais on a le culte du secret. Par peur des réactions de la concurrence, par crainte de se faire dépasser technologiquement, par souci de préserver une image de marque et une notoriété souvent sans rapport avec leur poids économique réel, les entreprises du secteur pratiquent un malin plaisir à cacher leurs résultats ou, pis, à semer la zizanie en lançant des chiffres invérifiables. Rien d'empêché, alors, de se proclamer numéro un, qui du crampon, qui du piolet...

PARANOÏA • La paranoïa et l'esbroufe sont telles dans ce microcosme que, lorsqu'un produit se vend moins bien, il devient impossible de savoir si c'est la part de marché qui baisse ou si c'est le marché lui-même qui se réduit. « Je défie quiconque de donner, par exemple, l'avis réel du marché du crampon en France », lance Denis Lozachmeur. Les évaluations varient de 10 000 à 20 000 ! Le PDG de Chariot-Moser a beau plaider pour la création d'une instance syndicale qui permettrait de



connaître enfin la réalité des chiffres, il est obligé de suivre le mouvement. « Je ne peux pas être le seul à jouer franc jeu, sinon je condanne mon entreprise », avoue-t-il.

Reconnue unanimement comme l'une des plus belles réussites du secteur de ces dernières années, Petzl pratique, elle aussi, la loi du silence. Les résultats sont bons (voir tableau ci-dessus), pourtant, on n'aime pas chez Petzl le faire savoir. « On ne veut pas éveiller l'attention de la

concurrence. On préfère se concentrer sur... la qualité et l'industrialisation de la production », assure Christophe Rayet, responsable de la communication.

D'abord spécialiste dans le matériel de spéléologie, l'entreprise grenobloise, créée en 1975, a profité du boom de l'escalade pour poursuivre son développement. Ce « technicien de la verticalité », qui s'est révélé un as du marketing, se propose à la première place mondiale du marché du harnais et peaufine sa réputation en liant son nom à celui de Patrick Edlinger, le grimpeur le plus médiatique des années 80. Les stars de la grimpe rebaptisées « conseillers techniques » font partie d'une politique d'image. Si Petzl avance Jean-Christophe Lafaille, Jeff Lowe ou Lynn Hill, Simond rétorque avec Christophe Profit, Chantal Mauduit ou Alain Gershen. Chaque fabricant a son joker, censé stimuler l'innovation.

BREVETS • « Innovation ». Le mot est dans toutes les bouches. Chacun en fait le moteur de son activité, presque sa raison d'être. Alors, on se bat à coups de brevets (Petzl en a déposé 125 depuis sa création) ; on investit en recherche et développement. C'est à qui découvrira enfin le mousqueton le plus sûr, le piolet le plus ancrant, le harnais le plus confortable. Et, à ce jeu, les petits ne sont pas les moins entrepreneurs. Ainsi, New Alp. Jean-Paul Fréchin, son PDG, a le fois guide à Chamonix et ingénieur Arts et

Chiffres-clés

Fabricants	Nombre de salariés	Chiffre d'affaires hors taxes (en milliers de francs)		Résultats nets
		Total	dont exportation	
Petzl	40	57 252	27 053	8 732
Simond	36	21 987	6 463	1 103
Chariot-Moser	15	10 977	5 383	236
New Alp	6	1 324	169	18

Métiers, a toujours travaillé dans l'industrie du loisir de montagne : d'abord chez des fabricants de skis et de fixations, puis pour une filiale de Simond. En 1984, il crée sa propre affaire lorsqu'il invente l'anti-bottes (2).

EXPORTATION • Dans son bureau, installé à quelques mètres de l'ENSA (Ecole nationale de ski et d'alpinisme), le patron de New Alp se plait à faire la liste des produits qu'il a mis au point. Sa société, qui sous-traite la fabrication, n'emploie que six salariés pour le contrôle des produits

plus de 50 % du chiffre d'affaires. Les Etats-Unis, notamment, sont un marché prometteur. Hier marginale, l'escalade est en train d'y acquérir le même image positive qu'en France : un sport « nature », à la fois accessible et dépayssant. Ce n'est pas un hasard si Petzl a décidé de lancer sa fabrication de mousquetons à Salt-Lake-City. Autres pistes de développement : Petzl se diversifie en créant une filiale travaillant pour l'industrie et Chariot-Moser envisage de se lancer dans une politique d'acquisitions. Simond préfère, pour sa part, renforcer ses points forts et ne pas se disperser. « Nous sommes sûrs de nos produits et la concurrence ne nous fait pas peur », affirme sa directrice commerciale, Nathalie Simond.

Mais, avec l'arrivée des pays de l'Est sur le marché, les fabricants français, qui bénéficiaient aujourd'hui d'une aura certaine, vont devoir jouer serré : d'a-t-on pes vu, l'été dernier, des grimpeurs bulgares arpenter les rues de Chamonix pour vendre à des prix défiant toute concurrence des broches à glace en titane ?

Acacio Pereira

(2) Semelle en caoutchouc que l'on fixe sous les crampons et qui évite l'accumulation de neige et donc les risques de glissade.

Les fabricants français vont devoir jouer serré avec l'arrivée des pays de l'Est.

Nois. Son vrai problème : faire accepter l'innovation comme un gage de sécurité. « Les grimpeurs restent des gens assez traditionnalistes, ils ne sont pas toujours prêts à prendre le risque de la nouveauté », regrette-t-il. Alors, Jean-Paul Fréchin regarde au-delà des frontières, où son entreprise est encore peu présente, suivent en cela ses « aînés », pour lesquels l'exportation peut représenter

Normaliser la sécurité

Parce que l'erreur est fatale, elle est interdite aux fabricants de matériel de montagne. Pendu dans le vide avec pour seul lien avec le rocher un mousqueton d'une quarantaine de grammes reliant la corde au piron, le grimpeur - vraspeur occasionnel ou alpiniste confirmé - doit pouvoir faire une confiance absolue à l'équipement qu'il utilise. Sa sécurité et donc sa vie en dépendent.

Qu'un mousqueton casse et c'est la réputation du fabricant qui est brisée. En conséquence, la sécurité est depuis toujours l'argument marketing le mieux utilisé. C'est pour satisfaire à cette exigence de sécurité que l'Union internationale des associations d'alpinistes (UIAA) a, depuis longtemps, édicté une série de normes non obligatoires mais qui

constituent une garantie pour le consommateur. Établie en décembre 1989, une directive européenne sur les équipements de protection individuelle (EPI, dans le jargon bruxellois) va progressivement remplacer les normes UIAA. Cette directive obligatoire ne contient pas de spécifications techniques et renvoie à de nouvelles normes qu'un Comité européen de normalisation (CEN) est chargé d'établir en liaison avec les fabricants. Si les Français ont mis longtemps à s'intéresser sérieusement à la question, les Allemands, eux, se sont très vite impliqués et ont réussi bien des fois à imposer leur manière de voir. Peter Popell, directeur technique chez Petzl, regrette l'attentisme français qui n'a pas permis aux fabricants hexagonaux de faire front com-

muns. Si des fabricants - allemands ou italiens, par exemple - réussissent à faire adopter leurs normes, elles s'imposent à tous. Les fabricants français ont depuis peu pris conscience du danger et profitent d'un retard dans la mise en œuvre des nouvelles spécifications pour mener enfin une vraie politique de lobbying en direction du CEN. « Nous nous devons de mettre la barre très haut en matière de sécurité, la norme doit être la plus draconienne possible », affirme Denis Lozachmeur. Une stratégie d'autant plus facile à suivre que, pour la plupart, les fabricants hexagonaux s'imposent déjà des contraintes qui devraient s'appliquer aux futures normes européennes.

A. Pe.

La panoplie du grimpeur

■ La corde : d'une longueur variant de 40 à 100 mètres, conçue pour amortir la chute du grimpeur, elle est fabriquée dans un matériau élastique du type nylon.

■ Le mousqueton : élément essentiel de la chaîne d'assurage, cette boucle en alliage léger assure la liaison entre la corde qui retient le grimpeur et le piron enclavé dans le rocher.

■ Le piolet : pioche d'alpinisme qui permet, grâce à son ancrage, d'évoluer sur neige ou glace.

■ Les crampons : pièce de métal munie de pointes qui s'adapte à la chaussure de l'alpiniste et lui permet de marcher sur la neige dure ou le glacier en limitant les risques de glissade.

■ Le harnais : on utilise plus couramment les termes « baudrier » ou « culsard ». Il s'agit d'un système de sangles qui relie le grimpeur à la corde et améliore son confort.

■ Le piron : gros clou dont la tête est en forme d'anneau et que l'on encre dans le rocher pour servir de point d'appui.

■ Le broche : elle a le même usage que les pitons, mais est utilisée sur glace.

■ Le huit : pièce métallique ayant la forme d'un huit et qui, en faisant office de frein, permet les descentes en rappel ou les manœuvres d'assurage.

■ Le chaussou : composé d'une semelle en gomme très adhérente, il assure le pied du grimpeur pour lui permettre de bien ressentir le rocher.

21-28 avril

Ne courez plus tous les salons.
Allez droit au but : à Hanovre.

Rassembler un maximum d'informations en un minimum de temps, est-ce possible ? Oui, si vous allez à la HANNOVER MESSE '93. Vous y découvrirez la gamme la plus large du monde des techniques industrielles. Vous y rencontrerez 6 000 exposants originaires de 50 pays qui vous aideront à faire le point sur le marché actuel. Un seul voyage à Hanovre vous évitera bien des déplacements inutiles au cours de l'année !

Automatisation	Technique d'entraînement	Energétique électrique	Energie et environnement	Systèmes d'installation pour les bâtiments
Eclairage	Réalisation d'ensembles industriels et matériaux	Outillage et équipements d'ateliers	Sous-traitance	Recherche et technologie

Le plus grand salon industriel du monde

Contact : Deutsche Messe AG, Succursale en France de la Foire de Hanovre, 5, rue de Stockholm, 75008 Paris - Tél. : (1) 43.87.89.83 - Télécopie : (1) 42.93.43.23



HANNOVER MESSE '93
21-28 AVRIL

OPINIONS

UN ENTRETIEN AVEC LORD SKIDELSKY

Keynes retrouvé

Les années 80 ont vu le triomphe du monétarisme, symbolisé par la reaganisme aux États-Unis et le thatcherisme en Grande-Bretagne. La victoire de Bill Clinton, la politique de résilience de John Major, sont souvent interprétées comme allant dans le sens d'un retour au keynésianisme, la pensée économique développée lors de l'entre-deux-guerres par John Maynard Keynes. Nul économiste n'a sans doute davantage influencé la pensée économique contemporaine que cet économiste anglais, né en 1883, mort en 1946, auteur de la *Théorie générale de l'intérêt, de l'emploi et de la monnaie* (1936). Pour lutter contre le chômage, ce fonctionnaire du Trésor, professeur au King's College de Cambridge, avait préconisé une intervention des pouvoirs publics pour assurer le plein-emploi par une politique fiscale et monétaire favorisant la consommation.

Depuis le triomphe, en 1983, du premier volume de sa biographie de lord Keynes, les décideurs angoissés ont recouru à lord Skidelsky, historien formé à Oxford, professeur d'économie politique à l'université de Warwick. Robert Skidelsky vient de publier le deuxième volume de cet ouvrage, *The Economist as Saviour, 1920-1937*, chez l'éditeur Macmillan. Spécialiste de l'entre-deux-guerres en Grande-Bretagne, auteur d'une biographie réputée du fasciste Oswald Mosley, ce pair du Royaume n'a pas fait qu'offrir à la curiosité publique les idées de Keynes. Il a ouvert le rideau sur sa vie privée, ce qui lui vaut des controverses, pas toujours amicales, avec les défenseurs du maître.

Lui-même vit avec sa famille dans la maison du Sussex habitée par Keynes de 1925 à 1946. Il a choisi la nom du village de Tilton, où sa niche la dame comme titre nobiliaire. Lord Skidelsky préside également un centre de recherche, la Social Market Foundation, grand fournisseur de matière grise de Whitehall et cheval de bataille du néo-keynésianisme, aujourd'hui à la « une » de l'actualité.

PHOTOS : DAVID TOWNEND

« Pourquoi vous êtes-vous intéressé à Keynes ? »

— Keynes m'obsède depuis mes études d'histoire à Oxford. J'ai écrit une thèse sur les effets de la grande dépression des années 30 sur la politique britannique. C'est à ce moment-là que ses théories se sont imposées. Keynes est l'un des personnages les plus fascinants du XX^e siècle. Anglais peu commun, il avait des centres d'intérêt très variés, comme la littérature, la philosophie, les arts, la politique, une intelligence hors du commun, un engagement pour les débats d'idées, une vie privée complexe... Bref, tous les ingrédients étaient réunis pour une grande saga de l'avant-guerre.

— Quel est pour vous l'apport principal de Keynes ?

— Deux contributions me semblent essentielles. D'abord, l'idée de la volatilité et de l'instabilité propres aux économies non supervisées par l'État. Ensuite, le fait qu'une récession peut se poursuivre pendant une ou deux décennies si l'on ne fait rien pour l'enrayer.

On a connu cela lors des années 80. En revanche, de 1948 à 1970, la grande période du keynésianisme, le cycle conjoncturel avait virtuellement disparu, si ce n'est quelques variations épisodiques. Deux principes gouvernaient ce régime fonctionnel stable : la stratégie de plein-emploi suivie par les pouvoirs publics et la discipline des taux de change fixes du système monétaire international créé à Bretton-Woods en 1944.



« Pour Keynes la survie du capitalisme dépendait beaucoup de la stabilité de l'étalon monétaire »

— Dans quel contexte a-t-il développé ses thèses ?

— La *Théorie générale* est née des retombées de la première guerre mondiale. Keynes était un opposant déclaré aux énormes réparations exigées de l'Allemagne, qui, selon lui, plongeraient l'Europe dans le chaos. Cela l'a mené à s'interroger sur les conséquences des crises monétaires. Plus tard, ses adversaires dénonceront le caractère inflationniste de ses théories alors que, paradoxalement, la lutte contre la vie chère était au cœur de ses réflexions.

Dans les années 20, Keynes a été l'un des premiers à affirmer qu'une stabilisation

économique passait d'abord par l'absence de fluctuation des prix. A ses yeux, le régime de l'étalon-or, en vigueur à l'époque, était instable par nature car rien n'était fait pour contrôler la quantité de monnaie en circulation. N'est-il pas ironique que Milton Friedman (1) considère que le livre de Keynes *The 'Treatise on Monetary Reform'*, écrit en 1923, marque le vrai début de la réflexion monétaire ?

Il faut aussi se rappeler que Keynes s'est intéressé à ces sujets dans la foulée de la révolution d'octobre 1917, de la venue au pouvoir de Mussolini en Italie, et de la montée en puissance du nazisme en Allemagne. Le système politique libéral était gravement menacé. Pour Keynes, la survie du capitalisme dépendait beaucoup de la stabilité de l'étalon monétaire. Si ce dernier est soumis à trop de fluctuations, il en découle des bouleversements économiques et sociaux qui se répercutent sur les institutions politiques.

Enfin, a joué la décision de Churchill de réintégrer l'étalon-or à une parité que Keynes jugeait trop élevée par rapport au dollar. La surévaluation d'une devise crée automatiquement du chômage si l'on veut maintenir prix et salaires à un niveau compétitif. Enfin, ses idées sur les grands travaux comme instruments de relance sont venus plus tard, en 1929, dans un article intitulé « Lloyd George peut-il réussir ? ».

— L'intuition a-t-elle joué un rôle dans sa pensée ?

— Fondamental ! Keynes savait « sentir » l'atmosphère du moment. Il n'aimait pas l'économétrie consistant à prévoir

théorie économique est le résultat de la personnalité de son auteur. Cela dit, il y a un lien indirect : celui qui défie les règles sexuelles victorielles a tendance à faire preuve de scepticisme à l'égard de toutes les règles et les dogmes.

— Quel est pour vous le plus grand succès de ses théories ?

— Quel rôle a joué l'application des recettes de Keynes dans le formidable boom économique qu'a connu l'Occident entre 1950 et 1970 ? Certains affirment qu'il s'agit d'un cycle naturel de trente ans et que l'influence de Keynes a été minime. Je leur réponds qu'on n'avait jamais connu auparavant une période de prospérité aussi longue. Le milieu du XIX^e siècle, autre moment faste comparable, a été secoué par de courtes mais graves récessions et le taux de croissance était très inférieur à celui de l'après-guerre.

— L'échec le plus retentissant ?

— L'inflation apparue à la fin des années 60. Les anti-keynésiens affirment que la politique économique inspirée de ses idées a gonflé la demande, alimentant la hausse des prix et des salaires, créant la fameuse spirale inflationniste. Ils ont en partie raison, mais, à mon avis, les gouvernements n'ont pas attendu Keynes pour créer l'inflation, surtout quand il s'agissait de financer une guerre. Je pense que ce sont les États-Unis qui sont responsables. Ils n'ont pas voulu augmenter les impôts pour payer la guerre du Vietnam. Le fait que l'inflation se soit accélérée parallèlement à l'effondrement du système monétaire international des échanges fixes n'est pas une coïncidence.

— Comment expliquez-vous le peu d'influence de Keynes en France ?

— Son hostilité aux réparations allemandes, en 1918-1919 l'avait rendu très impopulaire. En France, l'économie n'a jamais été considérée comme une discipline intellectuelle, ce qui a toujours été le cas dans les pays anglo-saxons. L'économiste était généralement un inspecteur des finances ou un haut fonctionnaire, rarement un penseur.

Après la guerre, une poignée de grands économistes se sont distingués, mais leurs contributions étaient surtout philosophiques et historiques. La France n'a jamais connu, à mon sens, de période « keynésienne » au sens où on l'entend en Grande-Bretagne, peut-être en raison de l'importance de la planification. Pierre Mendès France et son entourage sont les seuls disciples qui me viennent à l'esprit.

— Quels étaient à l'époque ses détracteurs ?

— Les partisans de l'école classique : pour eux, les désordres économiques se corrigent d'eux-mêmes et le plein-emploi se rétablit automatiquement. Pour d'autres, une récession est le prix à payer pour une période de prospérité ; il faut laisser le temps à la confiance de revenir, grâce notamment à l'augmentation de l'épargne et à la baisse de la consommation : c'est la

thèse défendue par ses opposants, Hayek, Schumpeter et Rueff.

— Comment expliquer le déclin du « keynésianisme » et l'engouement pour l'école « monétariste » ?

— Les keynésiens ont été incapables d'expliquer la « stagflation » des années 70, c'est-à-dire la conjonction de l'inflation et

tement du refus d'intervention des autorités. La stabilité de l'économie réelle est essentielle. Je suis favorable à une politique de croissance raisonnable et surtout au système de changes fixes.

— La mondialisation de l'économie n'a-t-elle pas radicalement changé les données à partir desquelles il a jadis développé ses théories ?

— La déréglementation financière quasi totale est l'un des grands problèmes actuels. Les limitations imposées aux mouvements privés de capitaux a été l'un des facteurs de succès du système keynésien de Bretton-Woods. Il est vrai que l'on ne disposait pas d'une technologie permettant de transférer des milliards en temps réel.

Le mouvement perpétuel des monnaies et des taux d'intérêt est un grand facteur d'instabilité, d'autant plus dangereux qu'il est autonome. Les banquiers sont comme des moutons : ils vont tous dans la même direction, par exemple en prêtant au tiers-monde sans discernement, puis changent brutalement de cap en coupant les vivres à ces mêmes pays. Pour compenser les excès des prêts bancaires, il faut ré-équilibrer les circuits financiers en serrant les boulons.

— Le programme de Bill Clinton aux États-Unis et le retour possible d'un certain interventionnisme de l'État vous semblent-ils s'inspirer des thèses keynésiennes ?

— Le programme Clinton est très incohérent. Il s'inspire vaguement de Keynes, par exemple en promettant des dépenses d'infrastructure. Pour Clinton, le point de départ est problématique : comment engager ces programmes d'investissements publics avec un énorme déficit budgétaire ? Il y a 20 ou 30 ans, un président américain pouvait dire : on est en récession, mais le budget est équilibré. Je vais momentanément faire des largesses pour stimuler l'économie. Aujourd'hui ce n'est plus possible. Le public est persécuté par un « déficit » des impôts est flétri par le fait de financer ces grands travaux et réduit des

« Rééquiper la Russie peut contribuer à la reprise de l'Occident. Cette idée aurait plu à Keynes »



de la stagnation de l'activité. Les fils spirituels de Keynes, comme Paul Samuelson, n'ont pas su tirer le meilleur parti des mises en garde de Keynes à l'égard de l'inflation. Ils n'ont pas pris en compte l'importance du lien entre quantité de monnaie et prix. Les monétaristes ont suivi la balle au bond. Le vent avait tourné. L'échec des remèdes keynésiens contre l'inflation — une politique des revenus et un contrôle des salaires — s'explique notamment par le pouvoir des syndicats et l'absence de consensus politique permettant de maîtriser les coûts.

— Un retour aux idées keynésiennes de relance est-il concevable aujourd'hui ?

— Peut-être, mais sous une forme différente des années 70. Le concept de « plein-emploi » a changé : la révolution monétariste a eu au moins un effet positif, celui de faire accepter le principe du taux de chômage « naturel ». Il s'agit d'un pourcentage que l'on ne peut réduire sans faire monter les prix — disons 5 % à 6 % — en recourant à la politique monétaire. Pour le réduire davantage, des modifications fondamentales sont nécessaires au niveau micro-économique, que ce soit sur le marché du travail ou dans l'appareil de production. Les néo-keynésiens doivent reconnaître les limites de l'intervention publique. On sait désormais que l'État n'est pas seulement constitué d'agents éclairés, n'ayant à cœur le bien des gouvernés.

— Quelles leçons peut-on tirer de l'œuvre de Keynes ?

— L'idée qu'un gouvernement ne peut laisser l'économie à elle-même. On en voit l'effet dans la récession actuelle, entraînée notamment par la domination de l'économie réelle par le monde de la finance. L'effondrement qui s'est ensuivi résulte direc-

lors par anticipation ses dépenses de consommation. Avec un tel trou des finances publiques, il faut réduire les taux d'intérêt et non pas accroître le déficit budgétaire.

— Peut-on qualifier de néo-keynésienne l'initiative de relance européenne décidée au conseil d'Edimbourg ?

— Ce n'est pas la première fois qu'on essaie de mieux coordonner les politiques économiques... généralement, ça ne débouche pas sur grand-chose. Nous sommes dans une situation intermédiaire : on a perdu confiance dans le monétarisme mais le néo-keynésianisme ne s'est pas encore imposé. Le monde d'aujourd'hui est totalement différent de celui de Keynes. Il faut attacher une plus grande importance au contrôle de la finance publique.

— Les principes keynésiens sont-ils applicables aux pays de l'Est ?

— Ces nations ont des préoccupations bien plus primordiales en ce moment. Keynes était un ardent défenseur des investissements en biens d'équipement. Il existe une pénurie de biens de production à l'Est et une capacité excédentaire à l'Ouest. Rééquiper la Russie peut contribuer à la reprise en Occident. Cette idée aurait plu à Keynes, en espérant que ce transfert provoquerait l'écroulement du communisme. Cette combinaison entre l'altruisme et l'intérêt bien compris a été à l'origine du plan Marshall.

Propos recueillis par Marc Roche

(1) Économiste américain, théoricien de l'École de Chicago, il affirme que les fluctuations de l'activité économique dépendent non pas des variations de l'investissement, ainsi que l'affirme Keynes, mais de celles de l'offre mondiale.

مكتبة القرآن

CHRONIQUE • par Paul Fabra

Omniprésentes idéologies

Il est à la mode de ne s'intéresser qu'aux idées des artistes, peintres et sculpteurs, et non plus à leurs œuvres, s'ils daignent en produire. Dans le débat politico-économique actuel, on assiste à une même stérilisation. De vaines constructions de l'esprit tiennent lieu de résultats concrets. L'idéologie, qu'on dit morte, a simplement cessé d'être militante pour devenir la référence commune de l'établissement.

La question des prélèvements obligatoires revient sur le tapis avec la campagne électorale. Lors de la discussion de la loi de finances, à la fin de l'année dernière, Edouard Balladur et ses amis s'en sont pris à la prétention des socialistes d'avoir bloqué la progression. L'opposition soutenait que, pour se faire une idée juste du montant total du prélèvement public sur le produit national, il convenait d'ajouter au montant global des impôts et cotisations de Sécurité sociale celui du déficit. C'est elle qui avait raison contre le secrétaire d'Etat au budget, Martin Malvy qualifié à cette occasion d'« original » mais infondé le mode de calcul de ses adversaires politiques. La question qui se pose est de savoir si la droite revenue au pouvoir s'appliquera à elle-même sa conception rigoureuse.

On s'étonnera qu'on doive compter le déficit, c'est-à-dire la partie des dépenses publiques financée par l'emprunt, parmi les prélèvements dits obligatoires. Cependant, le paradoxe n'est qu'apparent. A partir du moment où l'Etat dépense, il ponctionne (en gros pour le bon motif, mais cela est une autre affaire) le produit national. Que la dépense soit réglée par l'impôt (obligatoire) ou par l'emprunt (volontaire, du point de vue du souscripteur) ne change rien à son caractère définitif.

Ignorer cet aspect des choses, c'est transformer la notion de prélèvement obligatoire en un slogan vide de sens. Au départ, l'objectif proposé était de stabiliser la part du « public » dans l'économie. Omettre le déficit, ce serait se comporter comme le mauvais mari suivant un régime. Assis à la table conjugale, il prend le parti d'oublier qu'il a déjà dîné chez sa maîtresse. Un autre glissement de sens propre à fausser gravement toute politique économique résulte de la confusion entretenue autour de la fonction du capital. Tout auteur à succès se doit d'embrouiller un peu plus la question. Robert Reich, l'ami de Clinton promu secrétaire au travail, n'y manque pas. Pour lui (voir ci-contre l'article consacré à son dernier livre), le passage de la production de masse, sous-traitée dans les pays en voie de développement, aux industries modernes à haute valeur ajoutée implique un changement radical du capitalisme : le « vraie » valeur des nouvelles entreprises dépend du carreau de ses salariés.

Le fond de la thèse, pas nouveau, de Reich repose en réalité sur la métaphore détestable, à forte connotation idéologique, du « capital humain ». D'où la fausse bonne idée que le « capital » d'un pays c'est aujourd'hui la formation de ses hommes. La vérité économique est que toute production résulte du travail, mais les notions de valeur et de capital ne s'appliquent qu'aux produits de ce travail, si qualifié et « créatif » soit-il. En élevant le niveau intellectuel, on accroît non pas le « capital », mais la capacité de tirer parti du capital disponible (épargne accumulée). Distinction purement sémantique, dira-t-on, sans portée pratique ou politique. Voire. Risquons cette affirmation : la cause la plus importante du chômage est qu'il n'y a pas assez de capital disposé à créer des postes de travail. Les déficits expliquent en partie cette insuffisance. La prolifération du capital employé à la spéculation y est aussi pour quelque chose.

Prenons l'exemple d'une théorie apparemment neutre mais propre à décourager les réformes à mettre d'urgence en chantier si l'on veut brider les pratiques spéculatives les plus troublantes. Selon les théoriciens modernes de la monnaie, il est impossible de faire fonctionner un système monétaire de changes fixes si les Etats concernés antendent simultanément conserver l'autonomie de leurs politiques monétaires respectives (taux d'intérêt, etc.) et laisser entièrement libres les mouvements de capitaux. En conséquence de quoi la France et la Grande-Bretagne ont fait des choix inverses.

A première vue, chacun a obtenu ce qu'il voulait. En Grande-Bretagne, les taux d'intérêt à court terme ont été abaissés, après le flottage de la livre, jusqu'à 6 %. Si, en France, leur niveau a dû être porté au double, ou peu s'en faut, le franc est resté accroché au mark. Mais

le tableau n'est brillant ni d'un côté ni de l'autre de la Manche.

La livre sterling va à la dérive. Cela risque de déclencher toute une série de phénomènes pervers. A terme plus ou moins rapproché, l'« autonomie » retrouvée se révélera sans doute illusoire. La théorie moderne ne s'est pas interrogée sur le contenu réel de ce concept. Elle s'est contentée de supposer, selon l'idéologie ambiante, qu'un abandon de discipline (ici, celle du change) devait bien se traduire par une liberté accrue. Mais la France n'est guère en meilleure posture avec ses taux prohibitifs dans une conjoncture dépressive.

C'est ici que la théorie vient au secours des gouvernements politico-économiques du monde entier. Son dogmatisme en fait une idéologie les exonérant de leur responsabilité.

Que dit la théorie ? Que les soubresauts des marchés des changes ont pour origine la liberté quasi complète des mouvements de capitaux. Ce serait le prix à payer pour le levée de contrôles que personne, à juste titre, ne souhaite rétablir. Mais l'excuse que fournit la théorie ne vaut rien. Dans l'histoire, des régimes de taux de change fixes n'ont pu être maintenus pendant de longues périodes que parce que, normalement, les mouvements spéculatifs ont un effet stabilisant. L'étalon-or d'avant 1914 en est le meilleur exemple.

La liberté des mouvements de capitaux devient facteur de perturbation à partir du moment où l'appareil du crédit est déréglé par une cause générale faisant universellement sentir ses effets.

C'est la création anarchique de capitaux qui est à l'origine du mal. Pour expliquer le formidable « boom » spéculatif des années 1988 à 1990, dont nous n'avons pas fini de supporter les séquelles, il faut d'abord savoir comment les établissements de crédit ont été à même de fournir les liquidités correspondantes. En l'absence de ces facilités, ni la brutale hausse de l'immobilier à Paris, à New-York, à Tokyo, etc., ni l'ascension vertigineuse de la Bourse japonaise, sans parler de celles de Stockholm, de Mexico, de Milan et, bien sûr, de Wall Street, n'auraient été possibles. Or, de la fin de 1988 au début de 1989, on a assisté à de colossales inter-

ventions sur les marchés des changes pour soutenir le dollar.

En vertu de ces opérations, les banques centrales du monde entier ont augmenté leurs réserves de change en devises d'un bon tiers (150 milliards de dollars). Les dollars ainsi acquis ont été placés en bons du Trésor américain ; cela a fourni aux Etats-Unis les moyens de financer un déficit budgétaire accru sans rien demander à l'épargne nationale. Quant aux banques centrales d'Europe et d'Asie, elles ont pareillement augmenté dans d'énormes proportions la capacité de création de crédit par les banques commerciales. Contre remise de dollars, elles ont fourni à ces dernières des liquidités en monnaie nationale.

De cette fantastique création monétaire, on ne parle jamais. Cela reviendrait à remettre en question la sagesse du « saint des saints », le groupe des Sept, où ces décisions sont prises. La fantasmagorie « manna pétrolère » a réponse à tout.

Autre source d'incroyables désordres : la « déréglementation » financière, présentée comme une libération des mouvements de capitaux. A l'origine de toutes les techniques financières (swap de taux d'intérêt, etc.) permettant d'accroître considérablement les facilités d'emprunts des « agents économiques », il y a sur le besoin des Trésors publics de lever tous les obstacles à la satisfaction de leurs propres besoins de financement. Le zèle des socialistes français n'eut d'égal que celui de l'administration Reagan.

Un financier de haut vol, Georges Soros, se vanta d'avoir gagné plus de 2 milliards de livres sterling en jouant la chute de cette monnaie. Cela suppose que les banques ont pu lui ouvrir un crédit peut-être quatre ou cinq fois supérieur à celui des fonds propres de sa société. Georges Soros assure qu'une conversation téléphonique avec un membre du cabinet du ministre français des finances l'a convaincu de ne pas spéculer contre le franc. Le contraire, en quelque sorte, d'un délit d'initié.

Les prélèvements obligatoires sont l'alibi du déficit. Le capital humain masque les dévoiements du capital tout court détourné au profit de ces compères que sont désormais le Trésor public et les gentlemen du fric.



NICOLAS GUILBERT

LIVRES

La fin des solidarités nationales

Pour Robert Reich, l'internationalisation des productions et des entreprises entraîne un accroissement des inégalités sociales dans chaque pays

L'ECONOMIE MONDIALISÉE
de Robert Reich
Dunod, 336 pages, 148 F.

S'il faut lire l'Economie mondialisée, ce n'est pas seulement parce que son auteur est, selon l'éditeur, « le plus proche conseiller du président Bill Clinton », mais aussi et surtout parce qu'il pose une question essentielle : « L'idée d'une nation-Etat comme ensemble d'individus partageant la même responsabilité quant à leur bien-être mutuel appartient-elle au passé ? »

A cette question, Robert Reich, hier professeur à Harvard, aujourd'hui secrétaire d'Etat au travail, répond sans ambiguïté : oui. Contrairement à ce que beaucoup croient encore, tous ceux qui vivent dans un même pays ne sont plus « dans le même bateau ». Au contraire, plus la mondialisation de l'économie progresse et plus les inégalités au sein d'un même pays vont s'accroître. La conclusion mérite débat, car elle prend à contre-pied non seulement les intuitions les plus communes, mais aussi beaucoup des politiques mises en œuvre ici et là pour soutenir « l'intérêt économique national ».

L'analyse part d'un constat : la mobilité des marchandises, des capitaux, des entreprises, des savoir-faire, des informations est aujourd'hui telle que le destin économique d'une nation est de moins en moins lié à celui de « ses » firmes, à la compétitivité de « ses » produits. Pour la raison très simple que la nationalité des entreprises est de plus en plus ambiguë et la fabrication des produits toujours plus internationalisée.

« Le succès économique d'une nation ne doit pas être jugé en fonction de la capacité de ses firmes à faire des profits et à accroître leurs parts de marché ; il doit être apprécié en dernier ressort sur le niveau de vie que ses citoyens peuvent atteindre et sur la possibilité de le conserver et de l'améliorer dans le futur. »

Les Etats n'ont donc plus aucune raison de s'effacer. Au contraire, « il existe une relation croissante entre le montant et la nature des investissements que le secteur public entreprend et la capacité d'une nation à attirer le capital mondial... Des individus bien formés et des infrastructures modernes attirent les réseaux mondiaux qui investissent et apportent des emplois relativement satisfaisants ».

Ce point établi, Reich avance la thèse : de cette concurrence accrue entre espaces économiques au sein de l'économie mondialisée résulte une inégalité croissante des revenus au sein de chacun de ces espaces. « Chaque heure, la population mondiale s'accroît de plusieurs dizaines de milliers d'habitants dont la plupart seront plus tard heureux de travailler pour une petite fraction des salaires que les travailleurs routiniers reçoivent aux Etats-Unis. »

D'où une dissociation croissante entre le sort de ces travailleurs directement en compétition avec ceux du reste du monde et celui des « manipulateurs de symboles » qui remplissent des fonctions sophistiquées. D'où aussi cette rupture des solidarités au sein de chaque communauté nationale : « L'ingénieur en logi-

ciel américain, lié à son réseau mondial par des ordinateurs, des modems, des fax, est plus dépendant d'ingénieurs de Kuala Lumpur, de fabricants de Taiwan, de banquiers de Tokyo et de Bonn, et de spécialistes des ventes et du marketing de Paris et de Milan que de travailleurs routiniers exerçant leur activité dans une usine située de l'autre côté de la ville. »

La seule critique que l'on peut faire à Robert Reich est que sa vision de l'évolution de nos sociétés est un peu trop lisse, un peu trop baignée par le soleil de la Silicon Valley. Les risques politiques nés de cette tendance à des inégalités toujours croissantes dans la société américaine sont sérieusement minorés : « La docilité des quatre cinquièmes de la population les mains avantagées s'explique par le sentiment que l'action politique n'aurait de toute façon aucun effet. Ils sont résignés à ce qui arrive, parce qu'ils admettent que les manipulateurs de symboles détiennent toutes les cartes. »

Les émeutes de Los Angeles sont là pourtant pour rappeler que, lorsqu'un jeu est trop truqué, certains finissent toujours par en rejeter les règles. Dès lors, réduire le dualisme grandissant et les exclusions qu'il génère va devenir une priorité, même pour la minorité de privilégiés. Sauf à accepter de devoir demain quitter les Etats-Unis, ceux-ci sont moins indépendants du reste de la société américaine qu'il n'y paraît. Sauront-ils découvrir qu'ils sont bel et bien tous « dans le même bateau »... avant qu'une partie trop importante de l'équipage ne se mutine ?

Anton Brender

Des revenus trimestriels nets d'impôt

**9,80 % pour vous,
0 % pour votre percepteur*.**

La juste répartition des revenus de votre épargne, vue par le GROUPE ROBECO

Ce que vous recherchez dans un placement, c'est :

- une performance élevée et régulière
- la fiscalité la plus avantageuse
- une totale sécurité

C'est pour répondre à ces trois exigences que nous avons créé le Compte à Revenus Périodiques.

Des revenus nets d'impôt*.

Le fonctionnement de ce compte est simple : votre capital est investi dans des produits de capitalisation. Il progresse régulièrement et les plus-values qu'il génère vous sont versées nettes d'impôt jusqu'à environ 166 000 F.

Des revenus chaque trimestre.

Les plus-values produites tout au long des 3 mois sont créditées automatiquement sur votre compte bancaire ou postal.

Vous n'avez absolument rien à faire.

Selon l'utilisation que vous voulez faire de cet argent, vous pouvez également opter pour des revenus mensuels ou semestriels.

Des revenus élevés sans toucher à votre capital.

Votre capital n'est pas entamé, quelle que soit la conjoncture du moment, et progresse donc en toute sécurité.

De plus, le Compte à Revenus Périodiques, est investi en produits de trésorerie et bénéficie ainsi de l'excellente performance du marché monétaire.

Exemple : Avec comme hypothèse un rendement de 9,80 % par an, sur un capital de 100 000 F, vous recevrez net de tous les impôts 9 800 F par an, soit 2 450 F par trimestre.

1 Votre argent reste toujours disponible.

A tout moment, vous pouvez récupérer tout ou partie de votre capital sans payer aucun droit de sortie. Vous pouvez également effectuer des versements complémentaires pour augmenter vos revenus.

2 Vous vous appuyez sur la compétence du Groupe Robeco.

Le Groupe Robeco est aujourd'hui le premier investisseur indépendant européen. Le savoir-faire reconnu de nos experts et la solidité financière du Groupe garantissent performance et sécurité à votre capital.

* 9,80% : Performance du 31/12/91 au 31/12/92.
0% : Les revenus de votre épargne ne sont pas imposables jusqu'au montant total des crédits fixé par la Loi de Finances (seul 1993) encore non fixé : environ 166 000 F.

Pour obtenir votre Dossier d'Information sur le Compte à Revenus Périodiques, complétez le coupon ci-dessous et renvoyez-le à l'adresse indiquée. Vous pouvez également nous contacter au (1) 49 00 33 00 et sur Minitel au 3615 ou 3616 code ROBECO

GROUPE ROBECO
INVESTIR DU FAIT, QUAND IL FAUT.

☐ OUI, je souhaite recevoir sans aucun engagement de ma part un Dossier d'Information sur le Compte à Revenus Périodiques.

Nom

Prénom

Adresse

Code postal

Ville

Profession

A retourner sans affranchir à Groupe Robeco (France) - Libre-réponse n°8 - 92089 Paris La Défense 2.

Conformément à la loi du 6/1/1978 (relative à l'accès à l'information), nous informons que les données de votre dossier sont destinées à vous fournir des services financiers et à vous proposer des produits financiers.

CONJONCTURE

QUEL économiste, financier ou politique n'a misé sur la détente des taux d'intérêt en Allemagne pour redonner à la conjoncture économique européenne quelques chances de redémarrage en 1993 ? Abaisés pour la première fois à l'automne, les taux allemands ont été à nouveau réduits début février, perdant ainsi plus d'un point durant les six derniers mois, pour les taux à court terme. La situation ne s'est guère apaisée pour autant dans les autres pays d'Europe occidentale.

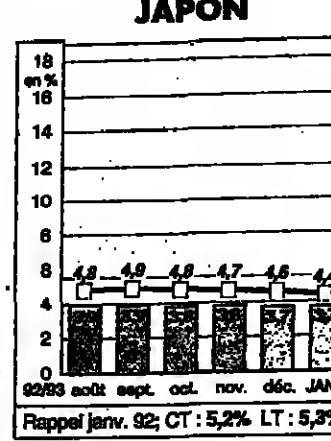
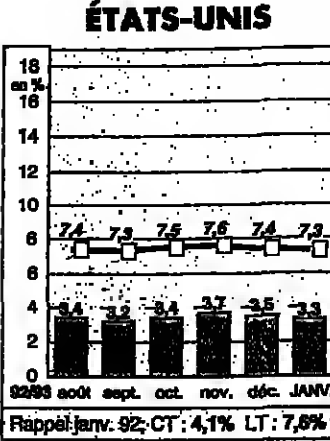
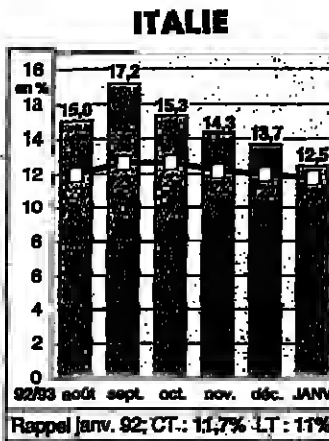
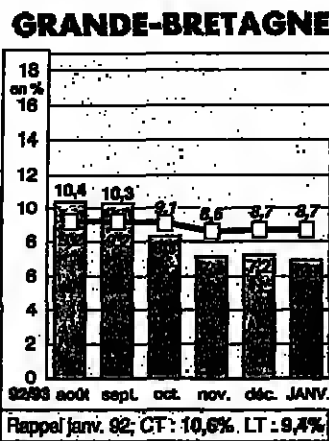
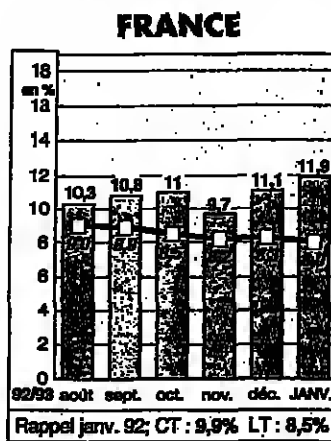
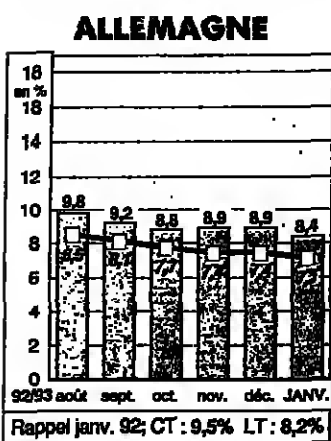
A l'exception de la Grande-Bretagne qui, co sortant du système monétaire européen le 16 septembre, a clairement opté pour une politique isolée (au prix d'une dépréciation de 20 % de la livre), rares sont les pays qui ont pu tirer bénéfice de ce changement. L'Italie et l'Es-

INDICATEUR • Les taux d'intérêt

Inquiétudes

pagne, malgré les dévaluations de leurs monnaies, ont à peine retrouvé des niveaux de taux comparables à ceux de l'été, encore très pénalisants pour leurs économies en récession. En France la baisse de novembre dura le temps d'un feu de paille. Les taux d'intérêt d'août à six mois fléchirent les 12 % depuis décembre.

Une nouvelle détente, probable, des taux allemands serait-elle plus efficace ? Rien n'est moins sûr. L'Espagne et l'Italie, contraintes par les difficultés structurelles et les risques d'inflation, ne peuvent guère escompter revenir à des niveaux de taux compatibles avec une reprise de leur activité avant plusieurs mois. La France, parce qu'elle traverse une période préélectorale qui multiplie les anticipations contradictoires sur l'avenir du franc, pourrait aussi être contrainte de maintenir des taux relativement élevés, afin de convaincre les marchés de la détermination des futures autorités à préserver la parité du franc face au mark. Combien de temps une telle situation peut-elle durer sans produire des effets dévastateurs sur les économies concernées ?



En colonnes : les taux à court terme, à trois mois sur le marché des eurodevises (CT). En courbes, les taux des emprunts d'Etat à long terme (LT). Sources nationales.

RÉGION • L'Amérique du Sud
Victoires sur l'inflation

Le rapport annuel de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes des Nations Unies (CEPAL) souligne les bonnes performances de la zone en 1992 : le produit intérieur brut a augmenté de 2,4 % et le revenu par habitant de 0,5 %. Presque tous les pays ont fait des progrès, mais l'économie du Brésil, en pleine récession, a tiré la moyenne continentale vers le bas. Si l'on excepte ce pays, la croissance latino-américaine passe en effet à 4,3 %.

Les pays exportateurs de pétrole (Bolivie, Colombie, Équateur, Mexique, Pérou, Trinité-et-Tobago et Venezuela) se sont mieux comportés que les autres avec une moyenne de 3,4 %, les non producteurs (y compris le Brésil) dont le PIB a baissé de 1,5 % n'obtenant que 1,6 %.

La CEPAL se félicite de la poursuite de la résorption d'inflation qui concerne la totalité des pays, toujours à la notable exception du Brésil, dont la hausse des prix à la consommation a atteint 131,5 % en 1992, contre 47,5 % l'année précédente.

Pour la deuxième année consécutive, la région a bénéficié d'un solde positif des flux de capitaux : 57 milliards de dollars, contre 39,2 milliards en 1991. Ce résultat favorable s'explique certes par les taux d'intérêt particulièrement élevés servis sur les marchés financiers d'Amérique du Sud, mais aussi par la poursuite des opérations de privatisation dans plusieurs pays.

Ces entrées massives de capitaux extérieurs ont permis de développer le crédit non inflationniste au secteur privé, aussi bien pour financer les investissements que pour relancer la consommation. Elles ont aussi contribué à compenser les effets négatifs de la détérioration continue des termes de l'échange pour les produits sud-américains. L'indice des prix à l'exportation de ces produits, sur une base 100 en 1980, s'est situé à 72 en 1992 contre 74 en 1991, soit une nouvelle dégradation de 2,7 %.

Jouant de la diversification, de plus en plus nécessaire, des exportations et des différents moyens d'attirer les capitaux étrangers (ou latino-américains réfugiés à l'étranger), la plupart des pays ont amélioré les résultats de leurs balances des paiements, l'exception étant ici le Venezuela, dont le solde a été négatif (- 1,6 milliard de dollars) alors qu'il était encore largement positif en 1991 (+ 2,3 milliards).

Pour l'ensemble des pays de la zone, l'excédent des paiements a atteint 24,3 milliards de dollars, contre 19,8 milliards l'année précédente. Ces résultats ont généralement permis une meilleure gestion de la dette extérieure (451 milliards au total) bien que certains pays, au premier rang desquels le Brésil, n'aient toujours pas réussi à satisfaire aux conditions nécessaires pour pouvoir bénéficier des financements

du Fonds monétaire international.

L'Amérique du Sud a poursuivi en 1992 l'application de politiques économiques orthodoxes, faisant porter les principaux efforts sur la limitation des déficits budgétaires, voire la constitution d'excédents comme au Chili, au Mexique et en Uruguay.

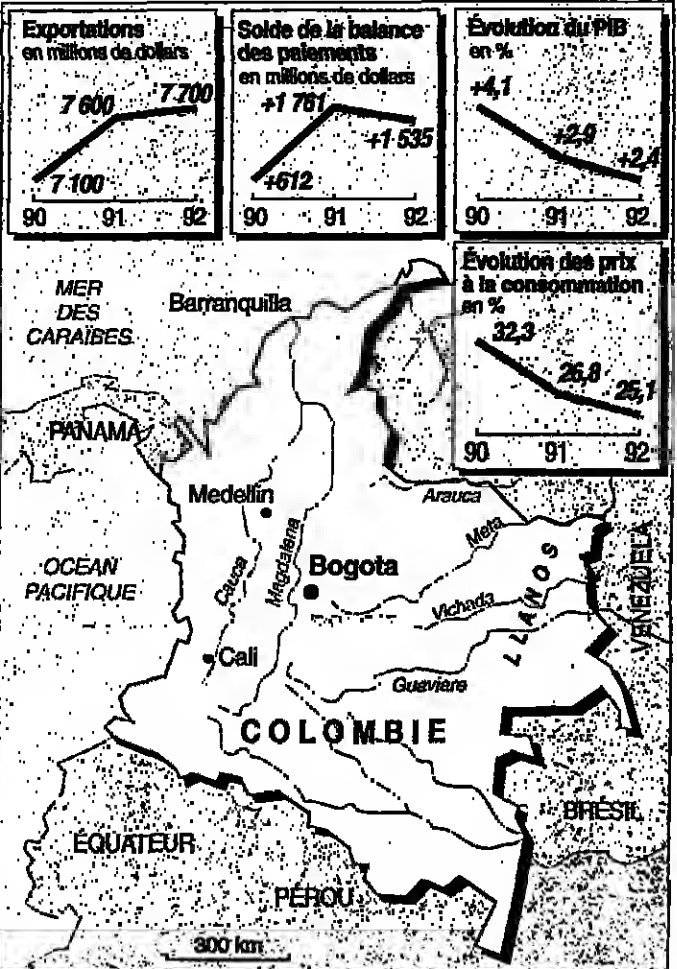
Le Brésil lui-même, dont les finances publiques faisaient apparaître un solde négatif équivalant à 6,9 % du PIB en 1989, est parvenu à un excédent en 1991 (0,3 %) et à un déficit raisonnable en 1992 (- 1,5 %). S'il est vrai que cette médication a été sans effet sur l'inflation de ce pays, il n'a pas été de même ailleurs : on peut même dire que c'est sur le front des prix que les pays d'Amérique du Sud ont remporté leurs plus remarquables victoires en 1992.

En Argentine, la baisse des prix de 17,5 % constitue une performance spectaculaire, comparée aux résultats de 1991 (17,2 %) et de 1990 (2,34 %). Un seuil psychologique très important semble avoir été franchi dans ce pays, un sondage organisé en fin d'année montrant que l'opinion publique anticipe désormais la poursuite de la désinflation. Au Pérou, l'inflation est passée de 139 % en 1991 à 56,7 % en 1992, grâce à une politique monétaire très restrictive qui a malheureusement aussi contribué à la baisse de la production nationale (- 2,5 %).

L'Uruguay et le Chili ont pu, quant à eux, concilier une forte croissance économique (respectivement 7 % et 9,5 %) et la diminution de l'inflation (58,9 % et 12,7 %, contre 81,5 % et 18,7 % l'année précédente). En revanche, la hausse des prix s'est maintenue au Venezuela (31,9 % au lieu de 31 %), ce qui a justifié la poursuite d'une politique monétaire assortie de taux d'intérêt exceptionnellement élevés qui ont pesé sur la Bourse de Caracas, l'une des seules en Amérique du Sud à n'avoir pas enregistré de progression en 1992.

Presque toutes les expériences réussies de lutte contre l'inflation se sont accompagnées de la surévaluation des monnaies nationales, contrepartie nécessaire des politiques d'ouverture des frontières. Cette surévaluation apparaît dangereuse à terme, car elle menace les équilibres commerciaux. L'Argentine en fait déjà la difficile expérience (elle a subi un déficit commercial de 365 millions de dollars en 1992, au lieu d'un excédent de 4,5 milliards l'année précédente), et il paraît impossible dans ces conditions que la parité dollar-peso puisse être encore maintenue longtemps, notamment en raison du dynamisme des exportateurs brésiliens, qui ont conquis d'importantes parts de marché en Argentine l'année dernière.

Jean-Luc Chalumeau
Economiste
de la Banque Sudaméri-

PAYS • La Colombie
Optimisme justifié

La Colombie semble avoir pas trop souffert en 1992 des divers maux qui se sont abattus sur elle : crise du marché international du café, recrudescence de la guérilla et du trafic de la drogue, ce qui a conduit au rétablissement de l'état d'urgence le 8 novembre, enfin, rationnement énergétique, dû à la fois à la sécheresse et aux sabotages des oléoducs.

La croissance a en effet atteint 2,4 % (avec une progression de la construction de 9 %, mais un fléchissement de la production agricole de 0,9 %), l'excédent commercial a atteint 2 milliards de dollars et l'inflation a été stabilisée à 25,1 %.

Officiellement placée sous le régime de l'économie mixte depuis l'adoption d'une nouvelle Constitution en juillet 1991, la Colombie a continué à mettre en place un cadre juridique favorable au redressement économique : réforme fiscale imposant une augmentation générale et temporaire des impôts en particulier, et libéralisation quasi complète du régime des investissements étrangers comme des Bourses de valeurs. La découverte du très important gisement de pétrole de Cusiana a été de nature à renforcer la confiance des Colombiens et l'intérêt de leurs partenaires étrangers. Avec un minimum de 2 milliards de dollars de réserves (à comparer avec la production annuelle actuelle de 160 millions de barils), les champs de Cusiana, exploités à parité par les sociétés Triton, BP et Total d'une part et

le groupe public Ecopetrol d'autre part, permettront de développer les exportations de pétrole, qui représentent actuellement environ 1,5 milliard de dollars par an (20 % du total, devant le café), et d'améliorer ainsi des comptes extérieurs déjà bons.

Les importations ont certes augmenté de 26,6 % en 1992 alors que les exportations sont restées stables, mais la balance des paiements a été largement excédentaire (1,5 milliard de dollars) grâce à un renversement du solde des mouvements de capitaux. Ces derniers, traditionnellement déficitaires, sont devenus positifs en 1992 (435 millions).

Les entrées de capitaux s'expliquent par le haut niveau des taux d'intérêt offerts sur le marché financier colombien. Il est donc d'autant plus remarquable que les autorités aient réussi à éviter l'aggravation de l'inflation dans ces conditions.

Elles y sont parvenues en pratiquant une politique économique orthodoxe appuyée sur le contrôle de la monnaie en circulation et sur la limitation du déficit budgétaire à 1 % du PIB. Il reste encore à obtenir une amélioration substantielle du taux d'investissement, tombé à 17 % de la production nationale, sans doute par suite du climat d'insécurité. Cependant, l'optimisme officiel concernant la situation économique de la Colombie paraît amplement justifié.

J.-L. C.

SECTEUR • L'ameublement
Craquements

LES premiers craquements s'étaient fait sentir dès 1990, avec un début de récession dans le meuble de cuisine. Les difficultés s'étaient géométrisées, l'année suivante, avec une baisse de 4 % d'un marché français du meuble tombant à 72,9 milliards de francs.

La crise s'est prolongée en 1992, avec une nouvelle chute de la consommation de 4,9 % en volume (- 2,3 % en valeur), selon la Banque de France. Et encore, on y parvenait grâce à un quatrième trimestre un peu meilleur, les achats de meubles ayant oscillé pendant les huit premiers mois de l'année entre - 5 % et - 8 % (en volume), après une petite ruée en février.

A l'heure où les Français se détournent des boutiques, le meuble s'avère l'un des achats les plus aisés à différer. Et il ne peut plus, comme l'habillement, jouer des soldes : les fausses promotions - ces fameuses remises de 30 à 50 % affichées en vitrine toute l'année - ont tué la poule aux œufs d'or. « Les commerçants en ont pris conscience, les pouvoirs publics ont sévi », souligne pourtant un professionnel. Un « consumérisme » un peu tardif, si l'on en juge par les difficultés spécifiques des fabricants de cuisines équipées, dont la mauvaise image a pesé lourd dans l'effondrement de leur segment du marché (- 21 % depuis 1990) (« le Monde de l'économie » du 5 janvier).

Cette bouderie, les distributeurs l'ont subie de plein fouet. Mobilier de France et Léviton ont changé de maîtres. Darnal et Pier Import ont fusionné. Habitat est tombé dans le giron du géant suédois Ikea. Mobis a été cédé par Conforama. Les magasins Vogica se sont restructurés à tout va.

Les fabricants de meubles n'ont pas été mieux lotis. Pinault a vendu ses meubles de cuisine à IFI et ses meubles de bureau Ordo à l'américain Hayworth. Dunstont a repris les canapés Valcor France (ex-Veldeman) puis les matelas Simmons. Duvivier a racheté les sièges Rangum Duchesne et Parisot pourrait reprendre les chaises Fouchot-Ressa. Un inventaire que

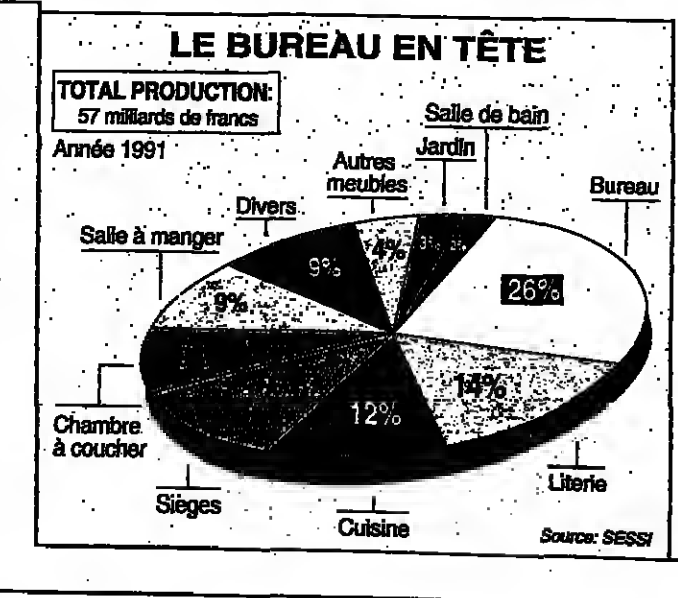
les mois à venir devraient enrichir.

« Cette crise, l'industrie du meuble l'a pourtant abordée dans de bien meilleures conditions que les précédentes », explique Jean-François Stordeur, secrétaire général du Comité de développement des industries françaises de l'ameublement (CODIFA). La qualité du management a progressé ; les effectifs ont été ajustés à temps.

Ce redressement a permis d'éviter le pire puisque, avec une production en baisse de 6,2 % en volume sur les neuf premiers mois de 1992 (- 3,1 % en chiffre d'affaires), les industriels français ne se sont pas trop mal débrouillés. Les importations ont été mieux que contenues (sur neuf mois, elles ont baissé de 8,8 %) et les exportations plus soutenues (+ 4 %). Du coup, la balance commerciale du meuble, traditionnellement déficitaire, devrait se redresser. Et revenir de - 9 milliards de francs en 1991 à - 6,6 milliards de francs, en 1992. Cette performance sera toutefois difficile à renouveler. Bien que modestes (elles ne représentent que 9,7 % du total de celles de la CEE), les exportations françaises ont progressé ces dernières années plus vite que celles de nos voisins. Mais elles l'ont fait, chaque année, d'une façon plus concentrée vers la Communauté européenne, la Suisse et l'Amérique du Nord : 75,4 % du total en 1988, 77,3 % en 1991. Des marchés qui, à l'exception de ceux d'outre-Atlantique, devraient tous être affectés par la récession qui s'annonce en Europe.

Les importations, en revanche, se diversifient. Gros fournisseurs traditionnels, l'Allemagne et l'Italie perdent des parts de marché au profit de nouveaux venus. Le Portugal avec des pieds de table Louis-Philippe, la Roumanie avec des portes de cuisine en pin, la Pologne avec des canapés en cuir et même l'Indonésie avec des chaises et meubles de rangement grignotent des parts de marché, relève l'Union nationale des industries françaises de l'ameublement (UNIFA). Des nouveaux venus qui ne seront pas faciles à déloger, on peut le parier.

Pierre-Angel Gay



Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par le service infographique du Monde et l'agence de presse Idé.